Zeitschrift: Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse

Band: 16 (1918)

Heft: 3

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Leere Seite
Blank page
Page vide

Le syndic Des Arts et la version officielle des événements de la Restauration genevoise.

Communication faite à la *Société d'Histoire et d'archéologie de Genève* dans sa séance du 21 mars 1918.

Dans la série de mes conférences du Centenaire, parues en 1914 sous le titre de *Genève Canton Suisse* et auxquelles on peut joindre une étude, publiée en 1915, sur *La chute, la restauration de la République de Genève et son entrée dans la Confédération,*[1]) je me suis efforcé de mettre en lumière le rôle, jusqu'ici imparfaitement connu, du syndic Des Arts dans l'organisation du gouvernement provisoire et de préciser sa part à l'établissement de la constitution réactionnaire de 1814. La mise au jour de l'*Album des caricatures d'Adam Tœpffer,* en 1916, est venue ajouter une déposition contemporaine, longtemps ignorée mais décisive, à l'appui de mes conclusions.

C'est ce que M. Paul E. Martin a constaté récemment, en termes aimables, dans un compte rendu critique de l'*Indicateur* consacré à la belle publication de M. Baud-Bovy (*N. S.* XV, 1917, p. 264 ss.), compte rendu qui a été communiqué à la Société d'Histoire et d'archéologie de Genève, dans sa séance du 10 janvier 1918, et tiré à part. Sur un point cependant M. Martin a estimé qu'un supplément d'enquête était nécessaire et il a exposé le résultat auquel lui-même était conduit à ce sujet en une note détaillée qui m'oblige à présenter à mon tour, avec plus de précision que je ne l'ai fait, le point de vue qui est resté le mien. Voici la partie de cette note qui appelle ma réponse:

«Il m'est impossible de reconnaître, avec M. Borgeaud, le travail «de Des Arts dans l'établissement de la version officielle des événements «de la Restauration genevoise, soit dans la rédaction des procès-verbaux «des séances du Conseil provisoire *(Genève canton suisse,* p. 32 et 33, «et *M. D. G.* t. IV, p. 189 et 191). Ces procès-verbaux commencent le «30 décembre 1813; le 3 janvier 1814 le Conseil décide d'adjoindre au «conseiller Falquet «qui fait la fonction de secrétaire», le conseiller «Gaspard de la Rive «pour l'aider dans la rédaction du registre» *(Genève,* «*Archives d'Etat,*R. C. 314, p. 22). Falquet, qui, le même jour signe «en qualité de secrétaire d'Etat une proclamation du Conseil, a été dès «le début le secrétaire du gouvernement provisoire; le registre tout entier «du 30 décembre 1813 au 11 octobre 1814 est de son écriture (Cf. sa

[1]) *Les cantons suisses et Genève — 1477—1815.* — Recueil de mémoires publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, in-4 (Jullien — Georg & Co.) 1815.

«lettre du 19 octobre 1815, *ibid.*, P. H. 5738, et sa signature R. C. 314, «p. 467).

«M. Borgeaud n'a pu reconnaître l'écriture de Des Arts ni dans «le registre original, conservé aux Archives d'Etat, ni dans la copie que «possède la Chancellerie. Je n'ai retrouvé aucun brouillon, minutaire ou «plumitif des ces procès-verbaux; par contre, l'écriture du conseiller «Schmidtmeyer, parente de celle de Des Arts, se reconnaît au Registre «du Conseil Représentatif, du 12 au 18 octobre 1814. Serait-ce l'origine «d'une confusion?

«Remarquons à cette occasion que le maréchal de Bubna n'est pas «seul à relater la proposition que lui fait la députation genevoise de «désigner *quatre* syndics provisoires à Genève. Des Arts lui-même, dans «son mémoire du 12 janvier 1814 destiné aux ministres des Puissances «et inséré au Registre du Conseil provisoire (p. 62), s'attribue ainsi qu'à «son collègue Gourgas, la composition du gouvernement, telle qu'elle «fut agréée par le maréchal. Les procès-verbaux du Conseil ne disent «rien de cette initiative, mais comme ils ne sont pas de Des Arts, on «ne peut l'accuser sur ce point, d'une réticence volontaire.»

J'ai dit et je dois maintenir que Des Arts est l'auteur de la version officielle des événements des premiers jours de la Restauration genevoise, telle que nous la lisons dans le registre des procès-verbaux du gouvernement provisoire. Ma preuve serait vite faite si je pouvais produire le texte original, écrit en entier de sa main, qui ne se retrouve pas dans nos archives. Mais, pour être plus malaisée, ma démonstration n'en est pas moins acceptable et il importe d'autant plus qu'elle soit présentée.

Le futur secrétaire d'Etat J.-L. Falquet, qui a été convoqué, comme adjoint, au Conseil provisoire, le 30 décembre 1813, à la place de son père, l'ancien conseiller de 1784, et n'a pas encore exercé de fonctions publiques, n'est désigné comme «faisant les fonctions de secrétaire», — ce sont les termes mêmes du procès-verbal, — que le 3 janvier seulement. Il est vrai qu'on trouve, datés du même jour, une affiche du gouvernement provisoire donnant un premier extrait de son registre avec cette mention au bas: «*Arrêté d'imprimer et d'afficher.*

Pour copie conforme

J.-L. Falquet, secrétaire d'Etat.»

Mais je pense que cette pièce significative, qui n'a pu être paraphée de la sorte que sur l'invitation formelle des syndics, l'a été justement dans le but de créer à Falquet à la faveur des circonstances une situation de fait qui ne lui avait point été reconnue, autrement qu'on vient de le voir, par le Conseil réuni. L'affiche en question donne les

termes d'un discours adressé par le premier syndic à la garde nationale pour la remercier de sa belle conduite. Elle est intitulée en tout autant de termes: «*Extrait des registres du Magnifique Petit-Conseil Provisoire, du 3 janvier 1814*» et contient ce qui suit:

«Messieurs les Syndics ayant invité le Conseil à délibérer sur les «services rendus par la garde nationale, l'avis a été d'appeler céans les «chefs, l'état-major, les capitaines, les lieutenants et les sous-lieutenants, «et que là Monsieur le Premier Syndic leur dise:

«C'est au nom de la Patrie que je vous adresse pour la Garde «nationale les plus sincères remerciements de la conduite qu'elle a tenue «dans les circonstances difficiles et extraordinaires que nous venons de «traverser. Tous ses membres se sont montrés citoyens et soldats «modérés et fermes, patients et zélés. Pour la régularité de leur service, «par l'influence de leur exemple, ils ont maintenu une tranquillité, une «sûreté parfaite dans la ville; ils ont mérité et obtenu l'estime des auto-«rités et des troupes françaises qui se retiraient, celle des troupes qui «leur succédaient, et l'approbation de tous leurs compatriotes. Ils doivent «cet honorable succès aux sages directions de leurs chefs et de leurs «principaux officiers, à l'exemple des compagnies d'élite qui, formées «dès longtemps, ont été des modèles d'instruction et de dévouement «pour les autres compagnies qui venaient de se former autour d'elles; «ils le doivent surtout à cet amour de la Patrie qui commande et adoucit «tous les sacrifices. Le Conseil compte sur la continuation de ce dé-«vouement; mais il ne s'en prévaudra qu'autant que le besoin de l'Etat «l'exigera impérieusement; déjà le fardeau du service s'est allégé; il désire «vivement et il espère de *(sic)* pouvoir l'alléger encore.»

Or on ne trouve dans le procès-verbal du 3 janvier, tel qu'il a été conservé dans la copie officielle des Archives et dans le double déposé à la Chancellerie d'Etat, aucune mention relative à cette allocution, placée dans la bouche d'Ami Lullin, autre que cette brève référence: «Projet de discours à adresser à la garde nationale par M. le premier syndic. Approuvé.» L'extrait des registres affiché sous la signature du secrétaire d'Etat a donc été manifestement ou rédigé de mémoire et qualifié *extrait des registres* pour le bon peuple, — ce qui serait un peu bien «magnifique», — ou tiré, ce qui paraît extrêmement probable, d'une minute détaillée qui n'a pas été conservée et qu'il y a infiniment de raisons d'attribuer à Des Arts.

Falquet n'a pas fonctionné et n'a pas été considéré comme secrétaire d'Etat avant le 3 janvier 1814 et la meilleure preuve c'est qu'il n'a pas contresigné, comme tel, la proclamation du 31 décembre, publiée et affichée le 1er janvier. Il figure au bas, à son rang, avec son titre d'adjoint et le qualificatif modeste de «Falquet *fils*».

Si l'on étudie d'un peu près les événements qui se succèdent dans les premiers jours de cette année mémorable, on voit que la date du 3 janvier correspond au moment précis où Des Arts, nommé chef de la députation qui doit se rendre sans retard à Bâle, à la rencontre des souverains alliés, et bientôt absorbé par cette mission importante, prévoit qu'il ne pourra plus assister aux séances du Conseil. Depuis qu'il est allé au-devant de Bubna à Lausanne et qu'il s'est constitué l'intermédiaire entre le quartier-général et le gouvernement provisoire, substituant, de concert avec le général autrichien, à l'œuvre d'Ami Lullin son œuvre personnelle, il a pris aux côtés de ce dernier, premier syndic président par droit d'élection ancienne, le rôle de syndic dirigeant, préposé par les Puissances à la restauration de la République aristocratique. Pour tenir avec succès ce rôle difficile, il a dû se faire la cheville ouvrière de l'entreprise, rédiger à nouveau l'acte de naissance du régime, faire passer son texte à la place de la proclamation de Lullin, déjà adoptée par ses collègues, veiller à ce que nul ne fût appelé au Conseil provisoire qui fût capable de traverser son plan, préparer les séances, minuter les décisions et en tenir procès-verbal.

Ce n'est qu'après s'être rendu compte de cette intervention énergique et constante, quoique nécessairement voilée, qu'on peut s'orienter dans les textes soigneusement revus qui nous ont été transmis et leur assigner leur véritable sens. «Falquet fils» a été, pour autant que j'ai pu m'en assurer dans l'examen attentif auquel je me suis livré, le collaborateur docile auquel Des Arts a confié le poste de secrétaire d'Etat à partir du moment où lui-même ne pouvait plus le tenir. Il l'a fait le 3 janvier, pas avant, de la façon diplomatique qu'on a vue, en faisant d'abord constater incidemment, sans éclat, par le Conseil, que Falquet avait jusqu'alors rempli les fonctions de secrétaire et, ce qui n'est pas moins significatif, en lui faisant donner séance tenante un autre mentor «pour l'aider dans la rédaction du Registre», le professeur conseiller Gaspard de la Rive. Puis il lui a fait signer son «Extraits des registres du Magnifique Petit-Conseil» avec le titre que prenaient les secrétaires de la Seigneurie de jadis.

L'étude comparative du registre original, conservé aux Archives, et de la copie, qui est restée à la Chancellerie et qui fait partie de la série des registres de travail du Conseil d'Etat, permet d'avancer ce qui suit au sujet de leur composition.

Ces deux registres, qui portent tous deux au dos le titre spécial: *Restauration de la République. 1813 & 1814,* semblent avoir été formés l'un et l'autre à l'époque où l'original a été clôturé et signé, à savoir en octobre 1814, date de l'entrée en vigueur de la constitution.

La copie in-folio, richement reliée en veau plein, a été faite en une fois, de la même main de scribe, et en fac-similé, c'est-à-dire avec la même pagination que l'original. Elle n'a d'autre valeur que de servir de double, facile à consulter et très exact.

L'original, contenu dans une reliure portefeuille en parchemin, a été formé de la réunion de cinq registres primitifs, de cinq à six cahiers, dont la pagination, au total 467 pages, est continue, mais dont on retrouve successivement les numéros 1, 2, 3, 4 et 5, mentionnés au dos des pièces annexes, lesquelles n'y ont été insérées qu'après avoir figuré dans chacun, avec un plus grand nombre, à la suite d'une répartition antérieure qui faute de place n'a pu être maintenue. Ces endos sont de la main de Falquet. Ils comprennent également la mention du folio auquel la pièce devait être attachée. On les retrouve de même sur la plupart des documents renvoyés à une layette d'annexes lors du second classement. L'opération se termina par l'établissement d'un inventaire, placé en tête du registre avec ce titre: «Inventaire des pièces dépen-«dantes du registre du Conseil provisoire pour l'année 1814 dont partie «sont annexées au Registre et le reste déposé à la petite grotte dans la «layette cotée *1814, Restauration de la République.*»

De toutes les pièces annexées on trouve l'original, ou la copie qui en tient lieu, dans l'exemplaire des Archives, ceci à une seule exception près, qui porte sur la première, le «Discours de M. Des Arts adressé à M. le comte de Bubna à Lausanne à la fin de décembre 1813». Ce discours, écrit en entier et raturé de la main de Des Arts, se trouve, sans endos d'aucune sorte, au folio 2 de l'exemplaire de la Chancellerie. On peut en conclure qu'il y a été placé après que le registre original avait été pourvu d'un double. Ce dernier registre n'en contient en effet qu'une copie, ainsi endossée par Falquet: «A rapporter au registre n° 1 «au folio 2 à la date du 30 décembre 1813.» Au-dessous de cette indication de service se trouve, également de la main de Falquet, le titre: «Discours adressé par M. le syndic Des Arts à S. E. le comte de Bubna «lorsqu'il lui fut député à Lausanne avec M. le syndic Gourgas» et la précision postérieure: «le 28 décembre 1813.» Cette surcharge est suivie d'une étoile de même encre, plus noire que celle du titre, et évidemment apposée en même temps qu'elle. On retrouve ladite étoile sur chacune des pièces annexées au registre original tandis qu'elle manque à celles de la layette. C'est manifestement la marque faite au moment de la revision qui a précédé le classement définitif des premières.

L'étude des pièces annexes, qui permet de se rendre compte de la façon dont le registre, dit *original*, a été formé, permet aussi de constater qu'il a dû exister, au moins pour un certain nombre de délibéra-

tions du Conseil, un procès-verbal plus détaillé que celui qui nous a été conservé. J'ai déjà montré qu'une pièce imprimée, qualifiée «extrait des registres du Magnifique Petit-Conseil Provisoire du 3 janvier 1814» et qui contient la harangue à la garde nationale que le Conseil, — ce qui veut dire, à cette date, le syndic Des Arts, — a mise par un arrêté dans la bouche bénévole du syndic Lullin, présente, en tête de ce discours, un texte important dont on ne trouve que le résumé en deux lignes dans les registres qui nous sont parvenus. Il en faut citer une autre plus significative encore, c'est la réponse à la fameuse pétition d'Etienne Dumont, Sismondi, Bellot, Marc-Auguste Pictet et consorts demandant un sursis au plébiscite du 22 août sur la constitution. Cette pièce est accompagnée de la requête originale qui a été, comme le constate l'endos de Falquet, conservée d'abord dans le registre n° 5 comme annexe au folio 365 de la pagination générale, et qui lors du classement postérieur a été éliminée et renvoyée à la layette. Elle porte plus bas cette mention: «Répondu par extrait de Registre de la séance de ce jour «qu'on ne peut accorder le délai demandé.»

Le Registre qui nous a été transmis porte, à la date du 20 août 1814: «*Requête de 16 citoyens pour demander un délai sur le vote de «la Constitution.* On lit une pétition signée de 16 citoyens, tendante à «obtenir un délai de quelques jours pour examiner le projet de consti«tution et y faire les changements qu'on croirait convenables. Dont «opiné en deux tours, on arrête de n'accorder aucun délai et de ré«pondre aux pétitionnaires que, les intérêts de la République tant au «dedans qu'au dehors pouvant être compromis sérieusement par un délai, «le Conseil se voit à regret obligé de refuser leur demande. — La ré«ponse ainsi que la pétition seront jointes au registre.»

Or, voici l'«extrait des registres» que nous a conservé l'annexe en question:

«*Extrait des registres du Conseil provisoire de la République de «Genève du 20 août 1814:* En Conseil ordinaire, vu la requête ten«dante à ce qu'il soit sursis pendant quelques jours à la convocation «des assemblées qui doivent voter sur le projet de constitution, le Con«seil déclare qu'il aurait un extrême plaisir à accéder à la demande de «citoyens éclairés et qu'il croit animés des meilleures intentions, qu'il «n'a pas moins fallu que l'empire des circonstances et la considération «du salut de l'Etat pour se refuser au délai qui lui est demandé; qu'il «estime que la République a un si grand intérêt à maintenir l'harmonie «entre tous les citoyens, à conserver la protection des Augustes Puis«sances auxquelles nous sommes redevables de notre délivrance et la «bienveillance que nous manifeste la Confédération helvétique, qu'il ne

«saurait adopter une mesure qui paraît compromettre des avantages «aussi précieux.

«Convaincu d'ailleurs que le projet de Constitution qu'il a adopté «après les plus mûres délibérations est propre à faire le bonheur de la «République et considérant qu'il a été jugé tel par Leurs Excellences «les ministres des Augustes Puissances Alliées et par les Seigneurs de «la Haute Diète, le Conseil estime qu'il serait du plus grand danger «de livrer à des discussions nouvelles et indéfiniment multipliées le sort «d'une constitution qui doit faciliter notre agrégation à la Confédération «helvétique et assurer par là l'indépendance de notre Patrie. Il ne croit «pas, après déjà adopté les observations qui lui ont été proposées par «d'excellents citoyens, devoir admettre d'ultérieurs changements: la cons-«titution elle-même offrant des moyens de perfectionner celles de nos «lois, dont le temps et l'expérience auraient démontré les défauts. Le «Conseil espère que ses concitoyens rendront justice à la solidité des «motifs qui déterminent son refus et à la pureté de ses vues, et qu'ils «ne verront dans sa résolution qu'un nouvel acte de patriotisme et de «dévouement au bien public.»

«Pour copie conforme

signé Falquet, secrétaire d'Etat.»

En reprochant cet «extrait» de registres du procès-verbal de la décision qu'il est censé reproduire, tel qu'elle a été conservée par le secrétaire d'Etat, on n'a pas de peine à comprendre la considération qui l'en a fait disjoindre, lors du classement définitif des actes du gouvernement provisoire. Entre répondre aux pétitionnaires, comme le porte le texte conservé au procès-verbal que nous possédons, «que les intérêts de la République tant au dedans qu'au dehors pourraient être compromis par un délai» et leur dire, en tout autant de termes, que ce projet de constitution qu'ils combattent doit être accepté tel quel parce qu'il a été soumis aux ministres des Puissances et à la commission de la Diète fédérale qui l'ont approuvé, il y a toute la distance qui sépare une formule générale, discutable mais admissible, d'une interprétation forcée et mensongère. Ce n'est pas en effet sur l'œuvre de Des Arts, secrètement communiquée au Conseil le 20 juillet et discutée en deux séances du 5 au 9 août, que les ministres des Augustes Puissances alliées et la commission diplomatique de la Haute Diète s'étaient prononcés, mais sur les «bases constitutionnelles», débutant par ces articles: «Tous les Genevois sont égaux devant la loi. Le gouvernement est représentatif», qui leur avaient été soumises le 22 juin et qui eussent certainement pu être mises en œuvre de façon à satisfaire les pétitionnaires.

Si l'existence d'extraits de registres du Conseil, différents du texte officiel, implique l'existence d'une version antérieure dont l'ensemble n'est plus à la disposition des historiens, l'apparence de ce texte lui-même conduit à la même conclusion. Il suffit de le parcourir rapidement pour se convaincre qu'on a sous les yeux la mise au net soignée, par Falquet, d'un premier travail de notation qui correspondait aux plumitifs minutaires qu'on possède des délibérations des anciens Conseils jusqu'en 1712. Ce texte primitif a été rédigé sans doute par le secrétaire d'Etat, puis abrégé, sous la surveillance du conseiller Gaspard de la Rive, à partir du 3 janvier 1814. Antérieurement, c'est-à-dire depuis le 30 décembre, je pense qu'il l'a été sous la direction de Des Arts lui-même, premier secrétaire de fait du gouvernement que présidait Ami Lullin et dont il entendait cependant formuler les décisions.

Ma preuve matérielle est que, jusqu'à cette date la transcription de Falquet a été corrigée de la propre main du second syndic. Dans le procès-verbal du 31 décembre, par exemple, la mention très sommaire des propositions faites au Conseil sans succès, dans le but d'y faire entrer de nouveaux membres, se termine par cette note:

«La proposition est rejetée. On admet seulement un *seul* membre «de plus qui est M. Jacques Necker»[1]).

Le mot *seul,* par trop caractéristique de l'exclusive prononcée, a été biffé par trois traits d'une autre encre et d'une grosse plume qu'il est facile d'identifier en parcourant les pièces qu'on trouve annexées plus loin et qui sont tout entières de la main de Des Arts.

A la page suivante, la formation de l'ambassade envoyée au-devant des souverains alliés à Bâle est relatée en ces termes:

«On s'occupe de la députation. Messieurs les syndics sont chargés «de la nomination des Députés, ainsi que de celle des individus qui «doivent les accompagner. Ils s'entendent pour ces derniers avec les «membres du Conseil nommés députés. La députation partira le plus «tôt possible. Messieurs les syndics se sont retirés et ont nommé pour «députés M. le syndic Des Arts, Messieurs Saladin et Charles Pictet «conseillers.» Falquet après avoir tracé les mots: «se sont retirés» avait ajouté: «et ont *nommés*» en mettant une *s* au second participe comme au premier. Des Arts a rectifié en biffant l'*s* échappée à Falquet et qui est manifestement une de ces erreurs de plume qu'on fait en copiant un texte dont on n'est pas l'auteur.

Dans le procès-verbal du 1er janvier, on rencontre une autre rectification de la main de Des Arts. C'est, à propos de la désignation

[1]) Le professeur Necker-de Saussure.

d'une commission subalterne, un *e* remplaçant l'*u* du nom de «Du Bary» ainsi orthographié par Falquet au lieu de «*De Bary*». Cet *e*, de la grosse plume du second syndic, est authentiqué par quelques grains restés adhérents du sable d'or dont ce magnifique seigneur se servait ordinairement pour sécher sa correspondance.

Le lendemain, 2 janvier, on trouve, pour la première fois, en tête du procès-verbal, qu'il a été lu et approuvé en séance du Conseil «avec quelques corrections».

Lorsque le second syndic partit pour Bâle, il laissa le soin de relire Falquet à son ami Gaspard de la Rive. Mais il ne put jamais se désintéresser complètement de la haute direction des archives du gouvernement et en tout cas l'abréviation et la suppression consécutive du plumitif minutaire n'ont pas eu lieu à son insu. Cela aussi était la restauration d'une pratique d'ancien régime. Le but, facile à percevoir, était de ne pas laisser de trace trop visible d'un conflit de politiques: celle d'Ami Lullin, qui avait voulu prendre son appui au sein de la population genevoise, et celle de Des Arts, qui l'avait cherché au quartier-général de Bubna et dans cette protection qu'on appelait au XVIIIe siècle la «garantie» des puissances alliées. Le triomphe de la seconde est marqué, le 31 décembre 1813, par la substitution de la proclamation de Des Arts à celle de Lullin. Le retour à la première sera constaté, le 22 avril 1814, par l'adresse des Genevois au Conseil démissionnaire pour l'inviter «en vertu de leur droit de naissance» à reprendre ses fonctions, adresse qu'on sait avoir été rédigée par Charles Lullin fils.

Au mois d'octobre, lorsque la chancellerie du Conseil s'occupa de réunir les cinq registres de ses procès-verbaux en un seul, ayant valeur d'original et portant comme tel la mention finale: «Ici se termine le Registre du Conseil provisoire», avec la signature de «Falquet faisant les fonctions de secrétaire d'Etat» suivie de celle d'«Ami Lullin, premier syndic», on était au lendemain du soulèvement d'opinion provoqué par la constitution rétrograde, plébiscitée à cinq jours de vue sans discussion publique. Il s'agissait pour le gouvernement, qui se constituait définitivement, de présenter à l'opposition naissante, conduite par des chefs redoutables, un front solide et l'on comprend qu'il ait tenu à effacer dans la mesure du possible toute trace de ses divisions, qu'il ait tenu en particulier à ne laisser dans ses archives que le registre en double copie, sévèrement revu, où il faut chercher la version officielle de la restauration de la République. La part prépondérante de Des Arts dans l'établissement des premiers procès-verbaux, à l'ensemble desquels Ami Lullin mettait sa signature, n'était point un secret pour le premier syndic. Il y avait de l'abnégation de sa part à en prendre la respon-

sabilité devant l'histoire. Il est permis de croire qu'on le lui a facilité en confiant à son fils, Charles Lullin, le soin de rédiger un rapport officiel sur les événements du mois de décembre 1813 auquel on fit, comme on sait, depuis que M. Edouard Favre et Mlle Lucie Achard l'ont publié[1]), l'honneur d'être inséré en tête du registre, pour servir d'introduction à la série des procès-verbaux, qui commence avec celui du 30 décembre.

Le titre de «*Journal* des principaux événements qui ont précédé la «restauration de la République de Genève pendant les derniers jours du mois de décembre de l'année 1813», que porte cette relation, ne doit pas induire en erreur. Il est possible que des notes prises, au jour le jour par l'auteur, aient servi de base à son récit, mais le texte lui-même, rédigé tout entier au passé défini et à l'imparfait et introduit par des considérations générales sur les conséquences de la bataille de Leipzig, «l'expulsion des Français de la Hollande et le rétablissement du gouvernement légitime des Etats-Unis» est manifestement celui d'un rapport élaboré. La date de la rédaction n'y est pas mentionnée expressément, mais elle paraît bien avoir coincidé avec celle de l'établissement du registre définitif de Falquet, puisque le nom de Charles Lullin y est suivi des titres de «membre du Conseil souverain et de juge au tribunal civil» qu'il a reçus postérieurement à l'entrée en vigueur de la constitution. Il est significatif qu'on puisse y lire *in extenso* le fameux discours de Des Arts à Bubna, du 28 décembre. Charles Lullin avait pu conserver lui-même ce discours, puisqu'il avait fait partie, à titre d'adjoint, de la députation envoyée à Lausanne. Mais il est plus probable qu'il lui a été remis ultérieurement par l'auteur dans le but de le voir reproduit. C'est peut-être l'explication de l'insertion exceptionnelle que j'ai rappelée de ce texte, en original, dans la seconde copie du registre. Lullin peut l'avoir rendu au moment précis où l'on s'occupait de ce double exemplaire, après avoir achevé la mise au net du premier.

Une dernière preuve, et non la moins décisive, que Falquet, quoique ayant transcrit tout entière la série des procès-verbaux du Conseil provisoire du 30 décembre 1813 au 11 octobre 1814, n'en est pas, comme l'a cru mon très compétent contradicteur, l'unique auteur, c'est que plusieurs de ces procès-verbaux remontent à une époque où il n'a pu exercer sa fonction de secrétaire d'Etat parce que, à l'exemple et à la suite de Des Arts, il avait quitté Genève.

On sait qu'à la fin de février 1814, à la nouvelle d'un retour offensif des armées de Napoléon rentrées à Lyon et dont un corps devait

[1]) *La restauration de la République de Genève. Témoignages des contemporains.* Genève, 1913, II, 275 ss.

occuper Saint-Julien, puis Carouge, le Conseil se disloqua, que le 2 mars le gouvernement provisoire résigna ses fonctions entre les mains de Bubna et que la plupart de ses membres se retirèrent dans le pays de Vaud. L'histoire officielle enseignait que cette abdication avait été requise par le général autrichien. J'ai montré, en appelant l'attention sur ce qu'en dit le procès-verbal du 2 mars, qu'au contraire Bubna, sollicité de requérir cette démission, comme précédemment de restaurer lui-même l'autorité des syndics, s'y était formellement refusé. L'émigration, provoquée par la crainte de quelque désaveu populaire[1]) autant que par le péril que faisait courir aux membres du gouvernement restauré le retour possible des Français, avait commencé, aux derniers jours de février, par ce qu'on peut appeler la droite du Conseil: Des Arts et ses fidèles, tandis que les membres résolus du centre et la gauche, — si l'on peut parler de gauche dans le Conseil de 1814, — groupés autour d'Ami Lullin, et parmi lesquels il faut signaler le conseiller-major Micheli-Perdriau, le conseiller Vernet-Pictet et le professeur Necker-de Saussure restaient à leur poste jusqu'au dernier moment, s'efforçant de mettre la ville en état de soutenir un siège.

On peut lire dans une lettre de Charles de Constant, publiée par M. Edouard Favre et Mlle Lucie Achard, à la date du 1er mars:

«MM. Des Arts, Gourgas syndics, deux de la Rive, Falquet, Boin, «Schmidtmeyer conseillers ont abandonné la république qu'ils ont crue «à l'agonie. Oseront-ils y revenir si elle en réchappe? D'un autre côté, «la police de la ville, tous les attributs et fonctions de la mairie et la «garde nationale ont été remis aux syndics et Conseil par M. de Bubna «au nom des alliés.»[2])

Du 25 février au 1er mars, ceux à qui était échu de la sorte l'honneur de représenter les syndics et Conseil ont pris, d'accord avec Bubna et la Commission centrale, toute une série de décisions énergiques, dictées par le souci de la défense et qui sont consignées dans les procès-verbaux. Il est probable que celui qui a tenu la plume en ce moment critique était le conseiller Turrettini-de Villette, qui remplissait déjà une fonction du secrétariat d'Etat en correspondant avec Pictet de Rochemont au quartier-général des alliés. Le procès-verbal du 25 février débute en effet par des extraits détaillés de rapports présentés par lui.

Lorsque le gouvernement reprit ses séances au mois d'avril, il est vraisemblable que Falquet reprit également sa plume de secrétaire, mais

[1]) Voir le journal du syndic Jean Janot, *En 1814*, publié par M. Ami Bordier: «Lundi 26 février: «Les partisans des Magnifiques enlèvent petit à petit leurs cocardes noires.» (p. 74).

[2]) *La Restauration de la République de Genève*, II, 36.

Turrettini, dont les titres en définitive valaient ceux de Falquet, puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, aucune nomination formelle n'était intervenue, continua de remplir à titre provisoire la fonction de deuxième secrétaire d'Etat. C'est ce qui explique que le titre lui en ait été donné assez couramment, dès 1814, bien que son élection n'ait eu lieu qu'après l'entrée en vigueur de la constitution, le 21 janvier 1815, en même temps d'ailleurs que celle de Falquet.[1])

Trois semaines plus tard, lorsqu'on liquida la question des émoluments et des indemnités de logement, le Conseil décida que les honoraires des secrétaires d'Etat leur seraient réglés à tous deux à partir du 12 octobre, mais que, quant à l'indemnité d'appartement, Falquet seul la toucherait pour l'année 1814, celle de Turrettini ne devant lui être comptée qu'à partir du 1er janvier 1815.[2])

Le correspondant de Pictet de Rochemont n'avait pas rendu les mêmes services que son collègue et il est vraisemblable que quelqu'un avait tenu à le marquer, car le procès-verbal nous apprend que la décision fut arrêtée «M. le Premier ayant prié Messieurs les secrétaires d'Etat de donner liberté», c'est-à-dire après un échange de vues dont on ne demandait à aucun d'eux de tenir le plumitif.

Charles Borgeaud.

Die Responsorien des heiligen Otmar.

Von Dr. P. Ignaz Hess.

In der Abhandlung: «*Sankt Otmar, der Gründer und Vorkämpfer des Klosters Sankt Gallen*» im Jahrbuch für Schweizerische Geschichte, Band 43, 1918, bespricht der Verfasser, Professor Ferdinand Vetter, im Abschnitt XIII: «Die Legende in Versen und Prosa bis um 1000 (Ekkehard IV) und in neuerer Zeit» Seite 151, auf den heiligen Otmar verfasste Kirchengesänge aus einer Handschrift des 9. Jahrhunderts — Nr. 211 der Stiftsbibliothek St. Gallen — und gibt dazu den Text unter den Beilagen Seite 170. Besprechung sowohl wie Textwiedergabe bedürfen einiger Berichtigung.

Vetter bezeichnet die mit Neumen oder Choralgesangsnoten versehenen Kirchengesänge des 9./10. Jahrhunderts als drei Nokturnen. Diese Bezeichnung trifft nicht ganz zu. Sie gehören wohl zu den Nok-

[1]) Reg. Conseil, 21 janvier 1815: «Conseil représentatif à 10 h. Election des secrétaires d'Etat, Noble Jean-Louis Falquet est élu pour neuf ans, Noble Albert Turrettini est élu pour six ans.»

[2]) Reg. Conseil, 11 février 1815.

turnen der Matutin oder Metten, einem Teil des kirchlichen Offiziums oder Breviergebetes, sind aber nicht die Nokturnen selbst. Die Matutin besteht nämlich neben der Einleitung und dem Schluss aus drei Nokturnen, von denen die zwei ersten Nokturnen nach Anordnung des heiligen Benedikt an Sonntagen und Heiligenfesttagen je sechs Psalmen, die dritte drei Kantiken (Cantica) und alle drei Nokturnen je vier Lesungen und je einen Antwortgesang oder ein Responsorium zu jeder Lesung haben.[1]) *Mit den zwölf Responsorien zu den Lesungen in den drei Nokturnen haben wir es bei den genannten Kirchengesängen zu tun.*

Die Responsorien sind nicht selbständige Erzählungen, sondern einige aus der Lebensgeschichte des Heiligen, die in den Lesungen der zweiten Nokturn vorgetragen wird, entnommene markante Sätze mit beigefügten Stellen meist aus der heiligen Schrift, die deshalb Verse oder Versikel genannt werden.

Bezüglich des Vortrages dieser Responsorien, die schon der hl. Benedikt zu singen vorschreibt, bei denen Chor- und Sologesang mit einander abwechseln, herrschte um die Wende des 8. und 9. Jahrhunderts Verschiedenheit, speziell in der Repetition. Die römische Art wiederholte nach dem erstmaligen Singen des Responsoriums den ersten Satz desselben von Anfang bis zum Versikel, die gallikanische Art nur die zweite Hälfte des ersten Satzes, indem der Chor «in der Seite (latus)» einfiel und bis zum Versikel sang; das Wort, mit welchem der Chor zu beginnen hatte, ist zur Erleichterung am Schlusse hingesetzt. Der Grund dieser Repetition war ein musikalischer. Man wollte nicht den Solosänger, sondern den Chor den Gesang beendigen lassen; der musikalische Höhepunkt befand sich zudem über den Schlussworten des ersten Satzes, die durch die zahlreichsten Notengruppen oder Neumen ausgezeichnet sind.

Bei der gallikanischen Art der Repetition der Responsorien, die nur einen Teil des ersten Satzes wiederholte, bestand die Gefahr, dass aus dem Zusammenhang gerissene und deshalb unverständliche Worte gesungen wurden. *Amalarius von Metz* berichtet uns um die Mitte des neunten Jahrhunderts, der Priester Gottes *Elisagarius* oder *Helisachar*, — früher eine Zeitlang Kanzler Ludwigs des Frommen, später Kommendatarabt zu St. Maximin in Trier, — habe sich viele Mühe gegeben um die Verse der Responsorien, die den letzten Teil oder etwa ein Drittel des Textes ausmachen, zu verbessern oder durch andere zu ersetzen. Es geschah dieses, um die sinnwidrigen Wiederholungen zu vermeiden.

[1]) Regel des heiligen Benedikt († 543) c. XI. und XIV; vergleiche hiezu und zum folgenden: Bäumer, P. Suitbert: Geschichte des Breviers, Freiburg, Herder 1895, Seite 172 f. und 279 f., 284[2].

Die Responsorien des heiligen Otmar sind ein Beleg dafür, das zur Zeit ihrer Abfassung in St. Gallen bereits die gallikanische Art de Vortrages gebräuchlich war. Sie hat sich gegenüber der römischen i der ganzen Kirche verbreitet und findet sich heute noch im Brevier de Ordensleute wie des Weltklerus mit Ausnahme einiger weniger Respon sorien, die die Erinnerung an die einst geltende römische Art fort erhalten. Auch im vorliegenden 12. Responsorium ist dieses der Fall An der Stelle im ersten Satze, wo nach gallikanischer Art der Chor be der Repetition wieder einsetzt, ist zur Erleichterung für das Auge ei Doppelpunkt und ein Sternchen eingesetzt und ein grosser Buchstab verwendet.

Auch das Gloria Patri am Schluss des zwölften Responsorium und das darauffolgende *Te deum* sind bereits benediktinische Vorschrift die bis heute ihre Geltung behielt; dagegen ist der zwischen ihnen stehend Doppelvers auf den Festheiligen — in der St. Gallerhandschrift: «Iam tenet Otmarus» — an dieser Stelle eine ungewohnte Zugabe und wede in der Regel Benedikts vorgesehen, noch im späteren Ritus beibehalten.

Der zuletzt folgende Gesang für die Prozession an Sonntagen in der St. Galler Handschrift ist seinem charakteristischen Aufbau nach eine kirchliche Oration oder Kollekte, die vielleicht, wie aus den über den Text gesetzten Neumen zu schliessen, in etwas reicherer Melodie als gewöhnlich gesungen wurde.

Die Responsorien des heiligen Otmar stehen in der St. Galler Handschrift 211 auf den ersten drei Seiten; sie sind auf dem bei der Abfassung der Handschrift leer gebliebenen Platz auf beiden Seiten des ersten Blattes und auf der ersten Seite des zweiten Blattes hingeschrieben; die Handschrift selbst beginnt mit der Rückseite des zweiten Blattes oder mit Seite 4. Das erste Blatt ist durch Wurmfrass von dem anliegenden Buchdeckel her an einigen Stellen durchlöchert. Ein nicht unbeträchtlicher Teil des Textes steht auf Rasur, doch ist alles von der gleichen Hand geschrieben. Es könnte dies die Vermutung erwecken, der Verfasser habe nach dem Beispiele Helisachars den ursprünglichen Text umgeändert, um ihn der gallikanischen Art der Repetition anzupassen, wahrscheinlicher aber dünkt mich, dass wir in dieser Niederschrift ein blosses Konzept vor uns haben, an dem der Verfasser aus eigenem Antrieb feilte und verbesserte; Flüchtigkeitsfehler in der ursprünglichen Schrift und die Art der angebrachten Korrekturen lassen darauf schliessen. Ebenso die Unklarheit im ersten Satze des 3. Responsoriums; das adherere sollte wohl wegbleiben.

Die Wiedergabe des Textes durch Vetter lässt in verschiedener Hinsicht zu wünschen übrig. Die römische Zahl II. in der ersten Ueber-

schrift ist ein blosser Verschrieb; im Original steht deutlich: In .I. NOCT̄. Das R̄ zu Beginn jedes Responsoriums setzt Vetter erst von der zweiten Seite des Originals, vom 8. Responsorium an; es steht im Original schon auf der ersten Seite, freilich etwas verwischt, am Rande bei jedem Abschnitte. Das Zeichen, das Vetter als Paragraphenzeichen auffasst und durch ein umgekehrtes P wiedergibt, ist ein U; es steht für V und ist Abkürzung für Versiculus; das gleiche U steht im Original im Wort: Uirtutum im 3. und in der Ueberschrift vor dem 9. Responsorium; ein kleineres Zeichen im 2. Responsorium, mit p wiedergegeben, ist kein Buchstabe, sondern gehört zur aufsteigenden Neumengruppe der nächsttiefern Linie. Unverständlich und unrichtig sind folgende Stellen:

1. R: Domino initis tres urbis Curiae, statt: Domino initiatus urbis Curiae;

2. R: Sacerdot. . clura. Die Endsilbe des Wortes: Sacerdotii, durch den Wurm geschädigt, ergibt sich durch das Repetitionswort am Schlusse; die vom folgenden Wort noch sichtbare Silbe ist nicht . . clura, sondern . . dum, was dem Sinne nach in *gradum* zu ergänzen ist;

2. R: Immoratis, statt immoratus; das us in Ligatur mit t;

3. R: In diuienst probus, statt: in diuinis probus; das überzählige t ist ein rückwärts gehender Zug des folgenden p in probus.

6. R: Pastore oues Sancti Galli in u. fente loc... um est cenobium, statt: pastore oues Sancti Galli inuisente loetatum est cenobium.

7. R: Studiis et sumptu fouens, statt: studiis et sumptu locum fouens.

9. R: Mi[g]ravit. Ea grauit; das *grauit* gehört zu mi, migrauit; die Endsilbe *ravit* ist aus dem Ende der tiefern Linie an den offen gebliebenen Platz am Schlusse der höhern Linie versetzt und gehört zu dem dortigen *du* = duravit; dann folgt die Silbe Fa — nicht Ea — für *Fame* als Repetitionswort des Responsoriums.

Die Buchstaben: Te dm l. nach dem 12. R. und den zwei Versen bedeuten: Te deum laudamus, nicht: In nomine domini.

Die Angabe der häufigen Rasuren fehlt.

Der für die Geschichte des heiligen Otmar und seine früheste Verehrung wichtige Text verdient eine bessere Wiedergabe, die ich hier nach genauem Vergleich mit dem Original folgen lasse. Die Überschriften, sowie die Responsorien- und Versikelzeichen sind im Original rot, die Eigennamen oft ohne grosse Anfangsbuchstaben geschrieben.

Das konsonantische u habe ich mit v, das geschwänzte e, für welche die Typen fehlen, mit ae wiedergegeben, die auf Rasur stehenden Buchstaben und Worte kursiv drucken lassen. Nicht aufgelöst habe ich die Abkürzung in den zwei Überschriften: NOCT̄. und die Zeichen für Responsorium und Versikel. Das Wort Nokturn ist im Latein sonsächlich: nocturnum; in unserer Umgangssprache wird dasselbe heute noch, wie in dieser lateinischen St. Galler Aufzeichnung, weiblich gebraucht. Am Schlusse des 12. Responsoriums vor den Repetitionsworten *Et dedit* steht im Original ein L mit Abkürzungszeichen durch der Schaft; ich löse es, entsprechend der oben gegebenen Erklärung, mit *Latus* auf. Zur Erleichterung setze ich auch in allen Responsorien das Sternchen an der Stelle ein, wo die Repetition zu beginnen hat. Für die der heiligen Schrift entnommenen Stellen gebe ich die Zitate in den Fussnoten; bezüglich der biographischen Notizen sei auf die teilweise wörtliche Übereinstimmung mit dem Hymnus: *Eia, fratres cari,* Jahrbuch S. 173, besonders in den Strophen 8, 9, 12, 13 und 14 hingewiesen.

Den Inhalt des 12. Responsoriums: Mendaces ostendit dominus, gibt Vetter unrichtig an, indem er die Worte als eine Verwünschung der Verleumder des heiligen Otmar bezeichnet. Das ist nicht zutreffend; sie enthalten doch nur die historische Feststellung, der Herr habe diejenigen, welche seinen unbesiegten Kämpfer besudelten, als Lügner dargetan. Von einem Wunsche, Gott möge sie strafen, es möge ihnen übel ergehen, kurz von einer Verwünschung irgendwelcher Art ist nicht die Rede. Damit fällt dann auch der unschöne Gegensatz mit dem folgenden «Gloria auf den dreieinigen Gott» weg.

* * *

In .I. NOCT̄.

[1.] R̄. Sanctus confessor domini ABBAS Otmarus * natione Suevorum oriundus fuit. V̄. *Domino initiatus urbis Curiae partes adductus inibi literis imbutus* est. Natione [Suevorum oriundus fuit].

[2.] R̄. Pontificali manu benedictus et spiritu[a)] septemplici *promotus* * *sacerdot* [ii gra]dum vir deo dignus ascenderat. V̄. Scalae Iacob somnii singulis gradibus *immoratus*[1)] matris ecclesiae filius amplectendus. *Sacerdotii.*

[3.] R̄. Virtutum *operibus* Otmarus diffamatus Victori duci ut adherere in divinis probus praeesse deberet * ab ipso honorifice est invitatus. V̄. A quo ecclesiam sancti Florini ut regeret sanctus acceperat[b)]. Ab ipso.

[4.] R̄. Dilectus deo et hominibus[2]) *sacerdos* dei erat Otmarus * cuius memoria in benedictione est[2]). V̄. *Ipsum* deduxit dominus per vias rectas et ostendit illi regnum dei.[3]) Cuius.

IN .II. NOCT̄.

[5.] R̄. Quidam vir nobilis de Suevis viro dei missionem remeandi ad patriam a duce * impetravit. V̄. Et gloriosissimi regis Pippini aspectibus[c]) praesentavit, quem grex sancti Galli abbatem sibi fore. Impetrav[it].

[6.] R̄. Summae famae pastore *gratantes* oves sancti Galli *invisente* * *loetatum est caenobium, plebs omnis concurrebat*[d]) *ad gaudium.* V̄. Quoniam illic mandavit dominus benedictionem et vitam usque in seculum.[4]) *Letatum est.*

[7.] R̄. Vir deo plenus *monasterio*[e]) sibi tradito caenobialis vitae *tradidit* instituta * Benedictus ut castro fecit Cassino. V̄. Studiis *et locum*[f]) *sumptu* fovens, exemplis irradians. Benedictus.

[8.] R̄. Sanctus Otmarus pater pauperum papas erat egenorum * cunctisque virtutibus conspicuus. V̄. Ieiuniis atque vigiliis se ipsum semper affl[i]xit, cunctisque affabilis, hospitalis valde. Cunctisque.

In .III. NOCTURNA.

[9.] R̄. Cum decrevisset dominus *dilectum* suum ad se recipere in insulam quandam a tyrannis relegatus, * fame ad mortem cruciatur. V̄. Ibi diem obiens vere martyr domini ad ipsum migravit *et sepul*tum decem per annos corpus eius incorruptum du*ravit.*[g]) *Fa[me].*

[10.] R̄. Descendit dominus cum sancto Otmaro in foveam * et in vinculis non dereliquit eum.[5]) V̄. Donec afferret illi sceptrum[h]) regni et potentiam in eos qui eum deprimebant.[6]) Et in vinculis.

[11.] R̄. Sancte deo dilecte confessor Christi[i]) Otmare * Nos ovile tuum peculiare et omnem plebem fidelium domino semper commenda. V̄. Sancte et gloriose certator Christi *cum eo pro tuis*[k]) *felicibus meritis in aeternum gaudebis. Nos ovile tuum.*

[12.] R̄. Mendaces ostendit dominus qui maculaverunt *athletam suum invictum* Otmarum * et dedit illi claritatem * in caelis perpetuam.[6]) V̄. *Candelabrum ponite tantae lucernae*[l]) aureum ut sublim*e posita claram iocundius spargat lucem. In caelis.* Gloria

patri et filio et spiritui sancto. Sicut erat in principio.[7]) Mendaces. L[atus]: Et dedit.[8])

Iam tenet Otmarus paradysi gaudia clarus.
Suppeditans agno date laudes robore magno. Te deum laudamus.

DOMINICIS DIEBUS AD PROCESSIONEM.

Domine rex noster cuius gratia sancti Otmari sepultum decennio corpus incorruptum duravit, concede propitius ut per eius intercessionem a morte animae resuscitari nos mereamur.

---

a) Spiritu über der Linie. b) Im Original: aceperat. c) Über der Linie noch ēu, mit Neumen über beiden Vokalen, vielleicht eum. d) Über der Linie. e) Die Silbe rio über der Linie. f) Über der Linie ohne Verweisungszeichen. g) Am Schluss der höhern Linie. h. Das c in sceptrum über dem Worte. i) Christi mit lateinischen Buchstaben nach griechischer Aussprache: Xpicti. k) Pro tuis steht zweimal. l) Statt des u in lucerne steht i.

[1]) Anspielung an die Benediktiner Regel c. 7. [2]) Ecclesiasticus 45,1. [3]) Weisheit 10, 10. [4]) Psalm 132, 3. [5]) Descendit bis dereliquit eum: Weisheit 10, 13 und 14. [6]) Ebenda. [7]) Zu ergänzen: et nunc et semper et in saecula saeculorum. Amen. [8]) Beim letzten Responsorium haben wir eine vollständige Repetition von Anfang an und zwei teilweise an zwei verschiedenen Stellen.

Mitteilungen.

Zu Werner Steiner.

In einem handschriftlichen Missale der Zentralbibliothek Zürich (K) II DD 208 findet sich ein eigenhändiger Eintrag des bekannten Zuger Chronisten *Werner Steiner* (1492—1542) über seine Teilnahme an der Schlacht bei Marignano (13./14. September 1515), der dem Verfasser der sorgfältigen Biographie W. Steiners[1]) entgangen ist und dessen Teilnahme an diesem Kampfe sowie diejenige von Vater und Bruder bestätigt. Während W. Meyer zwei Brüder nennt, die bei Marignano fielen, ist hier nur von einem die Rede, der seinen Wunden am 18. September erlag, ohne mit Namen bezeichnet zu werden, und in der Burg zu Mailand sein Grab fand. Auch das Eintreffen des eidgenössischen Heeres bei Mailand am 10. September wird gemeldet. Der weitere Eintrag gibt Auskunft über den Erwerb der Handschrift in Mailand und ein Zusatz Pellikans, dass sie schon zu dessen Zeit für die Zürcher Bibliothek erworben wurde.

Ich lasse hier die Mitteilungen folgen, die mir Herr Dr. Witold Kozdowski gütigst zustellen liess:

Missale secundum ordinem s. Ambrosii 4°. Impressum Mediolani per Zanotum de Castelliono. Ad impensas Ven. Dm. Nicolai Gorgonzola presbyteri. 1515. Die 15. Octobris.

«*Vernherus lapidanus de Zugio* anno dni 1515. In die et in vigilia «Exaltationis crucis habuerunt domini confederatores strages duas ad «civitatem *Mediolanensem* contra regem *Franciae*, ubi fui praesens una «cum patre et fratre meo, qui frater suscepit in vigilia / quae erat feria «quinta / octodecim vulnera. Pernoctavimus in castro adversariorum in «ordine; lucrati fecimus septem signa et stragem.

«Frater meus mortuus feria tertia dep. proxima et sepultus est in «parochia arcis.

«Anno dni 1515, quarto idus sept. venimus cum toto exercitu ad «*Mediolanum* . . .

---

[1]) *Wilhelm Meyer*, Der Chronist Werner Steiner (1492—1542), ein Beitrag zur Reformationsgeschichte von Zug. Geschichtsfreund der V Orte. Bd. 65 (auch S.-A. Freiburger Dissertation, Stans 1916).

(Verzeichnis verschiedener Truppenteile, wer, wann abgerückt.)
«Hoc est iter a *Zugino* opp. ad civitatem Mediol . . .
(Verzeichnis der Etappen.)
(Zeichnungen: Fahnen und Kriegszeichen.)
(Auf der Titelkarte:)
«*Vernherus lapidanus Zuginus* comparavit sibi hunc librum in *Mediolano.*
(Am Ende des Buches, eine andere Hand:)
«Servetur hic liber ad futuram memoriam acutae (?) superstitionis et «discriminis ecclesiarum in ceremoniis et credulitate nimia . . . . . et «intercessionibus, quasi Christus Dominus non sit unicus mediator inter «Deum et homines. Vide prefationes in missis et super oblata. Pro «bibliotheca *Tigurina.*
«Manus *Con. Pellicani.*»

A. Büchi.

Besprechungen und Anzeigen.

Wir bitten um Zustellung von Rezensionsexemplaren derjenigen Arbeiten, deren Besprechung an dieser Stelle gewünscht wird, an Dr. Hans Nabholz, Staatsarchiv Zürich.

E. Wüscher-Becchi. Die Abtei Allerheiligen zu Schaffhausen. Beschreibung der reichsfreien Nellenburg'schen Stiftung Benediktiner Ordens in Schaffhausen. Von ihrem Ursprung bis nach ihrer Säkularisierung. G. Krebs, Basel 1917. (Mit 6 Plänen und Schnitten und 5 Tafeln.)

Ein verdienstliches Werk, in vieler Beziehung; wertvoll durch Herbeiziehung bisher unverwerteten Materials und kostbar durch die sorgfältige Mitarbeit des Architekten O. Vogler, der die schönen Querschnitte beigesteuert hat.

Wüscher durchgeht zunächst die historischen und hagiographischen Berichte, um dann eine Baubeschreibung aller Bestandteile des ehrwürdigen Klosters zu liefern. Es stehen von der ältesten Anlage noch Teile des Kreuzgangs und eine Kapelle, vom zweiten, ebenfalls romanischen Bau noch die imposante Kirche, der Kreuzgang, eine Kapelle, ein Turm, die Pfalz u. a. Aus der gotischen Epoche stammt ein Teil des Kreuzgangs, eine Kapelle, ein Zimmer, eine grosse Glocke u. a. Man sieht also, dass das noch vorhandene monumentale Material die Mühe einer Erforschung lohnte; und Wüscher hat sich ihr mit warmer Liebe zur Sache und mit Sachkenntnis unterzogen. Vieles hat sich beinahe intakt erhalten, und dies der Nachwelt unversehrt zu überliefern, ist das Streben des Verfassers, der jedem Umbau, der dem kostbaren Denkmal droht, feind ist; jeder wahre Freund unserer heimischen Kunstdenkmäler wird ihm hiefür herzlichen Dank wissen und spätere Generationen werden anerkennen, dass er durchaus im Recht ist, wenn er ein einzigartiges — das stolzeste — Denkmal seiner Vaterstadt vor brutaler Umwandlung in eine Sammlungs-Kaserne behüten will. Welchen Wert haben im Vergleich zu den romanischen Klosterbauten die Sachen und Sächelchen, denen man hier ein Heim zu schaffen sucht unter Opferung des alten Baubestandes! Wir können Wüscher nicht genug unterstützen in seinem Feldzug für die Erhaltung von Allerheiligen und seinen Eifer gegen drohende Vandalismen. Im XX. Jahrhundert sollte man sich einmütig gegen jede unnötige Alterierung ehrwürdiger Monumente wehren und jeden Eingriff schroff zurückweisen.

Dass in Schaffhausen noch «vieles zu tun übrig bleibt» (p. 144) und dass man noch «ausräumen, untersuchen und nachgraben» muss, bevor man in allem definitive Resultate gewinnt, können wir ebenfalls unterschreiben.

Ein paar kleine Einzelheiten wird man vielleicht anders als Wüscher beurteilen; er glaubt z. B. nicht, dass das Kloster 11 Glocken, wie zum

Jahr 1353 gemeldet wird (p. 106), besass; wir sehen in dieser Ziffer nichts Erstaunliches, hatte doch Disentis weit früher schon 9 Glocken und gar manches Kloster mehr. Das Mittelalter unterschied nicht weniger als 6 Klassen von verschiedenen Glocken in den mannigfachen Bauteilen eines Klosters (nicht allein im Münsterturm!). Die grösste Glocke (von 1486) ist auch zweifellos in Schaffhausen (und nicht in Basel, a. a. O. p. 107) gegossen und zwar durch einen Basler. Der Transport des schweren Objekts von Basel rheinaufwärts ist kaum denkbar; auch sagt die Inschrift deutlich «Ludwig Peiger von Basel goss mich». Erfreulich wäre, wenn der Verfasser auch über das Archiv und die Bibliothek des Klosters berichten würde.

Wüschers Buch ist als Beitrag zur Geschichte der schweizerischen Klöster warm zu empfehlen.

Basel. **E. A. Stückelberg.**

Walther Merz. Wappenbuch der Stadt Aarau, enthaltend die Siegel und Wappen der bis 1798 in Aarau verbürgerten Geschlechter; mit geschichtlichen Erläuterungen und Stammtafeln. Wappenzeichnungen von Guido Frey. Aarau, H. R. Sauerländer & Co., 1917. 329 Seiten und 8 Tafeln. (Veröffentlichungen aus dem Stadtarchiv Aarau I.)

Es ist eine mühsame Aufgabe der Archive und Bibliotheken, über Geschichte und Wappen von Familien Auskunft zu geben. Will man nicht weitläufig nachforschen, so muss man vielfach auf unzuverlässige ältere Geschlechterbücher zurückgreifen. Da ist es zu begrüssen, wenn von kundiger Hand zusammengestellt wird, was uns die Jahrhunderte von den dahingegangenen Geschlechtern überliefern; auch wenn es sich nicht um Adelshäuser handelt, die einst weithin Land und Leute beherrschten.

Walther Merz hat ein Wappenbuch der Stadt Aarau herausgegeben. Geschlechterbuch hätte er es nennen dürfen; denn in den geschichtlichen Erläuterungen liegt der wissenschaftliche Wert des Buches. Herkunft der Aarauer Bürgergeschlechter und Abgrenzung gegen gleichnamige Sippen, die in der Stadt selbst oder anderswo vorkommen, die schwierigsten Fragen so mancher Familiengeschichte, werden hier nach bestem Wissen untersucht. Aus der Aufzählung der bedeutendsten Glieder sehen wir, welchen Anteil die einzelnen Geschlechter an den städtischen Aemtern hatten — besondere Erwähnung verdient die Stammtafel der Schultheissenfamilie Hunziker —, welche Berufsarten in den einzelnen Familien vorherrschten, wie sich ihre Angehörigen in Kunst und Wissenschaft hervortaten, aber auch wie sie bei Grandson und Villmergen für Bern stritten und starben und in fremden Diensten Ruhm gewannen. Rechts- und sittengeschichtliche Züge, besonders die häufig eingefügten Bedingungen der Bürgeraufnahme, dienen zur Abwechslung.

Daneben kommen auch die Freunde des Wappenwesens auf ihre Rechnung, und die Aarauer können sich hier Rat holen. Mit aller Sorgfalt sucht der Verfasser festzustellen, was für Wappen die Stadtbürger führten. In trefflichen Zeichnungen und Siegelabbildungen sind die Wappen wiedergegeben.

Wir können nur andeuten, dass man den reichhaltigen Quellenstoff, wie er im geschichtlichen und im wappenkundlichen Teil verarbeitet ist, auch nach allgemeineren Gesichtspunkten durchgehen kann. Einige Ergebnisse solch vergleichender Betrachtung teilt der Verfasser selbst im Schlusswort mit.

Der stattlichen Reihe prächtiger Werke, welche der Aargau Walther Merz bereits verdankt, schliesst sich das Aarauer Wappenbuch würdig an.

Zürich. **Edwin Hauser.**

Hans Nabholz, Föderalismus und Zentralismus in der eidgenössischen Verfassung vor 1798. Separatabdruck aus dem Politischen Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Jahrgang 1916.

Es ist eine willkommene Arbeit, die Licht und Ordnung auf dunklem und verworrenem Gebiet schafft. Der Verfasser forscht den föderalistischen und zentralistischen Tendenzen in den wichtigsten Schöpfungen des Bundesrechts zwischen 1291 und 1798 nach. Analyse und Synthese ergänzen sich auf eine glückliche Weise: die massgebenden Aktenstücke, Bundesbriefe, Verkommnisse und Friedensschlüsse werden in ihre Bestandteile aufgelöst und das Gleichartige zusammengefasst. So entsteht unter der Hand des Verfassers ein verfassungsgeschichtlicher Abriss, bei dem für den Zentralismus viel mehr herausschaut, als man vermuten könnte. Die ersten Bundesbriefe tragen als blosse Staatsverträge noch föderalistisches Gepräge. Aber die Entwicklung drängt langsam und zögernd zur Einheit, die im Nationalbewusstsein vorempfunden und in der schrankenlosen Waffenhilfe über den Rahmen der Verträge hinaus betätigt wird, ehe sie rechtliche Gestalt findet. Die ersten Konkordate, Pfaffenbrief und Sempacherbrief, vermögen die souveränen Orte unter gemeingültige Gesetze zu beugen. Den Städten genügt das nicht, sie erstreben den «gemeinen, gelichen und ziemlichen Bund», werden aber im Stanserverkommnis vom Föderalismus der Länder überwunden, der erste sichtbare Zusammenstoss der Grundsätze. Aber kurz vor der Reformation war wieder stark die Rede davon, eine einheitliche Gewalt zu schaffen, indem man die Mehrheitsbeschlüsse der Tagsatzung für verbindlich erklären wollte. Die Reformation schnitt diese Entwicklung ab. Zürich und Bern, früher Vorkämpfer der Zentralisation, standen auf der Tagsatzung einer katholischen Mehrheit gegenüber und lehnten es ab, sich den Beschlüssen zu fügen. Es trat sogar eine rückläufige Bewegung ein. Im Landfrieden von 1712 wurden verschiedene Fragen, die schon durch die ersten Bundesbriefe geregelt waren, dem eidgenössischen Recht wieder entzogen. Dies die grosse Linie der Untersuchung. — Wir haben nur zwei Einwendungen zu machen. Bern hat nicht erst 1363 das Bündnis mit Österreich abgeschlossen (S. 177), sondern schon 1342, um einer Wiederholung der furchtbaren Koalition, von der es im Laupenkrieg bedroht war, vorzubeugen. Dieses Bündnis ist verloren; aber unter seinem Zwang sind die Berner 1351, 1352 und sogar noch 1354, ein Jahr nach dem Waldstätterbund, vor Zürich gezogen. 1363 wurde es bloss erneut. Ferner können wir uns nicht davon überzeugen, dass allein

das eidgenössische Gemeingefühl alle Orte im Alten Zürichkrieg gegen Zürich zusammengeführt habe (S. 188). Es haben auch Beweggründe gegen Zürich gewirkt, die in der Demütigung der Stadt auf ihre Rechnung zu kommen meinten. Auch Stüssis Unausstehlichkeit erklärt noch nicht alles. Es bleibt doch auffällig, dass Bürgermeister Meiss von Zürich in den Walliser Wirren um 1419 den Bürgerkrieg hinterhalten konnte, während dies dem Schultheissen Hofmeister von Bern im Streit ums Toggenburger Erbe nicht gelingen wollte. Drum hätten wir es gerne gesehen, wenn der Verfasser auch den Knäuel bundesrechtlicher Fragen, der aus jenen Wirren entstand, in seiner klaren Art aufgelöst hätte.

Doch diese Einwendungen beeinträchtigen den reichen Ertrag der Arbeit nicht. Er ergibt sich aus der sinnreichen Verknüpfung der Tatsachen und den überraschenden Ausblicken, die Bekanntes in neuer Gestalt erstehen lassen.

Bern. **R. Feller.**

André Corbaz, Un coin de terre genevoise. Mandement et chastellenie de Jussy-l'Evesque. Genève, Atar (1916), VI—378 p. in-8.

Sous l'ancienne République le territoire rural genevois n'était pas continu. Une partie, la plus petite, touchait à la ville, le reste était formé de parcelles enclavées dans les pays voisins et qui avaient chacune leur caractère et leur physionomie propre. M. Corbaz a jugé avec raison que ces petits territoires séparés les uns des autres et nettement délimités méritaient d'avoir leur historien et il a choisi pour commencer celui qui est représenté aujourd'hui, en gros, par la commune de Jussy et par celle de Gy, détachée de la première en 1850.

Le territoire étudié par M. Corbaz n'a formé un tout, sous le nom de Mandement de Jussy, qu'après la Réformation, postérieurement à la constitution de Genève en république. Les localités qui le composèrent étaient d'origine et de nature très diverses. Jussy même était une seigneurie épiscopale, Lullier et Sionnet appartenaient au chapitre de St-Pierre, au moins en partie, Gy dépendait du prieuré de St-Victor, etc. M. Corbaz les prend au moment où elles apparaissent dans les documents et les suit jusqu'à nos jours. Il scrute dans tous les sens leur histoire particulière et l'histoire générale du Mandement, puis de la commune. Pour mentionner seulement tous les sujets auxquels il touche, il faudrait relever en entier la table des matières de l'ouvrage, titres et sous-titres. Je recommande particulièrement à l'attention les chapitres ou parties de chapitre consacrés au vieux Bourg de Jussy-l'Evêque, à la famille des nobles de Jussy, au château du Crest et à ses possesseurs successifs, et surtout ceux qui se rapportent à la vie paysanne aux différentes époques sur laquelle M. Corbaz insiste beaucoup avec grande raison et qu'il a étudiée sous toutes ses faces. C'est dans son ouvrage notamment qu'on trouvera les détails les plus circonstanciés sur les rapports des sujets des mandements avec la seigneurie au XVIIe et XVIIIe siècle et sur l'attitude des habitants des campagnes pendant la révolution.

M. Corbaz a écrit son livre pour le grand public et en particulier pour les communiers de Jussy, mais il a eu en même temps la louable

ambition de contenter aussi les historiens et il y a réussi. Son livre se lit avec facilité et agrément et il renferme une foule de renseignements puisés directement aux sources, qu'il a judicieusement distribués et qu'on chercherait vainement ailleurs. L'auteur a eu la chance de pouvoir explorer à loisir des archives particulières très riches en documents intéressant Jussy et qui lui ont été libéralement ouvertes. En y joignant la copieuse moisson qu'il a faite dans les dépôts publics, il a pu rassembler une masse considérable de matériaux dont il a su tirer un bon parti. J'aurais désiré cependant, à certaines places, que les résultats de cette enquête si complète et si consciencieuse eussent été exposés d'une manière plus systématique et résumés dans des tableaux d'ensemble. Le profit aurait été plus grand et je ne crois pas que l'intérêt y aurait perdu.

Puisque j'en suis aux critiques, je signalerai encore à M. Corbaz, p. 331, son Tableau des pasteurs de Jussy de 1536 à 1916. A côté de chaque nom il indique entre parenthèses le nombre d'années que le pasteur est resté dans la paroisse. Il eut été plus simple et plus utile de nous donner dans chaque cas les deux dates extrêmes. Le fait qu'on est réduit à relever de pareilles vétilles est le meilleur éloge qu'on puisse faire de l'ouvrage de M. Corbaz et de l'esprit sérieux avec lequel il a été composé. Il faut féliciter d'autant plus l'auteur qu'il n'a pas eu de modèle. Il existait à la vérité quelques études sur diverses communes genevoises, mais devant l'œuvre de M. Corbaz elles disparaissent complètement.

Genève. **E. L. Burnet.**

Aktensammlung zur Geschichte der Berner Reformation 1521—1532. Herausgegeben mit Unterstützung der bernischen Kirchensynode von R. Steck und G. Tobler. Erste Lieferung. Bern, K. J. Wyss Erben. 80 S. 1918. Fr. 2.50.

Gerade rechtzeitig zum Reformationsjubiläum 1919 erscheint die erste Lieferung dieses seit mehreren Jahren vorbereiteten Unternehmens. An seiner inneren Berechtigung, ja unbedingten Notwendigkeit kann auch nicht der geringste Zweifel bestehen. Die in den Jahren 1855—1862 von Staatsarchivar Moritz v. Stürler veröffentlichten «Urkunden der bernischen Kirchenreform», denen 1873 ein kleiner Anfang eines zweiten Teiles folgte, waren aus den verschiedensten Gründen schon längst nicht mehr ausreichend, so verdienstlich sie seiner Zeit gewesen sind. Sie boten einmal nicht alles, reichten sodann nur bis 1529 (August) und waren endlich überaus ungeschickt angeordnet. Stürler hatte gruppiert: I. Verhandlungen der Regierungsbehörden. II. Besondere Erlasse der Regierungsbehörden: 1. Unmittelbare (Missiven, Sprüche, Mandate usw.); 2. Mittelbare (Instruktionen, Abschiede, Verträge etc.). III. Amtliche Akten, wodurch die Erlasse der Regierungsbehörden provoziert werden. IV. Privatakten, z. B. theologische Abhandlungen, Predigten, Briefe, Reime usw. Nur wer wie Stürler selbst genauestens mit der Aktenordnung des Berner Archivs vertraut war, konnte sich durch dieses Schema hindurchfinden; durchschnittlich aber war der Forscher genötigt, wenn er etwas suchte, in allen vier Rubriken nachzuschlagen, um sicher

zu sein, dass er nichts übersehen hatte. Stürler selbst musste in der Vorrede zum zweiten Bande zugeben, «dass uns die 1855 angenommene Sönderung des Stoffes in vier Klassen nicht mehr gefällt, und zwar deshalb, weil sie zum Nachteile der Verwertung desselben das Zusammengehörige zersplittert und damit Übersicht und Arbeit wesentlich erschwert». Er wollte nun die Vierzahl der Klassen auf zwei einschränken, Verhandlungen der oberen Regierungsbehörden und Urkunden und sonstige Zeugnisse, doch erschien nur die erste Abteilung bis zum 29. August 1529. Allzuviel wäre mit dieser Vereinfachung auch nicht geholfen gewesen; das Gebotene ist nicht eine sachliche, sondern eine chronologische Ordnung mit Numerierung, so dass Gesuchtes leicht gefunden und bequem zitiert werden kann. So hatte es E. Egli in seiner Aktensammlung gemacht; an sie schliessen sich in der äusseren Form, auch in den Typen, Steck und Tobler mit bestem Rechte an. Die vorliegende erste Lieferung umfasst 312 Nummern, reichend vom 16. Januar 1521 bis 6. November 1523. Den derzeitigen Verhältnissen entsprechend, wohl auch um den ganzen Band nicht zu unförmig werden zu lassen, — es sind etwa 15 Lieferungen vorgesehen — ist das Papier sehr dünn, scheint aber nicht so leicht gelb zu werden, wie das in Eglis Publikation, und gestattet Nachträge mit Tinte, ohne dieselbe einzusaugen; an einigen Stellen sind die scharf aufsitzenden Buchstaben abgesprungen. Auf Erläuterungen haben die Herausgeber im allgemeinen verzichtet; hie und da sind kurze Hinweise gegeben, z. B. Nr. 44: «Baltasar Friedberger ist der spätere Wiedertäufer B. Hubmaier», oder zu Nr. 129, S. 30, die Anmerkung über die Flugschrift «Das Wolfgesang». Dem kann man zustimmen, aber ich würde es doch freudig begrüssen, wenn nun in der Einleitung nach Abschluss des Ganzen, wie das vielfach üblich ist, eine zusammenfassende Darstellung unter Hervorhebung des Wichtigsten, unter Hinweis auf die betreffenden Urkunden geboten würde. Und da im Texte auch auf sprachliche Erläuterung verzichtet wurde, dürfte sich für den Schluss des Ganzen auch ein kleines Glossar empfehlen; mancherlei ist selbst für den schwer verständlich, der in die Sprache einigermassen eingelesen ist. Der Druck ist sehr sorgfältig; an Druckfehlern notiere ich Nr. 24, Z. 9: prosequimus] prosequimur; Nr. 76, Z. 10: bemüegig] benüegig; Nr. 79, Z. 2: fehlt ein Komma hinter bestimpt; Nr. 84, Z. 3: desgleichen hinter anlanget; S. 29, Z. 13 v. u.: fraudulentes] fraudulentos; Nr. 289, Z. 7: zů messen] zůmessen. In einigen Fällen ist man nicht sicher, ob ein Druckfehler der Herausgeber, oder ein Fehler im Original, oder eine ungewöhnliche Schreibart vorliegt; in solchen Fällen würde sich empfehlen, ein Ausrufungszeichen in eckigen Klammern [!] beizusetzen, damit der Leser sofort weiss, dass er keinem Druckfehler der Herausgeber gegenübersteht. Ist z. B. Nr. 24, Z. 12, profati richtig oder praefati zu lesen? Nr. 82, Z. 12, wirklich tringinta? Nr. 62, Z. 8, minre oder miner? Nr. 104, Z. 3, hassen oder lassen? Nr. 82, Z. 30, wirklich signifficandum? In der Einleitung zum Ganzen wird uns jedenfalls auch gesagt werden, wie es bezüglich der Wiedergabe der Diphtonge und Umlaute gehalten worden ist.

Über die Bedeutung des Werkes für die Geschichtsforschung lässt sich nach der ersten Lieferung natürlich noch nichts Abschliessendes

sagen. Soviel ist sicher: es wird das Material für eine Darstellung der Berner Reformation wohl nahezu vollständig bereit legen, so dass dann diese selbst nur eine Frage der Zeit sein kann. Einiges aus dem Vorliegenden sei herausgehoben: Nr. 30, 121, Nachrichten über Thomas Wyttenbach; Nr. 44 (vergl. Nr. 76), die schon berührte, sehr wertvolle, weil meines Wissens bisher unbekannte Meldung über Balthasar Hubmaier, der rücksichtlich seiner Waldshuter Pfründe die Nonnen von Königsfelden beschwerte; Nr. 69, Lienhart Tremp als Pfleger zu S. Vincenz urkundet über die Stiftung eines ewigen Lichtes; Nr. 92, Nachrichten über den aus der Zwingli-Korrespondenz bekannten Benedikt Tischmacher, Helfer zu Büttnau; Nr. 253, über Fabian Windberger; Nr. 261, über Heinrich Wölflin. Wie nahezu allenthalben am Vorabend der Reformation ist auch in Bern ein energisches Geltendmachen der obrigkeitlichen Gewalt gegenüber kirchlichen Ansprüchen zu beobachten und damit der empfängliche Boden für die Reformation geschaffen. Vergleiche z. B. Nr. 7: die Verfügung an den Schultheiss von Büren: «mit dem Kilcherren von Lengnow zu verschaffen, das meitli von im ze thund»; Nr. 52, an den Landvogt von Orbes: «acht und sorg uff das gotzhuss Romainmoutier zu haben». Vergleiche Nr. 109, 131, 135, 204 u. a. Sehr interessant ist das langsame Eindringen der Reformation zu beobachten. Am 24. März 1522 (Nr. 74) schicken Schultheiss und Rat noch an die Landschaft die Botschaft, den Ablass für die Berner Stiftskirche von den Kanzeln zu verkünden, aber schon im August bricht der äusserst lehrreiche Handel des Pfarrers Georg Brunner in Klein-Höchstetten bei Münsingen aus (Nr. 129). B. Haller hat das Aktenstück an Zwingli gesandt und mit seinen Erläuterungen versehen. Hier sind die reformatorischen Gedankengänge in der Polemik gegen das Messopfer und zu gunsten des allgemeinen Priestertums ganz deutlich; um so beachtenswerter der Entscheid des Berner Rates, «das die gemelten Herren vom capittel den Herr Jörgen hinfür unbekummert und onersucht lassind». Dezember 1522 kommt dann der Fall des Sebastian Meyer (Nr. 167). Dass die Reformation ursprünglich Lutherisches Gepräge trägt, befremdet nicht (Nr. 167, 212, 229), aber schon am 30. Dezember 1522 ist die Rede von «Lutterschen *und Zwinglischen* Lehren und Händeln». Der Rat versucht es mit dem bekannten Kompromiss der lautern und reinen Evangeliumsverkündigung (Nr. 173), versteht geschickt, dem Bischof von Lausanne die Kirchenvisitation abzuwinken (Nr. 229), erlässt am 15. Juni 1523 das bekannte Mandat, dessen Herauswachsen aus dem Basler Nr. 249 anschaulich vorgeführt ist, weigert die Publikation des Wormser Ediktes (Nr. 277) usw. Als kulturhistorisch interessant heben wir die Nrn. 13, 45, 68 heraus: Verkündigung von der Kanzel «von der Hunden wägen», Verbot des Tragens «zerschnittener Kleider», Einschränkung der Fastnachtsmahlzeiten.

Hoffentlich gelingt es, das des höchsten Dankes werte Werk rasch und glücklich zu Ende zu führen.

Zürich. **W. Köhler.**

Roland Fleiner. Einflüsse von Staatstheorien der Aufklärungs- und Revolutionszeit in der Schweiz, in ihrer Entwickelung und Umbildung durchgeführt an der Repräsentativ-Verfassung des Kantons Zürich 1814—1842. Zürich 1917.

Von höchster Warte aus hatte seinerzeit Fritz Fleiner in seiner rasch bekannt gewordenen Antrittsrede über «Entstehung und Wandlung moderner Staatstheorien in der Schweiz» (Zürich 1916) nachgewiesen, wie viele Elemente des modernen Staates letzten Endes eigentlich auf unserem vaterländischen Boden ihren Ursprung haben und wie die Schweiz merkwürdigerweise auf die entgegengesetztesten Lehren, die radikal-liberale, wie die konservative Staatstheorie gleichermassen befruchtend hat einwirken können.

In der vorliegenden Arbeit, einer durch ihr selbständiges Durchdenken der Probleme und durch ihr gesundes Urteil sich vorteilhaft auszeichnenden Zürcher Doktordissertation, unternimmt der Verfasser den Versuch, das allmähliche Eindringen und Fussfassen der einen Gruppe dieser Theorien, der Rousseauschen vom contrat social, an einem Beispiel sinnfällig vor- und durchzuführen. Was Roland Fleiner bringt, ist keine rein theoretisch-staatsrechtliche Abhandlung; er reproduziert zu viel zeitgenössisches Material, um bloss abstrakte Ideengeschichte zu geben; es ist aber auch keine geschichtliche Darstellung, denn die Entwicklung der politischen Geschichte des Kantons Zürich von 1814 bis an die Schwelle der vierziger Jahre wird durchweg als bekannt vorausgesetzt. Man muss das eher bedauern, denn abgesehen von ein paar Haupttatsachen wird der äussere Ablauf der Ereignisse in jedem einzelnen Kanton wenigen Lesern bekannt sein, und ausser dem Ustertag und dem Straussenhandel, an die man in Zürichs Geschichte in dieser Periode gleich denkt, haben denn doch auch noch subtilere Faktoren, vor allem die nicht leicht zu überschätzenden persönlichen Einflüsse und Differenzen, den Gang des Verfassungslebens vorbereiten helfen und begleitet. Ich erinnere nur etwa, um nicht einmal das wichtigste zu nennen, an die Gegensätze zwischen Johann Kaspar Bluntschli und seinem früheren Lehrer Friedrich Ludwig Keller, die sich beide in der politischen Arena wieder begegnen. Die dankenswerte jüngste Publikation von Wilhelm Oechsli hat darüber sehr erwünschte Aufschlüsse gebracht; auffallenderweise wird dieser Briefband von Fleiner weder genannt noch verwertet. Man kann seine Darstellung am ehesten als politisches «Raisonnement» bezeichnen (er verwendet den Ausdruck gelegentlich selber, S. 148), und zwar als ein gescheites; er hält wirklich, was er einleitend verspricht, «die Ausbildung und Ausgestaltung neuer Rechtsgedanken aus den jeweiligen Bedürfnissen der Zeit und des Volkes heraus» an einem konkreten Beispiel, der Durchbildung der Lehre von der Volkssouveränität in der Zürcher Verfassungsentwicklung, darzustellen. Im einzelnen ist seine Untersuchung viel von der anfangs genannten Rede Fritz Fleiners beeinflusst; überhaupt wird er manches wohlgerundete Urteil nicht als seine eigene Prägung in Anspruch nehmen wollen; es wäre vielleicht angezeigter gewesen, statt der im Anhang beigegebenen «Uebersicht zu Literatur und Quellen» das dort Entnommene im einzelnen an

Ort und Stelle kenntlich zu machen; der Wert der vom Verfasser geleisteten Arbeit soll damit nicht herabgesetzt werden, denn es ist alles sehr geschickt verarbeitet.

Zuerst wird die Kantons-Verfassung von 1814 behandelt; Hans Nabholz hat jüngst (Der Kampf um den zentralistischen Gedanken in der eidgenössischen Verfassung 1291—1848, S. 24) darauf hingewiesen, ein wie mächtiger Faktor im schweizerischen Verfassungsleben der Restaurationszeit die Rücksicht auf das Ausland bildet; Fleiner muss diese auf dem Forum der gemeineidgenössischen Politik gemachte Beobachtung auch für seinen Kanton gelten lassen, darf aber doch das Urteil fällen, Zürich habe sich «das Selbstbestimmungsrecht gewahrt, soweit als es damals nur möglich war». Der Verfassung der Restaurationszeit weist er die sehr fein beobachtete Aufgabe zu, «zu versöhnen zwischen Rechts- und Staatsauffassungen, die bereits der Vergangenheit angehörend, nicht mehr lebenskräftig waren, und neuen Forderungen, die an den Staat ganz andere Bedingungen und Aufgaben stellten, die aber zu jener Zeit in ihrer ganzen Tragweite noch nicht erkannt waren» (S. 11). Paul Usteri, dem allerdings «der Grundgedanke der Theorie von der Souveränität des Volkes nicht klar» gewesen sei, steht gebührend im Vordergrund; wenn es heisst, er sei einer der ersten gewesen, die die Volksvertretung als ein Mittel betrachteten, um eine staatsrechtliche Forderung durchzusetzen, so wird man in dieser Allgemeinheit zwar das Urteil kaum unterschreiben wollen, dafür aber die nachher einmal gebrauchte Formulierung zugeben, dass für Usteri die Volksvertretung eben nicht mehr nur Vertreterin ständischer Interessen ist, sondern die eminent wichtigere Rolle hat, als Regulator, Gegengewicht in dem immer noch von oben herab regierten Staat korrigierend zu wirken. Und das ist gewiss richtig, dass seit dieser Zeit die Volksvertretung «staatsrechtlich und politisch stets einer bestimmten Forderung an den Staat zu dienen hatte», sie ist «ein echtes Staatsorgan geworden, dem bestimmte, genau umschriebene Funktionen zukommen» und vor allem: sie ist «das Gegengewicht, das sich allein der Macht der Regierung entgegensetzen konnte in einem Staate, wo der Bürger seinen ersten und vornehmlichsten Schutz noch nicht in einem juristisch durchgebildeten und klar die Kompetenzen abgrenzenden Systeme des Rechts und der Verfassung sehen konnte.» (S. 28.)

Das repräsentative System, seine Organisation und seine Ziele, die sich nun allmählich verschieben, bis von einer eigentlichen demokratischen Bewegung die Rede sein darf, steht überhaupt mit Recht im Mittelpunkt der Darstellung.

Auch die Rolle der Kirche wird nicht vernachlässigt: «der Staat der Restaurationszeit, welcher die Souveränität des Volkes nicht anerkannt hat, musste seine Macht und Autorität durch das Mittel der Religion begründen und verankern» — das ist nichts mehr oder weniger als die Rückkehr zu staatskirchenrechtlichen Gedanken, wie sie in unmittelbar nachreformatorischer Zeit bestimmend gewesen sind (vgl. etwa die Ausführung in der Schweizer. Theologischen Zeitschrift, XXXV, 1918, S. 13). Es wäre einmal ein dankbares Thema für sich, der Stellung der Kirche in der Verfassungsentwicklung der Restaurations- und Regene-

rationszeit nachzugehen. Zürich bringt ja mit dem Straussenhandel in diesen Verlauf noch eine ganz besondere Note; Savigny hatte gewiss nicht Unrecht, wenn er gleich nachher, am 7. Oktober 1839, an Bluntschli schrieb (Briefwechsel S. 66): «die neue Revolution» steht «einzig in ihrer Art da, ohne Gegensatz zwischen Stadt und Land, Aristokraten und Volk, Armen und Reichen, rein ausgehend von einem Gegensatz der Gesinnung und der sittlich-religiösen Bestrebungen». —

Sobald das von der Verfassung vorgesehene Repräsentationsverhältnis in vollem Umfange hergestellt war, setzte die liberale Gegenbewegung ein. Mit der Forderung einer ausgedehnten Kontrolle der Regierung, dem Motionsrecht u. s. w. wirft die Opposition Probleme auf, die den damals geltenden Grundsätzen stracks zuwiderlaufen und die überhaupt ihrer Zeit noch weit vorauseilen, aber eben doch den dann letzten Endes zum Siege gelangenden Gedanken bergen, dass die Volksvertretung als oberstes Organ der Regierung übergeordnet ist (hier auf S. 40 zwei störende Druckfehler; es muss heissen: «kumulierte» und «Oligarchie»). Die Bewegungen, die den Rechtsstaat hervorbringen und damit der Lehre von der Volkssouveränität zur Anerkennung verhelfen, also die beiden Faktoren, die die liberale Strömung speisen und leiten, sind «die Opposition des Volkes» und «das Streben nach Erfüllung wissenschaftlicher Ziele». Sie könnten noch treffender bezeichnet werden als ein intellektuelles Programm, das sich trifft mit dem in seinen letzten Zielen sicherlich unbewussten Aufbäumen gewisser Volkskreise, besonders auf dem Land, gegen missliebige Einrichtungen. Dieser Drang zur Opposition, der naturgemäss auf das Nächstliegende lossteuert, hat ja dann erst durch geschickte Publizisten und Politiker wie Ludwig Snell (wieder, wie so oft, eine von aussen importierte Erscheinung in unserer politischen Entwicklung) eingefangen und umgeleitet werden müssen, um politisch verwertbar zu sein. Der Zusammenhang mit gleichzeitigen Volksbewegungen wird selbstverständlich betont, aber doch der grundlegende Unterschied festgestellt, dass hier, in der Schweiz, dann wirklich das Volk es ist, das sich seine Verfassung selber gibt, während z. B. in Deutschland «das Bemühen des Volkes um die Konstitution zu den oktroyierten Verfassungen» geführt habe; gewiss, ein Gegensatz, aber doch nicht einer, der in der mehr oder weniger fortgeschrittenen Entwicklung und Wirkung dieser Volksbewegung, sondern einfach in der Verschiedenheit der Staatsform seinen Grund hatte; man geht meines Erachtens nicht zu weit, wenn man unsere einheimischen Evolutionen mit den parallel laufenden Revolutionen derselben Zeit eben doch inkommensurabel sein lässt. —

An Hand der Petitionen (die übrigens Hans Nabholz bereits dankenswert zusammengestellt hat) und der Flugschriften verfolgt Fleiner ausführlich das Vordringen und Fussfassen der Rousseauschen Lehrer in Recht und Verfassung. Auf Einzelheiten kann nicht eingetreten werden; alle diese Postulate entziehen sich auch schlechterdings einer zusammenfassenden Wiedergabe. Es fällt auf, dass auf den Zusammenhang der jetzt zur Anerkennung gelangenden Rechtsgedanken mit dem, was die Helvetik proklamierte, nicht weiter hingewiesen wird; Johannes Dierauer (Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft V, 1917, S. 506) hat

jüngst treffend ausgeführt, wie die «seit dem Ausgang der Helvetik zurückgedrängten, aber unvergessenen Prinzipien der Rechtsgleichheit vor dem Gesetze, der Freiheit des Handels und des Gewerbes, der persönlichen Freiheit, des Petitionsrechtes, der freien Niederlassung, der Press- und Glaubensfreiheit» gerade jetzt wieder zu Ehren kamen. Es ist ja überhaupt etwas ganz Eigentümliches um die Verfassungsentwicklung dieser Zeit, die gewissermassen einen früheren abrupten, von der Macht aufgedrängten und gehaltenen Verlauf noch einmal in einem ruhigen Tempo durchmachen und die früher noch unverstandenen und unverdauten Schlagworte und Postulate in kurrente Münze umprägen, breitschlagen, assimilierbar gestalten muss, bis sie dann als unverrückbares Ziel und zuletzt als unverlierbares Gut das Verfassungsleben beherrschen. Wenn es (S. 97) als für die Stellung des Grossen Rates charakteristisch bezeichnet wird, dass eine Petition dem Grossen Rate die Ausübung bischöflicher Rechte zuweist, so mag daran erinnert werden, dass der Grundsatz «der Grosse Rat ist Landesbischof» noch 1873 in Basel sich behauptete (vgl. meine Entwicklung der Basler Kirchenverfassung bis zum Trennungsgesetz 1910, S. 44). Wie nun die Stellung des Grossen Rates sich wieder mit einem Ruck verschiebt und ein aus dem Staatsorgan, «zur Zeit des restaurierten Staates ein Glied der Hemmung und der Korrektur», sich «ein politisches Organ, ein Instrument der Parteien» herausbildet (S. 107), hat Fleiner wieder sehr hübsch dargestellt, ebenso die seltsame Fügung, dass bei der Opposition gegen die immer mehr zu Tage tretende eigentliche Herrschaft des Grossen Rates gerade die Aristokraten es sein müssen, die sich auf das Souveränitätsprinzip berufen.

Leider bricht die Darstellung, wie mir scheint, etwas zu unvermittelt ab; die Vorgänge des Jahres 1839 werden zwar ausführlich besprochen und auch Bluntschlis Wirken kommt noch zu seinem Recht, dagegen ist vom Abschluss dieser letzten konservativen Periode durch die Wahl Jonas Furrers zum Amtsbürgermeister nicht mehr die Rede, und doch bedeutete dieser Sieg der liberalen Opposition nicht nur eine definitive Wendung in der seit 1839 eingeschlagenen kantonalen Politik, sondern hatte bei der Stellung Zürichs als Vorort auch eine ganz besondere Bedeutung für die Gesamtschweiz.

Man kann dieser nicht leicht zu lesenden Arbeit kein schöneres Lob geben als das, dass sie auf jeder Seite zur Zustimmung oder zum Widerspruch herausfordert — es ist ein ungewöhnlich anregendes Buch.

Bei dieser Gelegenheit darf vielleicht einmal ein Wunsch ausgesprochen werden, der gerade heute nicht auf taube Ohren stossen wird, nämlich der, es möchte uns endlich einmal wieder eine umfassendere Darstellung unseres schweizerischen öffentlichen Rechts zu Teil werden. Dass früher bei Autoren wie Lesern das nötige Interesse dafür vorhanden war, zeigen, um von kleineren Darstellungen nicht zu reden, die Werke von Paul Usteri, Ludwig Snell, Johann Kaspar Bluntschli, Simon Kaiser, Johann Jakob Blumer, Johannes Dubs, Johannes Meyer — es scheint, dass unsere Generation, die die letzten grossen politischen Kämpfe der siebziger Jahre nicht mehr miterlebt hat, unsere heutigen staatsrechtlichen Formen allzusehr bloss als ererbtes Gut betrachte, statt

sie durch politisches Studium recht eigentlich zum wohlerworbenen Besitze zu erschaffen. Die Schriften Fritz Fleiners, Walter Burckhardts richtunggebende kommentatorische Tätigkeit, dann die Abhandlungen von Hans Nabholz und auch diese Arbeit lassen schliessen, dass der Boden für ein grosses Werk allmählich zubereitet ist und dass auch die Arbeiter dazu, wenn es darauf ankommt, nicht fehlen werden. Möchte dieses neue Handbuch des schweizerischen Staatsrechts nicht mehr allzulange auf sich warten lassen!

Basel. **Hermann Henrici.**

Virgile Rossel, Eugène Rambert, sa vie, son temps et son œuvre.

C'est un fort volume de près de 700 pages — chez Payot et Cie., à Lausanne — que M. Virgile Rossel a consacré sous ce titre, il y a quelques mois, au Vaudois authentique qui fut en même temps, si entièrement, un «citoyen suisse» au sens le plus élevé du mot. Ce livre, de son commencement à sa fin, est inspiré par une généreuse et double recherche: rendre au talent et au caractère de Rambert un juste hommage, qui ne lui fut pas toujours, ni par tous, équitablement accordé, et tirer de cette étude, avec clairvoyance et discrétion, un enseignement patriotique d'une frappante actualité.

Laissant volontairement de côté, dans ce compte-rendu, ce qui a trait à l'œuvre littéraire de Rambert, matière considérable mais déjà souvent étudiée et plus connue, nous nous bornerons à rappeler ici le milieu où ce patriote grandit et vécut, — milieu familial, milieu géographique, milieu historique — dont la connaissance est indispensable pour bien comprendre l'homme.

De très vieille souche vaudoise, dont des documents du XVe siècle citent déjà le nom, Eugène Rambert naquit en 1830, à Sales près Clarens, dans une de ces familles où la tradition calviniste corsetait l'enfant, dès ses premiers pas, de vertus rigides, parfois positives, telle l'inflexible droiture, et parfois négatives et moins bienfaisantes, telle cette austérité allant jusqu'à la crainte de paraître trouver la vie belle, et de paraître en jouir. — Bien qu'il ait échappé de bonne heure à l'influence exclusive de cette tradition étroite, il en subit cependant, peut-être presque à son insu, des contre-coups lointains durant toute son existence; le berceau marque au front de l'enfant une empreinte que les tourmentes et même les reniements douloureux de la vie n'effacent que rarement. De son enfance et de l'exemple de son père et de son grand-père, Rambert garda la leçon précieuse de la valeur sacrée du travail, du labeur probe, courageux et opiniâtre. Et du terroir natal, où la vigne apportait alors une note d'aisance bien vaudoise, il reçut le secret d'un amour instinctif, profond et indestructible pour son coin de pays, pour son canton, base solide sur laquelle croîtra plus tard son amour plus raisonné mais non moins sincère pour la patrie suisse.

A ces éléments constitutifs de sa personnalité fournis par le milieu familial et par le milieu géographique vinrent très vite s'ajouter les influences du milieu historique. — Rambert allait avoir quinze ans lorsque la Révolution de 1845 éclata à Lausanne, où il poursuivait ses études et où ses parents s'étaient fixés depuis quelques années déjà. Les

leçons du collège comme les cours de l'Académie en furent très fâcheusement troublés, car la politique sévissant partout et le gouvernement frappant sans rémission ceux qui n'étaient pas de son bord, le corps enseignant tout entier fut bouleversé; il y eut donc, dans les programmes, des lacunes et des à-coups dont souffrit toute cette génération d'écoliers et d'étudiants. L'esprit critique trouva par contre un terrain très favorable dans les conflits d'idées d'où sortit la Révolution vaudoise et que celle-ci rendit plus aigus encore.

L'autoritarisme politique prétendit asservir la chaire ecclésiastique; un schisme se produisit, et, sur le terrain laïque comme dans le domaine religieux, un esprit d'opposition violente fit s'affronter les citoyens, et remit en discussion les mille applications pratiques du grand principe de liberté. Rambert, issu d'un milieu traditionnaliste, fut emporté comme les autres par ce tourbillon des notions civiques et morales; il se retrouva, un calme relatif une fois revenu, plus riche de cette lutte et bien plus mûr que ne l'est, en temps normal et paisible, un jeune homme de dix-sept ou dix-huit ans. — Si donc son instruction proprement dite eut à pâtir des événements politiques qui entourèrent sa jeunesse, son caractère, à coup sûr, y gagna. Il avait vu et senti les inconvénients majeurs de la discorde civile et de l'oppression des idées par le parti au pouvoir. Plus tard, homme fait, il trouvera dans ces expériences personnelles la source d'une conviction ardente pour recommander aux Suisses l'entente et la compréhension réciproques. Ce que son canton avait souffert, par le sectarisme politique d'un parti à ses débuts, il veut et cherche de toutes ses forces à en préserver sa plus grande patrie: pas de domination d'une race sur l'autre, pas de prétérition d'une minorité linguistique, pas de luttes confessionnelles irritantes.

Le très long séjour qu'il fit à Zurich, à partir de 1860, comme professeur de littérature française à l'Ecole polytechnique fédérale, acheva d'ouvrir l'esprit et le cœur de Rambert aux réalités historiques suisses. Il comprit le passé de son pays et en entrevit le bel avenir possible; il s'efforça d'être, de par sa situation de Welche en terre suisse-allemande, un interprète fidèle de chaque partie de la Suisse envers l'autre, un trait-d'union intellectuel plus encore, peut-être, que sentimental. — Il était persuadé du caractère complémentaire des civilisations française et allemande, et il aurait voulu que son pays fût le creuset où elles pussent se rencontrer, pour se fondre en un génie plus riche et plus achevé. L'Allemagne de 1860 permettait encore de concevoir d'aussi généreux et utopiques desseins.....

Il ne faudrait toutefois pas inférer de cela que Rambert ait été un aveugle en face de l'horizon politique international, et qu'il n'ait pas vu — ou n'ait pas voulu voir — les éclairs qui en striaient déjà le ciel. Bien au contraire. — Sévère dans les jugements qu'il portait sur la politique du Second Empire, et notamment sur la question de Savoie, — parce que les faits étaient là, porteurs de certaines menaces pour la Suisse — il n'en pressentit pas moins avec une intuition très sûre les dangers inclus, pour nous, dans les manifestations guerrières de la Prusse, et il comprit avec une telle lucidité le sens profond du coup de clairon impérialiste de Sadowa que l'on ne peut pas ne pas citer avec admiration

quelques lignes de l'étude qu'il consacra à cette question dans la «Bibliothèque universelle» d'octobre 1866: —

— «Ce n'est pas le but, ce n'est pas le désir d'unité qui est un danger pour nous, ce sont les moyens. — L'Allemagne se développant par la liberté se serait tout naturellement arrêtée sur la frontière d'une terre libre, où elle aurait rencontré des populations sympathiques, mais ayant une histoire à part et difficilement assimilables. — Se constituant par la force, elle ne se laissera arrêter que par la force. — Aujourd'hui, il ne s'agit encore que de la limite du Main; mais déjà tout se prépare pour que d'un jour à l'autre cette limite puisse être franchie. Il est dans la logique des faits qu'elle le soit, un peu plus tôt ou un peu plus tard, et tout annonce que, dans un laps de temps peut-être très court, l'Allemagne unitaire se demandera si elle doit respecter non plus la ligne du Main, mais celle du Rhin, de Bâle à Coire. Le fera-t-elle? — Cela est fort douteux. — Nombreux, très nombreux sont les Allemands des partis les plus opposés qui envisagent comme de bonne prise tout ce qui parle leur langue, et pour qui la Suisse n'est pas autre chose qu'une expression géographique. «Vous n'êtes pas un peuple, vous n'êtes qu'un pays», nous a-t-on dit cent fois.» —

— Quel regard prophétique ce Vaudois, qui n'avait aucune sympathie pour l'œuvre politique de la France impériale, portait ainsi, cinquante ans avant ce qu'il nous est donné de voir et d'entendre, sur le danger de cet autre impérialisme naissant! — Quelle claire définition — avant la chose — du pangermanisme actuel! — Rambert parle ici, il est vrai, d'un danger militaire, et nous voulons croire que cette menace-là n'a pas à nous troubler, bien qu'il soit plus que jamais prudent d'être prêts à y répondre; mais la menace économique, l'emprise tentaculaire, commerciale et industrielle? — Son spectre ne s'étendait pas encore, il y a cinquante ans, au ciel européen; le terrain n'était pas prêt pour cette offensive-là, et Rambert ne l'a donc pas visée. Toutefois, lequel de nous, Suisses, ne sent pas qu'elle est à peine moins brutale que l'autre? —

— «Soyons armés jusqu'aux dents», dit encore Eugène Rambert, qui certes n'était pas un militariste. — Ce garde à vous ne doit pas tomber à terre. Nous devons, nous tous les Suisses, le recueillir et le crier à notre tour à ceux qui viennent après nous, vers la génération qui monte, en l'élargissant au domaine économique que Rambert ne pouvait prévoir d'une telle importance, et qui est aujourd'hui notre point très vulnérable.

En ce faisant, nous montrerons que nous avons compris l'idéal fortement et noblement suisse de ce grand patriote, qui parla naguère selon son cœur et selon son intelligence, mais sans haine ni parti pris.

M. Virgile Rossel, en nous en retraçant la vie et l'idéal politique, — inséparable de son œuvre littéraire d'ailleurs, où il est exprimé avec force — a fait lui aussi, en cette heure trouble que traverse notre pays, œuvre opportune et de bon patriote.

Leysin. **Robert Mercier.**

Hans Max Kriesi. Gottfried Keller als Politiker. Mit einem Anhang: Gottfried Kellers politische Aufsätze. Verlag: Huber & Co., Frauenfeld 1918.

Die Einleitung dieses Buches enthält in knappem Rahmen eine Darstellung der politischen Entwicklung der Schweiz im Anfang des 19. Jahrhunderts und stellt dem Leser den Vater Gottfried Kellers als Politiker vor. Freisinnig durch und durch, nahm Rudolf Keller, der Vater des Dichters, an den politischen Kämpfen seiner Zeit einen regen Anteil. Gottfried Kellers Jugendjahre fielen in die politisch so bewegte, an fortschrittlichen Errungenschaften reiche Regenerationszeit. Als der Septemberputsch des Jahres 1839 die konservative Partei im Kanton Zürich an das Staatsruder brachte, wurde der junge Keller ein waschechter Radikaler, der die Pfaffen und Aristokraten mit demselben Ingrimm hasste. Wie man weiss, waren die vierziger Jahre des 19. Jahrhunderts eine Epoche heftiger Kämpfe, die sich aus den Gegensätzen zwischen Konservativen und Radikalen, Aristokraten und Demokraten ergaben. Keller, der nach den beiden Münchner Jahren von 1840 und 1841 als ein Schiffbrüchiger nach Hause gekommen war, schloss sich bald aus tiefer Ueberzeugung wieder der radikalen Partei an. Seine persönliche Teilnahme an den beiden Freischarenzügen der Jahre 1844 und 1845 trug ihm freilich keine Lorbeeren ein; hingegen hat die Freischarenzeit auf die politische Lyrik Kellers einen bestimmenden Einfluss ausgeübt. — In einem weiteren Kapitel seiner gut fundierten Arbeit schildert Dr. Kriesi, wie sich die politischen Anschauungen Kellers allmählich abklärten und vertieften. Als Gottfried Keller im Herbst 1855 nach einem neuen siebenjährigen Aufenthalt in Deutschland nach Zürich zurückkehrte, war er ein reifer Mann und angesehener Dichter geworden, der den Wert ruhig fortschreitender Entwicklung in dem politischen Leben immer mehr schätzen lernte. Zahlreiche politische Zeitungsartikel, welche Keller in jenen Jahren veröffentlichte, zeigen uns, dass der Dichter immer bereit war, für das heissgeliebte Vaterland alles zu tun und zu opfern, wenn seine Ehre und Wohlfahrt auf dem Spiele standen. Fast schien es, als sei Keller auf dem besten Wege, ganz dem politischen Journalismus zu verfallen, als er im September 1861 zu grosser Ueberraschung weiterer Kreise zum *ersten Staatsschreiber* des Kantons Zürich gewählt wurde.

Die praktische Arbeit in diesem Amte, das Keller bekanntlich mit mustergültiger Gewissenhaftigkeit und Treue bekleidete, hatte allmählich eine weitere Abklärung und Vertiefung seiner politischen Anschauungen zur Folge. Als sich Keller bei der grossen demokratischen Umwälzung des Kantons Zürich in den sechziger Jahren allzu weitgehenden Tendenzen widersetzte, kam er in Gegensatz zu seinen früheren Freunden. Aus dieser Zeit und Stimmung heraus sind das «Verlorene Lachen» und der «Martin Salander» entstanden. Mit dem Verfasser wird man es höchst beachtenswert finden, dass Keller, obgleich er der ganzen demokratischen Bewegung feindlich gesinnt war, schon wenige Jahre darauf in der Lage war, diese politische Bewegung ohne jede Rachsucht und Gehässigkeit zu schildern. Wie so ganz anders, wie viel enger und

kleiner war Kellers Zeitgenosse, Jeremias Gotthelf, der sich nie zu einer objektiven Schilderung des Gegners verstehen konnte, sondern grundsätzlich und blindwütig alles bekämpfte, was einer andern Ansicht war!

In dem Anhang seines sehr gediegenen und klar aufgebauten Buches, dem der Verlag eine gute Ausstattung gegeben hat, veröffentlicht Dr. M. Kriesi noch zum ersten Mal Kellers *politische Aufsätze*, Leitartikel, Korrespondenzen, amtliche Bekanntmachungen u. s. w. Auch die von Keller abgefassten, gehaltvollen *Bettagsmandate*, die mit Recht eine so starke Beachtung gefunden haben, werden hier zum Abdruck gebracht.

Alles in allem darf schon gesagt werden, dass diese politische Biographie des grossen Dichters eine wertvolle Ergänzung der Gottfried Keller-Literatur bedeutet, welche man nicht nur einmal zur Hand nimmt.

Schaffhausen. **Walter Wettstein.**

Neue historische Literatur über die deutsche und italienische Schweiz.

Bibliographie. Archive. Inventare.

Der Vollständigkeit halber mag hier einmal — für alle Male — auf die, ja in die Hände der Leser dieser Zeitschrift kommende verdienstliche *Bibliographie der Schweizergeschichte* hingewiesen werden, mit der Felix Burckhardt, das monumentale Werk Hans Barths fortsetzend, von Jahr zu Jahr über die Neuerscheinungen auf dem Gebiete schweizerischer Historiographie um so vollständiger orientiert, als er auch die Arbeiten in Zeitschriften und selbst Zeitungen berücksichtigt.

Erfüllung einer notwendigen Voraussetzung einer «Darstellung des gesamten Oekolampadischen Schrifttums» will Ernst Staehelin bringen mit einem *Verzeichnis der im 16. Jahrhundert erschienenen Oekolampaddrucke*[1]: einer Arbeit, die, als «in einer Zeit der nationalen Absperrungen», wie die gegenwärtige ist, unternommen, keinen Anspruch auf absolute Vollständigkeit macht. Immerhin enthält sie 226 Nummern. Ein Personenregister erhöht ihren praktischen Wert.

Der *achte Bericht des Schweizerischen Wirtschafts-Archivs* über das Jahr 1917[2]) erinnert eingangs an das ganz ausschlaggebende Verdienst Dr. R. Wackernagels, der von der Leitung des Wirtschafts-Archivs zurückgetreten ist, um dieses. Ausserdem setzt er sich mit einer Schrift des Schaffhauser Kantonalbank-Direktors Dr. E. Walder-Heene auseinander bezüglich eines von demselben angetönten Vorwurfes, das Schweizerische Wirtschafts-Archiv stehe zu wenig im Dienste der Praxis.

Von den diese Zeitschrift als Beilagen begleitenden Inventaren schweizerischer Archive liegt seit den zum 3. Heft des letzten Jahres erschienenen Inventaren der Stadtarchive Lenzburg und Mellingen der dritte, die erste Abteilung der aargauischen Städte umfassende Band vollständig vor.[3])

Diplomatik. Quellenkunde.

Auch für die Schweizergeschichte selbstverständlich von Bedeutung ist eine Abhandlung über das Urkunden- und Kanzleiwesen der Söhne König Rudolfs von Habsburg, besonders des Königs Albrecht, zu welcher die Leiter der «Regesta Habsburgica» nachgelassene Vorarbeiten des 1914 gefallenen Ivo Luntz verarbeitet haben. Die Studie untersucht Schriftprovenienz und Kanzleiverhältnisse; als Anhang ist ein

---

[1]) Oekolampad-Bibliographie. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde, XVII. Bd., 1. Heft, S. 1—119.

[2]) Basel im April 1918. 14 S.

[3]) Die Inventare der aargauischen Stadtarchive. Hrg. von Walther Merz. 1. Abteilung: Zofingen, Bremgarten, Aarburg, Aarau, Baden, Lenzburg und Mellingen. Aarau 1917. 196 S.

Verzeichnis aller Urkunden der Söhne Rudolfs, sowie der Königinnen Elisabeth und Agnes beigegeben.[1])

Christine von Hoiningen-Huene setzt ihre Mitteilungen über die 1914 entdeckten Protokollbücher von Notaren von Unterporta fort und handelt von den sieben Verfassern derselben, Notaren aus den Familien Salis, Stupan, Ruinelli und Florius.[2])

Eine Freiburger Handschrift der Papstchronik des Bernard Gui (+ 1331) behandelt Gustav Schnürer,[3]) wobei er zu bestimmten Resultaten gelangt hinsichtlich der Zuweisung derselben an eine der verschiedenen Redaktionen des Werkes, über Schreiber sowie Zeit und Ort der Entstehung der Handschrift.

Es sei hier auch einer Arbeit von Rudolf Sillib: *Aus Salemer Handschriften* Erwähnung getan,[4]) weil dieselbe u. a. Aufzeichnungen von um 1500 veröffentlicht, die auch eine allerdings weiter nicht bedeutende Nachricht über Waldmanns Hinrichtung umfassen.

Zu einer Stelle in Bullingers Reformationsgeschichte über eine Predigt, die Zwingli unter dem frischen Eindruck der Schlacht von Pavia gegen den fremden Solddienst hielt, hat sich ein bestätigender Quellenbeleg gefunden in Gestalt eines von einem Zuhörer rührenden Auszugs aus der Predigt; Ernst Gagliardi veröffentlicht denselben.[5])

Ernst Staehelin gibt Nachricht von zwei Publikationen über die Badener Disputation,[6]) die vor der Ausgabe der offiziellen Akten derselben erfolgten, beide ganz auf dem evangelischen Standpunkt stehend, und gelangt über ihre Verfasser und übrigen nähern Umstände teils zu gesicherten, teils zu Wahrscheinlichkeits-Resultaten. Beide betreffen mehr das äusserliche der Disputation; sie «befreien uns aus einer Not den offiziellen Akten gegenüber», indem sie «zeigen ... wie skandalös die Verhandlungen verliefen».

Chronologie.

Eine Untersuchung von Adolf Hofmeister über das Todesjahr Herzog Bertholds IV von Zähringen — es sind zwei verschiedene Jahre als solches überliefert — ist im Anhang zu einer grösseren Arbeit des Verfassers zu finden.[7])

Heraldik. Sphragistik.

Ein *Wappenbuch der Stadt Basel*, das zu erscheinen beginnt[8]), wird herausgegeben von W. R. Staehelin, unter Mitarbeiterschaft von Dr. August Burckhardt, Dr. Carl Roth und Dr. E. Major. Es ist ein grossformatiges Tafelwerk auf losen Blättern,

[1]) Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung, XXXVII. Bd., 3. Heft, Insbruck 1916, S. 411—478.

[2]) Mitteilungen aus Bergeller Notariatsprotokollen. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 201—211 und 388—396.

[3]) Freiburger Geschichtsblätter, XXIV. Jahrgang, Freiburg i. Ue. 1917, S. 1—23.

[4]) Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, Neue Folge, Bd. XXXIII, S. 17—30.

[5]) Zwinglis Predigt wider die Pensionen, 5. März 1525. Zwingliana 1918, Nr. 1 (Bd. III, Nr. 11), S. 337—347.

[6]) Zwei private Publikationen über die Badener Disputation und ihre Autoren. Von Lic. E' St', Privatdozenten an der Universität Basel. Zeitschrift für Kirchengeschichte XXXVII, 3.|4. Heft, Gotha 1918, S. 378—405.

[7]) Die Annalen von St. Georgen auf dem Schwarzwald. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins XXXIII. 1, S. 31—57.

[8]) 1. Teil, 1. Folge. Unter den Auspizien der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft in Basel... Zeichnungen von Carl Roschet. Basel 1917.

deren jedes auf der Rückseite den Stammbaum der Familie mitteilt, deren Wappen die Vorderseite aufweist; berücksichtigt werden noch blühende, sowie ausgestorbene Geschlechter.

Ein von Walther Merz veröffentlichtes *Wappenbuch der Stadt Aarau*[1]) enthält die Siegel und Wappen der bis 1798 in Aarau verbürgerten Geschlechter, nebst geschichtlichen Erläuterungen und Stammtafeln. Daraus notieren wir als auch in Separatabdruck erschienen die Heraldik der *Rothpletz von Aarau.*[2])

W. R. Staehelin publiziert in den «Archives Héraldiques Suisses» *Basler Adels- und Wappenbriefe* unter Beigabe von Beschreibungen und genealogischen und biographischen Notizen[3]). Die Arbeit stellt die zweite Auflage des Führers durch eine vom Verfasser im März 1916 in Basel veranstaltete Ausstellung solcher Urkunden dar.

Ein Vortrag von dem verstorbenen W. F. von Mülinen, der zu erscheinen beginnt, handelt von Berner Wappenkalendern[4]) und insbesondere von dem als immerwährender Regimentskalender von Bern gedachten «Perpetuum mobile» genannten Gemälde des Johann Grimm von 1726.

Hans Spiegelberg gibt, in einem hie und da doch wohl nicht einwandfreien Stil, heraldische und genealogische Notizen über Familien des Namens Spiegelberg in der Schweiz und im Auslande.[5])

Siegel- und Wappenführung der *Meier und Ammänner des Stiftes Einsiedeln im Hofe Kaltbrunnen,* der heutigen politischen Gemeinde Kaltbrunn, beginnt Joh. Fäh zu behandeln, unter Einflechtung, soweit angebracht, der Gemeinde und Familiengeschichte.[6])

Einige Zeilen von Fréd.-Th. Dubois haben das Wappen Dr. Joseph Mariétans, gegenwärtigen Abtes von St-Maurice, zum Gegenstand.[7])

Eine Abhandlung über die *Schweizerfahne* von Charles Borgeaud liegt im Separatabdruck aus dem 10. Heft der «Schweizer Kriegsgeschichte» als Beilage zum «Schweizer Archiv für Heraldik» 1917 und zwar in Übersetzung von Hans Georg Wirz vor.[8])

Eine Notiz der «Archives Héraldiques Suisses» betrifft eine fehlerhafte Wiedergabe des Bären im Bernerwappen durch den Zürcher Drucker Froschauer.[9])

Ferdinand Gull schickt einem Abdruck des *Wappenbriefs der Stadt St. Gallen 1475* die Erzählung der Veranlassung desselben voraus.[10])

Dr. Robert Durrer bringt seine Arbeit über die *Gemeindewappen Unterwaldens* zum Abschluss.[11])

---

[1]) (Veröffentlichungen aus dem Stadtarchiv Aarau 1.) Wappenzeichnungen von Guido Frey-Aarau. Aarau 1917. IV + 330 S. 8. 8 Tafeln Abbildungen und 11 Stammtafeln.

[2]) Aarau 1917. 4 S. und 4 Stammtafeln.

[3]) Archives Héraldiques Suisses 1917, XXXI, S. 142—148, und 1918, XXXII, S. 28—36.

[4]) Bernische Wappentafeln und Staatskalender, von † Prof. Dr. W. Fried. von M'. Archives Héraldiques Suisses 1918, XXXII, S. 40—43.

[5]) H' Sp', von und in Aarburg, Mitglied der schweizerischen heraldischen Gesellschaft. Die Heraldik in den Familien Sp'. Zofingen 1917, 16 S.

[6]) Von J' F', Kaltbrunn. Archives Héraldiques Suisses 1918, XXXII, S. 1—9.

[7]) Les armoiries de Mgr. Mariétan, comte-abbé de St-Maurice et évêque de Bethléem. Archives Héraldiques Suisses 1918, XXXII, p. 44.

[8]) S. 83—106.

[9]) Der Bär ohne Krallen. K. XXXI, 1917, S. 105—106.

[10]) Archives Héraldiques Suisses 1917, XXXI, S. 99—101.

[11]) Archives Héraldiques Suisses XXXI, 1917, S. 87—92 und 125—131.

Von Gemeindewappen werden in den «Archives Héraldiques Suisses» behandelt: dasjenige von *Arbon* von A. Oberholzer[1]), ferner diejenigen von *Hochdorf*[2]) und der Tessiner Gemeinde *Pedemonte*, sowie der *Riviera*.[3]) — Aus dem Werke von E. Friedli über *Guggisberg* findet man in genannter Zeitschrift einige Familienwappen herausgegriffen.[4])

Ebenda veröffentlicht F. Gull ein flandrisches Siegel aus der Zeit um 1200, dessen Sekret- oder Rücksiegel nach ihm wahrscheinlich vom Abdruck eines Schwertknaufs an Stelle eines Stempels herrührt: eine Möglichkeit, die natürlich auch von der Sphragistik der Schweiz zu beachten ist[5]); publiziert E. A. Stückelberg ein unbekanntes Siegel des Bischofs Heinrich V. von Basel (1275—88)[6]); und wird über einen gut erhaltenen *Siegelstempel Walthers II. von Liele* (1246—1297) referiert.[7])

Dr. H. A. Segesser von Brunegg legt Hypothesen zur Erklärung *einiger mittelalterlichen Wappensippen* vor.[8])

Fortsetzung und Schluss der Publikation von Fréd.-Th. Dubois über die St. Galler Äbte als Träger des savoyschen Ordens von der Verkündigung[9]) enthalten einiges aus den Verhandlungen über den Eintritt Gallus II. in die Allianz mit Savoyen und seine Aufnahme in den Orden, sowie eine Liste der Äbte, die den Orden empfangen haben, mit Belegen über ihre Führung desselben.

Numismatik.

In einer meist auf ungedruckten Quellen beruhenden Arbeit behandelt Dr. Gustav Schöttle in Tübingen Teile der Schaffhauser, Zürcher und Schwyzer Münzgeschichte der zweiten Hälfte des XVII. Jahrhunderts.[10])

Gegenstand einer grösseren Arbeit von H. Girtanner-Salchli ist die Münzgeschichte St. Gallens von 1803 bis 1848. Der bis jetzt vorliegende Teil begreift die erste der beiden Perioden, die innerhalb des genannten Zeitraumes sich deutlich abheben: die Mediationszeit.[11])

Prähistorie.

Eine grosse Monographie haben Fritz Sarasin und H. G. Stehlin den steinzeitlichen Epochen im untern Birstal und seinen Seitentälern gewidmet[12]), «in erster

---

[1]) 1918, XXXII, S. 45.

[2]) Ibid. S. 46.

[3]) Armoiries de l'ancienne commune de Pedemonte XXXI, 1917, S. 102, und Les armoiries «della Riviera» Ibid. S. 105.

[4]) XXXI, 1917, S. 158.

[5]) Schwertknauf als Siegelstempel? Von F' G', St. Gallen. XXXII, 1918, S. 17—21.

[6]) XXXI, 1917, S. 156.

[7]) XXXI, S. 101—102.

[8]) Anzeiger für schweizerische Geschichte 1918, S. 97—102.

[9]) Les princes-abbés de St-Gall chevalièrs de l'Annonciade. Archives Héraldiques Suisses 1917, XXXI, S. 148—155.

[10]) Bilder aus der älteren Münz- und Geldgeschichte der Eidgenossen (Schaffhausen, Zürich, Schwyz). Anzeiger für Schweizerische Geschichte 1918, S. 1—27.

[11]) Das Münzwesen im Kanton St. Gallen unter Berücksichtigung der Verhandlungen im Schosse der eidgenössischen Tagsatzung von 1803 bis 1848. Bearbeitet an Hand der offiziellen Akten. Revue Suisse de Numismatique. Tome XXI, 2me livr. p. 101—142.

[12]) Die steinzeitlichen Stationen des Birstales zwischen Basel und Delsberg. Von F' S'. Prähistorischer und anthropologischer Teil von F' S'. Paläontologischer Teil

Linie den paläolithischen Höhenfunden, während die neolithischen Freilandstationen und Einzelfunde nur eine mehr kursorische Behandlung erfahren». Auch die Höhlen mit negativem Ausgrabungsergebnis sind namhaft gemacht. Die Funde der bisher bekannt gewordenen paläolithischen Siedelungen, der früher mehr oder weniger unsystematisch ausgeräumten wie der von Fritz Sarasin selbst in dem Stand der heutigen Wissenschaft entsprechender Weise untersuchten, ergeben, dass die Besiedelung in diesem Gebiete mit einer eher späten Phase des Magdalénien einsetzte; die Höhlen sind sämtlich postglazial. Besonderes Interesse beanspruchen die von Sarasin in der Höhle von Birseck gefundenen «galets coloriés», denen einige der zahlreichen Tafeln gewidmet sind.

Gaud. Giovanoli erörtert ein in einen Granitblock gehauenes *Steingrab in Stampa* und im Anschluss daran die älteste Geschichte des Bergell.[1])

In Fortsetzung der Inventarbeschreibung der Spät-Latène-Ansiedlung bei der Gasfabrik in Basel behandelt E. Major zwei Kategorien von mit der Drehscheibe hergestellter Töpferware.[2]) Der in der National-Zeitung ausgesprochenen Behauptung, dass diese Ansiedelung als der Ursprung Basels zu betrachten sei, widerspricht entschieden in demselben Blatte E. A. Stückelberg.[3])

Untersuchungen von *Tierresten aus La Tène:* kürzliche von F. Schwerz und frühere von Prof. C. Keller in Zürich, die beide zusammenfassend F. Schwerz behandelt, bereichern unsere Anschauung von der Haustierzüchtung der einstigen Bewohner der Fundstelle.[4])

Eine interessante Studie von Karl Stehlin wendet sich gegen die von Konrad Miller, dem Herausgeber der Tabula Peutingeriana, in seinem neuerlichen Werke: Itineraria Romana (Stuttgart 1916) vertretene Ansicht, dass für alle vermessenen römischen Strassen die Zahlen der Itinerarien als genau anzunehmen seien. In eingehender Untersuchung weist Stehlin die verschiedenen Gründe und Fehlerquellen auf, die die Annahme unabweislich machen, dass die Angaben in den Itinerarien nur ungefähre Distanzen bezeichnen können und stellt die obern und untern Grenzen der Fehlerbeträge fest.[5])

Ing. A. Giussani veröffentlicht die einzige römische Inschrift, die bis heute aus dem Veltlin zum Vorschein gekommen ist: eine Grabinschrift in Sondrio.[6]) Einen Aufsatz von demselben über *römische und vorrömische Altertümer in Sondrio*[7]) hatten wir nicht unter den Augen.

Von einem interessanten Inschriftenfund gibt E. Tatarinoff in der «Neuen Zürcher Zeitung» Nachricht.[8]) Es handelt sich um eine römische dem Mars geweihte

---

von H. G. St', unter Mitwirkung von Th. Studer (Aves.). Mit 32 Tafeln und 20 Textfiguren. Neue Denkschriften der Schweizer. Naturforschenden Gesellschaft, Bd. LIV, Abh. 2. Zürich 1918, S. 79—291.

[1]) Von Präsident G' G', Soglio. Bündnerisches Monatsblatt 1917, Nr. 11, S. 349 bis 353.

[2]) Die prähistorische (gallische) Ansiedelung bei der Gasfabrik in Basel. Anzeiger für Schweizerische Altertumskunde, Neue Folge, XX. Bd., 1918, S. 11—22.

[3]) National-Zeitung 1918, Nr. 438.

[4]) Anatomischer Anzeiger. Hrsg. von Prof. Dr. Karl von Bardeleben in Jena. 50. Bd., 1918, S. 457—472.

[5]) Ueber die Messung der Distanzen in den römischen Itinerarien. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde, XVII. Bd., 2. Heft, S. 354—369.

[6]) L'iscrizione romana di Esirio Secondo in Sondrio. Como 1917. (Estratto della Rivista Archeologica della Provincia e antica Diocesi di Como, Fascicolo 73—74—75. IV + 11 p.

[7]) Antichità romane e preromane in Sondrio. Como 1917.

[8]) Neue Zürcher Zeitung 1918, 17. Sept, Nr. 1223.

Inschrift, die in Frinvillier, da wo die alte Strasse von Biel ins Erguel führte, zum Vorschein gekommen ist, an einer früher «Martinsklafter» genannten Stelle. Diesen Namen und eventuellen früheren Martinskult bringt Tatarinoff mit der Inschrift und dortiger ehemaliger Marsverehrung in Zusammenhang. Hiezu ist noch eine kleine Notiz in derselben Zeitung zu erwähnen.[1])

Ueber im Schosse der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft gehaltene Vorträge findet man Referate, die die Ergebnisse kurz namhaft machen, in den «Verhandlungen» der genannten Gesellschaft. Wir heben aus dem letzten Bande derselben[2]) diejenigen, welche die Vorgeschichte betreffen, heraus: L. Rütimeyer: Weitere Mitteilungen zur Schweizer Ur-Ethnographie aus den Kantonen Wallis, Graubünden und Tessin und ihren prähistorischen und ethnographischen Parallelen (Fortsetzung der Untersuchung im 20. Band des «Archivs für Volkskunde»); B. Reber: Historischer Ueberblick über die Erforschung der vorhistorischen Gravürendenkmäler der Schweiz, und: Die Bedeutung und der Zweck dieser Denkmäler; K. Sulzberger: Höhlen- und Pfahlbauausgrabungen bei Thayngen (zwei neu durchforschte paläolithische Stationen, «Vordere Eichen» und «Bsetzi» bei Thayngen, lassen annehmen, dass Kesslerloch und Freudenthaler Höhle gewiss mit Unrecht bisher als reine Magdalénien-Stationen galten); D. Viollier: Observations sur la poterie de l'âge du bronze (Töpferware des Alpenquai-Pfahlbaus in Zürich); E. Tatarinoff: Alpine Bronzefunde; Raoul Montandon und Louis Gay: Une nouvelle station paléolithique au pied du Grand Salève, la Station de Grenouilles; Paul Vouga: La grotte du Four (in der Nähe derjenigen von Cotencher). — Die genannte, wertvolle und interessante Untersuchung von L. Rütimeyer ist seitdem im «Schweizerischen Archiv für Volkskunde» veröffentlicht.[3]) L. Rütimeyer erweitert darin unsere Kenntnis der Einzelformen, sowie der geographischen Verbreitung einer Reihe von primitiven Gerätschaften, die als nicht anders bereits in prähistorischen Zeiten, und meist schon im Paläolithikum gebracht nachgewiesen sind. Es sind Kerbhölzer als Werkzeuge des Schriftersatzes, Steinlampen, Kerzen aus gerollter Birkenrinde, Kinderspielzeug. Daran schliesst sich einiges über primitive Getreidezubereitung, die Verarbeitung von Kastanien, primitive Handmühlen, Kalebassen aus Flaschenkürbis und über altertümliche Züge in der Bauart. Zwölf Tafeln, die entsprechende Objekte ältester und neuer Zeit einander gegenüber stellen, führen den «ungeheuren Konservatismus» derselben aufs frappanteste vor Augen.

Allgemeine Schweizergeschichte.

Über eine detaillierte Schilderung des *Friedenskongresses von Freiburg, 25. Juli bis 12. August 1476*,[4]) lassen wir dem Autor, Albert Büchi, selbst das Wort: «Obwohl dieser Kongress schon wiederholt behandelt wurde, so ist es doch noch niemals erschöpfend geschehen und sind vor allem auch der äussere Verlauf und die Folgen der Tagung noch niemals dargestellt worden, so dass es sich wohl rechtfertigen dürfte, mit Hilfe unbekannten neueren, aber auch älteren bisher nicht berücksichtigten Quellenmaterials darauf zurückzukommen. . . .»

---

[1]) Nr. 1242.

[2]) Verhandlungen etc. 99. Jahresversammlung vom 9.—12. September 1917 in Zürich. II. Teil, S. 288—298.

[3]) Weitere Beiträge zur schweizerischen Ur-Ethnographie aus den Kantonen Wallis, Graubünden und Tessin und deren prähistorischen und ethnographischen Parallelen. 22. Bd. Heft 1 u. 2, S. 1—59.

[4]) Freiburger Geschichtsblätter, XXIV. Jahrgang, Freiburg i. Ue. 1917, S. 24—74.

Eine wichtige Arbeit von Frieda Gallati über *Eidgenössische Politik zur Zeit des dreissigjährigen Krieges,*[1]) von der erst ein Teil vorliegt, ist die erste eingehende Spezialdarstellung dieser Epoche der schweizerischen politischen Geschichte, die auf der breitesten Grundlage auch des ungedruckten Materials der in Betracht kommenden schweizerischen Archive beruht und demgemäss unsere Kenntnis erheblich erweitert. Abgesehen von mehreren Richtigstellungen von einzelnen geltenden Annahmen gelangt die Verfasserin in hauptsächlichen Punkten zu Auffassungen, die von früher vertretenen abweichen: sie betreffen die Beurteilung der Politik der evangelischen Städte, in erster Linie Zürichs, und vor allem die Stellung des Antistes Breitinger. Die Verfasserin führt aus, dass die evangelischen Städte bei ihren Vorkehrungen zum Schutze der Grenzen in den Jahren 1628—30, insonderheit auch Zürich, keine agressiven Tendenzen hatten und nimmt Breitinger dagegen in Schutz, dass er unter allen Umständen den Krieg gewollt habe, da er die einzige sich zu einem solchen bietende Gelegenheit: die Truppenforderung Bassompierres, verschmähte. Ein eigener Abschnitt, der dem Verhältnis Breitingers zu Gustav Adolf gewidmet ist, vertritt die Auffassung, dass der Antistes nicht im Widerspruch gegen die offizielle zürcherische Politik, deren Inspirator er vielmehr war, ein Bündnis mit dem Schwedenkönig betrieben habe, und beweist dies auch aus seiner Korrespondenz mit dem damals am Hofe des letztern weilenden Obersten Peblis, dessen starke Desillusion von Gustav Adolf, der u. a. auf Einführung des Lutheranismus in der Pfalz hinarbeitete — was Breitinger sehr unsympathisch sein musste — in seinen Briefen an den Antistes geradezu in Warnungen vor dem König zum Ausdruck kam, die sicher nicht wirkungslos an Breitinger abprallten; bei dieser Ehrenrettung wird auch der Zürcher Stadtschreiber Grebel mitgenommen. So kann Breitinger auch nicht länger als Verfasser von gewissen in seinem Nachlasse befindlichen Aufsätzen gelten, die durch ihre antineutrale und uneidgenössische Haltung sein Andenken beflecken würden; es ist da vielmehr ein abenteuerlicher politischer Publizist, ein Pfälzer, der in der Schweiz wirkte, heranzuziehen: Johann Philipp Spiess, dessen Persönlichkeit die Verfasserin der Vergessenheit entrissen hat. Nicht Glaubensfanatismus, sondern Glaubensverteidigung: in diesen Worten kommt der Verfasserin die Stellungnahme der am stärksten hervortretenden Persönlichkeit dieser Zeit zum Ausdruck. — Sehr interessant ist die Darlegung des Zusammenhangs der Verhandlungen der Evangelischen mit Gustav Adolfs Gesandten Rasche mit dem Kollatur- und Matrimonialstreit.

Die von Dr. Albert Leutenegger vorgelegte Darstellung eines Ereignisses der Zeit des Tyroler Aufstandes 1809, «einer vom Thurgau aus erfolgten Lieferung von Waffen und Pulver an die Tyroler und Vorarlberger», und der die Schweiz in Mitleidenschaft ziehenden Weiterungen, die dasselbe im Gefolge hatte, bezweckt «die Veröffentlichung bisher nirgends erwähnter Einzelheiten innerhalb eines bekannten Vorganges.»[2])

In einer Studie, die alle Beachtung verdient, weist Robert Walser nach,[3]) inwiefern die Besonderheit des politischen Daseins der Schweiz, in Beziehung auf ihre Stellung als Staat unter Staaten, und auf ihre inneren politischen und wirtschaftlichen Zustände, durch natürlich-geographische Gegebenheiten bedingt ist.

---

[1]) Jahrbuch für Schweizerische Geschichte. 43. Bd., Zürich 1918, S. 1*—149*.

[2]) Ein Fall von Neutralitätsverletzung im Kriegsjahre 1809. Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte, 57. und 58. Heft, Frauenfeld 1918, S. 1—35.

[3]) Zur gegenwärtigen politisch-geographischen Stellung der Schweiz. Sonderabdruck aus der Geographischen Zeitschrift, Band 23, Heft 6. Bern, Verlag von A. Franke. 1917.

Geschichte von Kantonen, Teilen von solchen, und Gemeinden. Einzelne Häuser.

Vor Jahren in der «Zürcher Wochenchronik» erschienene Aufsätze hat deren Verfasser, Dr. Conrad Escher, neu überarbeitet und auf Grund weiteren Quellenstudiums vermehrt, als *Chronik der ehemaligen Gemeinde Enge (Zürich)* in Buchform herausgegeben.[1]) Wie in seinen früheren ähnlichen Arbeiten werden einmal die Schicksale der Gemeinde als ganzer geschildert, sodann ihre einzelnen Örtlichkeiten abgehandelt; statistische Angaben folgen hier als kurzer dritter Abschnitt. Zeitlich greift die Darstellung über den im allgemeinen als Grenze gesetzten Punkt der Vereinigung mit Zürich hie und da, und hinsichtlich der ja fortbestehenden Kirchgemeinde natürlicherweise hinaus. Auch mit diesem Werkchen ist, in erster Linie den Gemeindeangehörigen, eine Gemeindegeschichte geboten, welche die bekannten Vorzüge des Verfassers: anziehende Darstellung auf zuverlässiger wissenschaftlicher Basis vereint.

Die «Blumenbleiche» in Winterthur, ein charakteristisches Haus vom Jahre 1696, das abgebrochen werden soll, der Erinnerung zu erhalten, dienen einige Worte von Dr. Albert Hablützel.[2])

Mit der als letzte von den sechs Mühlen, die ehemals auf Winterthurer Stadtboden bestanden, 1879 eingegangenen *Rietermühle* beschäftigen sich einige Seiten von Otto Schulthess.[3])

W. Hämmerli greift allerlei interessantes Detail heraus aus einem *Steürbuch für die Gemeind Heimiswil 1725*,[4]) in welchem Buch geführt wurde über die freiwilligen Leistungen der Gemeinde für fremde sowie fremder für Heimiswil bei Brandunglück.[4])

Odilo Ringholz wirft anlässlich des am letzten 5. August begangenen 300jährigen Jubiläums der St. Sebastian geweihten Kapelle des Dorfes Bennau einen kurzen Blick auf die Geschichte von Dorf und Gotteshaus.[5]) Derselbe gibt eine Zusammenstellung der Nachrichten über das 1480 auftauchende und 1728 eingegangene Gasthaus zum «Weissen Wind» in Einsiedeln, das Absteigequartier der vornehmeren Besucher Einsiedelns [6])

Von Gottfried Heer erhalten wir eine *Reformationsgeschichte der Kilchhöri Glarus*;[7]) sie erzählt nach vorausgeschickten Kapiteln über die Zustände in der Pfarrei bei Beginn der Reformation, einem auch über Zwingli als Pfarrer zu Glarus, den Gang der Ereignisse von Zwinglis Nachfolger Valentin Tschudi bis zum Landesvertrag vom 21. November 1532. Zu dieser und den früheren Darstellungen der Reformation in den einzelnen Kirchspielen des Kantons Glarus von G. Heer gesellt sich noch eine über *Mollis*.[8])

---

[1]) Mit 49 Abbildungen. Zürich 1918, 186 S.

[2]) Die Schweiz, XXII, 1918, S. 220—221.

[3]) Aus alten Urkunden, die Rietermühle in Winterthur betreffend. Separatabdruck aus dem «Neuen Winterthurer Tagblatt» vom 20./21. Dezember 1917. Winterthur 1917, 14 S.

[4]) Von W' H', Pfarrer. Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde, XIV, 1918, S. 15—27.

[5]) St. Sebastian auf Bennau. Eine Jubiläumserinnerung von Dr. P. O' R' O. S. B. Sonderabdruck aus dem «Einsiedler Anzeiger». Einsiedeln 1918, 14 S.

[6]) Das ehemalige Gasthaus zum «Weissen Wind» in Einsiedeln. Sonderabdruck aus dem «Einsiedler Anzeiger». 1918, 12 S.

[7]) Seiner Heimatgemeinde gewidmet von G' H' 1517—1917, zur Gedächtnisfeier der Reformation. Glarus. 52 S.

[8]) Zur Reformationsgeschichte der Kilchhöri Mollis. Zu beziehen durch die Kirchenverwaltung Mollis. 1918, Glarus. 40 S.

Seinen früheren Darstellungen aus der Geschichte *Murtens* hat Hans Wattelet eine neue zugefügt, die die Ereignisse zu Ende des Jahres 1830 zum Kern hat. Beigefügt ist einiges Ungedruckte.[1])

Zwei Früchte der eifrigen Bemühungen E. Kochers um die Erforschung der Geschichte des Bucheggberges liegen uns vor; beide beruhen auf eingehendem Quellenstudium. Die erste ist eine Darstellung des im 17. Jahrhundert zwischen Bern und Solothurn geführten *Streites um die Landesherrlichkeit* über dieses ihr Kondominium, der durch den Vertrag von Wynigen 1665 beendet wurde.[2]) Eine von E. Kocher und A. Furrer verfasste *Gedenkschrift der Solothurner Protestanten zum 400jährigen Jubiläum der Reformation*[3]) umfasst in drei Teilen die Geschichte der Reformation in Solothurn, des solothurnischen Protestantismus, d. h. also vornehmlich die Kirchengeschichte des Bucheggbergs und Darstellungen der einzelnen protestantischen Kirchgemeinden in ihrem heutigen Bestand. In seinem äussern Aspekt wahrt das Werkchen, das zahlreiche Illustrationen schmücken, durch gemeinverständliche Darstellung und Verzicht auf die Quellennachweise den den Umständen seiner Entstehung entsprechenden Charakter.

Reformation und *Gegenreformation von Laufen* hat Karl Gauss zu zwei sich ergänzenden Darstellungen ausersehen. Sie schildern in umständlicher, den gedruckten und archivalischen Quellen entnommener Erzählung das Detail der Ereignisse innerhalb des allgemeinen Rahmens, in dem sie sich abspielten.[4])

Von der Sammlung von Monographien über die einzelnen Basler Kirchen, zu der eine Anzahl von Basler Gelehrten sich dem Herausgeber E. A. Stückelberg beigesellt haben, liegt nunmehr auch das zweite Bändchen vor[5]) (Besprechung des ersten siehe diese Zeitschrift oben S. 121). Es behandeln darin die Pfarrkirche St. Paul Pfr. E. Miescher; die Predigerkirche Pfr. Dr. A. Küry; die Pfarrkirche St. Peter E. A. Stückelberg; diejenige von St. Ulrich Gottl. Wyss und die Antoniterkapellen W. R. Stähelin. Es wird auch auf diese Fortsetzung das in genannter Besprechung Gesagte sich anwenden lassen.

Karl Bischof durchgeht die Geschichte des Hauses «zur Augenweide» am Rheinsprung Nr. 20 in Basel an Hand der Hausurkunden, die schon 1327 beginnen.[6])

Dr. Robert Hoppelers Aufsatz: Die rätisch-lombardische Fehde 1219/1220 muss noch einmal erwähnt werden (vgl. oben S. 76), da er nunmehr einen festen Platz gefunden hat[7]) und damit erst zugänglich geworden ist.

---

[1]) Aus dem alten Murtenbiet. VI. Der Sturz der Patrizierregierung. Freiburger Geschichtsblätter, XXIII. Jahrgang, S. 111—173.

[2]) Vortrag gehalten im historischen Verein, von E' K', Pfarrer, Oberwil, am 10. November 1917. Mitteilungen des Historischen Vereins des Kantons Solothurn. (Separatabdruck aus dem «Solothurner Tagblatt» vom 8., 17., 22. Febr. u. 1., 6., 8. und 30. März 1917.) 23 S.

[3]) Hrg. vom Verband der reformierten Kirchgemeinden des Kantons Solothurn. Im Auftrag der Abgeordneten-Versammlung verfasst von E' K', Pfarrer, Oberwil, und A' F', Bezirkslehrer, Schönenwerd. 2. Aufl. Balsthal 1917, 90 S.

[4]) Die Reformation im baslerisch-bischöflichen Laufen, und: Die Gegenreformation im baslerisch-bischöflichen Laufen, I. Teil. Basler Jahrbuch 1917, S. 37—95, und 1918, S. 31—75.

[5]) Basler Kirchen. Bestehende und eingegangene Gotteshäuser in Stadt und Kanton Basel. Unter Mitwirkung zahlreicher Mitarbeiter hrg. von E. A. Stückelberg. 2. Bändchen. Basel 1918. 106 S.

[6]) Aus der Geschichte eines alten Basler Hauses. Basler Jahrbuch 1918, S. 174 bis 213.

[7]) Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 112—116.

Eine ins einzelne gehende, das kantonal-bündnerische Material verwertende Darstellung der eidgenössischen Grenzwacht in Bünden während des sardisch-österreichischen Krieges von 1848 von F. Pieth bereichert auch die schweizerische Geschichte.[1])

Eine beachtenswerte Publikation stellen Beiträge zur *Geschichte der Herrschaft Haldenstein* von Dr. Fritz Jecklin dar[2]), die eine ganz neue Quelle erschliessen: einen handschriftlichen Band des Salis-Malansischen Familienarchivs, der als Hauptbestandteile Aufzeichnungen Heinrich Ammanns über seine Erwerbung der Herrschaft sowie ein Diplomatar von 27 im Original meist verschollenen Urkunden von 1376 bis 1425 enthält; ihre Veröffentlichung in extenso nimmt den Hauptraum der Publikation ein, deren erster Teil sie und das übrige Material der Handschrift historisch und rechtsgeschichtlich beleuchtet.

Guido von Salis-Seewis beschreibt ein Manuskriptbändchen, in welchem um 1715 ein fleissiger Bürger von Soglio im Bergell Vorarbeiten für ein ausgiebiges Werk über seinen Heimatort begonnen hat, das in der Folge nicht zustande gekommen ist; sie enthalten eine Reihe kulturgeschichtlich nicht unwichtiger Notizen.[3])

B. Puorger erzählt die Geschichte der Beziehungen zwischen Grafen und Tal Misox einer- und den Bündnern und Eidgenossen anderseits während des XV. Jahrhunderts.[4])

Mitteilungen über Verhältnisse in dem abgelegenen *Samnaun* (Unter-Engadin) im 18. Jahrhundert und bis zur Gegenwart macht L. J. Vital[5]); von der *Erwerbung des Bürgerrechts in der alten Gerichtsgemeinde Ob-Porta* (Bergell) handelt V. Vassali[6]); von der Erhebung von Borgonuovo (Bergell) zu einer eigenen Pfarrei 1491 Tomaso Semadini.[7])

Dem, der sich über die in den letzten Jahren ans Licht getretenen Neuerscheinungen auf dem Gebiete der Walserforschung orientieren will, bietet sich Robert Hoppeler als sachkundiger Führer. Wir hatten bereits auf eine solche Übersicht Hoppelers hinzuweisen (Anzeiger 1915, S. 224). Seitdem ist eine Fortsetzung erschienen, welcher der Autor auch eine zum Thema gehörige neue Urkunde anschliesst.[8])

F. Pieth skizziert den Anteil der grossen Reformatoren, Luthers, Zwinglis, Bullingers und Calvins an der Bündner Reformation.[9])

---

[1]) Die Grenzbesetzung in Graubünden im Frühling und Sommer 1848. Von Dr. Friedrich Pieth. Chur 1917/18. 44 S.

[2]) Aus der ältern Geschichte der Herrschaft Haldenstein und ihrer Inhaber bis auf die Zeit Heinrich Ammanns von Grüningen. Chur 1918. V + 84 S.

[3]) Die Notizen des Gaudenzio Fasciati auf Soglio um 1715. Von Architekt G' v. S'-S', Malans. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 2—10.

[4]) Der Anschluss der Mesolcina an Graubünden 1400 bis 1500. XLVII. Jahresbericht der Historisch-antiquarischen Gesellschaft von Graubünden, 1917, S. 139—164.

[5]) Samnaun und die Klag- und Bittschrift des Tales Samnaun wider die ehrsamen fünf Gemeinden von Untertasna im Unterengadin, 1779. Von Ludwig J. Vital, a. Kreiskommandant. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 169—182.

[6]) Dr. jur. Vittorio Vassali, Advokat in St. Moritz. Ibidem 1918, S. 182—189.

[7]) Die Stiftung einer ewigen Messe in Borgonuovo. Von Pfarrer T' S', Celerina. Ibidem 1917, S. 380—383.

[8]) Zur Walserfrage II. Von Dr. R' H', Zürich. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 553 ff.

[9]) Zur Erinnerung an die Vierhundertjährige Reformationsfeier in Chur, am 31. Okt., 4. und 11. Nov. 1917. Chur 1917, 39 S. I. Beziehungen der Reformatoren zu Graubünden, von Professor Dr. F. Pieth. S. 3—28. II. Die vierte Jubelfeier der Reformation in Chur... Bericht des Kirchenrates.

Zur Geschichte des Veltlin hat Antonio Giussani einige Beiträge geliefert, unter der Form von Erinnerungsschriften an die Restauration des alten Prätoriums und den Bau des neuen Justizpalastes in Sondrio, beides von ihm kürzlich zu Ende geführt. In einer derselben finden wir Nachrichten von Inschriften und Wappen von Landvögten des Veltlin, über einige andere Inschriften und über Gemeindewappen des Veltlin im Prätorium, nebst einem Hinweis auf ein kleines, im restaurierten Prätorium untergebrachtes Museum von Altertümern. Ein weiteres Heft gibt über beim Bau des Justizpalastes gefundene Münzen (eine römische und fünf aus der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts) und Reste der mittelalterlichen Mauern von Sondrio Auskunft. Ein drittes referiert über die interessante, aus dem 11. Jahrhundert stammende Ruine der Kirche des Priorates St. Peter von Vallate in Cosio im Veltlin und die Restaurierung derselben durch den Autor.[1])

Ein von Giuliano Aliati behandeltes Manuskript, in welchem ein Pfarrer von Lanzada im Veltlin Nachricht gibt über einen von dem Gouverneur Peter de Albertini 1775—77 gegen dortige Personen geführten grossen Prozess, sowie über den von diesen 1794 zu Chur vor dem allgemeinen Bundestag angestrengten Rekurs zur Wiedererlangung der Kosten führt wieder einmal die traurigen Zustände vor Augen, unter denen sich das Veltlin unter bündnerischer Herrschaft befand.[2])

Ein *Urkundenbuch von Chiavenna*, mit dessen Veröffentlichung Antonio Ceruti 1914 begonnen hat, ist mit seiner jüngsten Fortsetzung bis zum Jahre 1204 gelangt.[3])

Th. G. Gränicher widmet einige Seiten dem *Kunzenbad* bei Zofingen, einem kleinen Bade, das vom 16. bis ins 19. Jahrhundert bestanden hat.[4])

Ein originales Werk in eminentem Sinne ist eine Monographie über das *Loetschental*, zu dem sich, wie auch schon, die Geschwister Anneler vereinigt haben, ungeachtet fleissiger Heranziehung einer beträchtlichen gedruckten Literatur. Die Darstellung durch Wort und Bild beruht auf mehrjährigem Aufenthalt an Ort und Stelle; auch die Geschichte des Tales nimmt in ihr ihren Raum ein, zu welcher der Verfasserin auch eine Anzahl ungedruckter Urkunden zur Verfügung standen.[5])

Dynasten- und Familiengeschichte.

Placid Bütler hat neuerlich die *Freiherren von Bussnang* zur Erforschung an die Hand genommen; seine Arbeit behandelt sowohl den Hauptstamm, der 1481 ausstarb, als auch die von diesem in der ersten Hälfte des XIII. Jahrhunderts abgezweigten Freiherren *von Griessenberg*, die bereits zu Anfang des XIV. Jahrhunderts erloschen. Mit dieser Abhandlung hat wiederum eines unserer bedeutenderen Adelsgeschlechter

[1]) Iscrizioni e stemmi del Palazzo di Giustizia e del Pretorio di Sondrio; Monete e mura scoperte nella costruzione del Palazzo di Giustizia in Sondrio; Il Priorato di S. Pietro di Vallate in Cosio Valtellino; alle drei: Ricordo della costruzione del Palazzo di Giustizia e del restauro del Pretorio — Sondrio — XXIII Xbre MCMXVII, Sondrio MCMXVII und Como MCMXVII.

[2]) Dott. G' A', Giustizia d' altri tempi (Il manoscritto di un Parroco Valtellinese) Periodico della Società Storica della Provincia e antica Diocesi di Como. Volume ventitreesimo. Como 1918, p. 5—31.

[3]) Dott. A' C', Cartario pagense di Chiavenna. Periodico della Società Storica della Provincia e antica diocesi di Como, Volumi ventiunesimo p. 5—42, 129—159, 230—246; ventiduesimo 37—60, 153—192, 199—236; ventitreesimo 32—72.

[4]) Das Kunzenbad und seine Umgebung. Eine historische Skizze. (Sonderabdruck aus dem Zofinger Tagblatt, Jahrg. 46.) Zofingen 1918. 16 S.

[5]) Lötschen, das ist: Landes- und Volkskunde des Lötschentales. Text von Dr. phil. Hedwig Anneler, Bilder von Kunstmaler Karl Anneler. Bern 1917. 360 S.

seine saubere Erledigung gefunden. Angefügt sind Urkunden und Urkundenregesten sowie ein Orts- und Personenregister.[1])

Über die bedeutende *Zürcherfamilie Ziegler* liegt eine Arbeit von Dr. Conrad Escher vor,[2]) die auch mündliche Traditionen und eigene Erinnerungen des Verfassers beleben; in einem besonders anziehenden Kapitel werden die hervorragenderen Glieder des Geschlechtes in kurzen biographischen Abrissen behandelt.

P. Adelhelm Jann handelt von mehreren Nidwaldner Geschlechtern (hauptsächlich den Jaun und Odermatt), und weist dabei in den Stammbäumen der meisten Nidwaldner Familien Nikolaus von Flüe nach.[3])

J. M. Weber-Streler in Zug geht der geistlichen Berufswahl in seinem Geschlechte nach.[4])

Seinen bereits früher veröffentlichten Stammbäumen ausgestorbener *Basler Gelehrtenfamilien* fügt Carl Roth diejenigen der Froben, Petri und Herwagen bei. Voraus gehen Dr. Arnold Lotz verdankte Ergänzungen und Verbesserungen zu den früheren Stammtafeln.[5])

Eine das *bündner. Bürgerrecht der Familie Micheli in Genf* betreffende Notiz veröffentlicht Dr. Friedr. Pieth in Chur.[6])

Immer wieder war bisher die Behauptung oder Vermutung vertreten worden, dass von dem bündnerischen Geschlecht Täscher sich das französische Tascher abgezweigt habe, wodurch das berühmteste Glied des letztern, Josephine, die erste Gemahlin Napoleons I., gewissermassen für Bünden in Anspruch genommen wurde. Christine von Hoiningen-Huene hat es nun unternommen, zu untersuchen, ob etwas Wahres an der alten Rede sei.[7]) Sie gewinnt in eingehender Untersuchung das gesicherte Resultat, dass nichts auf einen Zusammenhang zwischen beiden Geschlechtern führt und Josephine mit den Bündner Täscher nichts zu tun hat.

Ludwig J. Vital untersucht die Anfänge seiner Familie.[8])

Biographie.

P. Rudolf Henggeler in Einsiedeln hat die Biographien der aus dem Lande Zug stammenden Konventualen seines Stifts, nicht weniger als 58 an der Zahl, unter denen sich mehr als ein bedeutender Mann findet, zu einem Bändchen vereinigt,[9]) mit dem er seinem Heimatkanton ein hübsches biographisches Denkmal gesetzt hat; ange-

---

[1]) Jahrbuch für Schweizerische Geschichte, 43. Bd., Zürich 1918, S. 1—89.

[2]) Zürcher Taschenbuch 1918, S. 77—134.

[3]) Ein Blick in unsere Geschlechtsregister. Sonderabdruck aus dem «Nidwaldner Volksblatt», Jahrg. 50, 1917, Nr. 16—25. Stans. 18 S.

[4]) Die Geistlichkeit im Geschlecht der Weber. Auszüge aus dem Bürgerregister mit Ergänzungen. Zuger Neujahrsblatt 1918, S. 33—34.

[5]) Stammtafeln einiger ausgestorbener Basler Gelehrtenfamilien. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde XV, S. 47 ff., XVI, S. 393 ff. und XVII, S. 344—353.

[6]) Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 60—61.

[7]) Die Täscher- oder Taschenfrage. XLVII. Jahresbericht der Historisch-antiquarischen Gesellschaft von Graubünden, 1917, S. 87—138.

[8]) Etwas von der Familie Vital in Sent-Unterengadin. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 218—225.

[9]) Die Zugerkonventualen im fürstlichen Benediktinerstifte U. L. Frau zu Einsiedeln. Von P. R' H', O. S. B. Konventual und II. Archivar im Stifte Einsiedeln. Zug 1918, 169 S.

fügt hat er das Verzeichnis der Zugerinnen im Benediktinerinnenkloster in der Au bei Einsiedeln. Die die sonstigen Beziehungen zwischen Zug und Einsiedeln behandelnde Einleitung gibt hauptsächlich eine Übersicht über die Geschichte des Besitzes Einsiedelns im Kanton Zug und Nachrichten über die religiösen Beziehungen.

Eine Dissertation, die, obwohl sie unvollendet bleiben musste, doch mit Recht herausgegeben worden ist,[1]) behandelt in interessanter Weise eine Reihe von Gestalten der bündnerischen Literaturgeschichte von nicht erster Bedeutung, die bisher von der Forschung beiseite gelassen worden waren.

Jules Robbi hat kurze biographische Abrisse sämtlicher Präsidenten und Vizepräsidenten des Grossen Rates des Kantons Graubünden von 1803 bis 1917 alphabetisch geordnet zusammengestellt unter Beigabe eines chronologischen Verzeichnisses derselben.[2])

In Untersuchung der strittigen Frage, ob Hartmann II. von Chur die Bischofsweihe empfangen habe, kommt Joseph Müller zu einem negativen Resultat.[3])

Ein Beitrag zur Biographie des *Basler Bischofs Christoph v. Utenheim* ist die Veröffentlichung und Erläuterung der Wahlkapitulation der Mehrheit der Domherren mit den von der Minderheit und Utenheim beliebten Abänderungen, durch Paul Kubick.[4])

W. Köhlers Lebensbeschreibung des *Martin Seger aus Frauenfeld* ist jetzt vollständig geworden.[5]) Ein Resultat des Schlusses ist der so gut wie sichere Nachweis dass Martin Seger nicht, wie bisher angenommen wurde, Pfarrer von Ragaz gewesen ist. Drei ungedruckte Briefe von ihm sind beigefügt.

G. Büeler ist es gelungen, den *wirklichen Namen* des aus Frauenfeld stammenden Lexikographen und Pädagogen *Petrus Dasypodius* ausfindig zu machen: es ist kein anderer als der bis heute in und um Frauenfeld häufige Name Hasenfratz.[6])

W. Köhler gibt einige Nachträge zur Biographie *Biblianders,* dessen Koranausgabe betreffend.[7])

Otto Braunsberger S. J., der sich seit Jahrzehnten der Erforschung des Lebens des *Petrus Canisius* widmet, hat eine Zusammenfassung der Resultate seiner bisherigen Studien veröffentlicht,[8]) die indessen erst der Vorläufer einer dereinstigen endgültigen Biographie des Gegenreformators sein soll, die der Autor nach Vollendung der Publikation des Quellenmaterials zu schreiben vorhat. Das 16. Kapitel seines Buches behandelt die Freiburger Periode des Canisius (von 1580 bis zu seinem Tode 1597).

---

[1]) Auf der Schwelle einer neuen Zeit: Bündnerische Schriftsteller vom ausgehenden 18. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts. Von Rudolf Christoffel † XLVII. Jahresbericht der Historisch-antiquarischen Gesellschaft von Graubünden, Jahrgang 1917, S. 165—245.

[2]) Die Standespräsidenten und Vizepräsidenten des Kantons Graubünden. Von Dr. J' R', Staatsarchivar. Separatabdruck aus dem «Graubündner General-Anzeiger». VIII + 132 S.

[3]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte, XII (1918), S. 204—205.

[4]) Die Wahlkapitulation des Basler Bischofs Christoph von Utenheim vom 1. Dezember 1502. Von P' K', cand. hist. Zeitschrift für Schweizerische Kirchenge schichte, XII (1918), S. 58—64.

[5]) Zwingliana 1918, Nr. 1 (Bd. III), S. 329—337.

[6]) Der Familienname des etc. Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte, 57. u. 58. Heft, Frauenfeld 1918, S. 172—176. Mit einer Tafel (Photographien von Briefen und Siegeln).

[7]) Zwingliana 1918, Nr. 1 (Bd. III), S. 348—350.

[8]) Petrus Canisius, Ein Lebensbild. Freiburg i. Br. 1917, 333 S. (Nach der Besprechung von R. Durrer in der Schweizerischen Rundschau 1917/1918, S. 213.)

Einen Zeitgenossen des Petrus Canisius und ebenfalls eine Gestalt der Gegenreformation schildert Dr. A. Scheiwiler: *Joachim Opser*, der als Abt von St. Gallen 1577—1594 eine bedeutende Tätigkeit zur Hebung des Stifts in disziplinarischer und geistiger Beziehung entfaltete. Als Quellen standen dem Autor u. a. der Briefwechsel Joachim Opsers aus seiner Pariser Studienzeit und erhaltene Predigten zur Verfügung.[1])

Zum Basler Aufenthalt des Stempelschneiders Gabriel Le Clerc (2. Hälfte des 17. Jahrhunderts), der bisher im Dunkel lag, steuert Dr. E. Major einiges Aktenmaterial bei.[2])

Dr. A. Zesiger beschäftigt sich mit dem *Berner Goldschmied Emanuel Jenner* (1657—1741) und eingehend mit seinen Werken, die sich, in der Zahl von acht Stücken, erhalten haben.[3])

Einer der kleinen Dichter, wie sie in der letzten Zeit die Literarhistorie mit Vorliebe beschäftigen, ist der Luzerner Pfarrer Josef Ineichen, † 1818, Dialektdichter und Verfasser von zwei populär gewordenen Liedern: «s'Länderbürli» und die «Arme Greth»; das Verdienst, ihn in die Literaturgeschichte eingeführt zu haben, gebührt Ign. Kronenberg.[4])

In Heft 47 der «Basler Missions-Studien» erzählt Pfarrer F. La Roche die Entwicklung und Ausbildung eines begabten Gliedes der eigenen Familie zum Missionar-Beruf, zu dessen eigentlicher Ausübung der gleich nach Betreten seines Wirkungsfeldes vom Tode ereilte junge Mann allerdings nicht mehr gekommen ist.[5])

Alfred Rufer stellt unter Zuziehung französischer archivalischer Notizen ein Erlebnis dar, das der Dichter Johann Gaudenz von Salis als Hauptmann des Regiments Salis-Samaden 1792 in Frankreich hatte.[6])

Ein Abriss des Lebens des Darmstätters *Wilhelm Friedrich Schulz*, 1797—1860, der nach seinem Entkommen aus hessischer Festungshaft seit 1836 in Zürich aus der Kolonie der deutschen Flüchtlinge nach verschiedenen Richtungen bedeutend hervortrat, liegt von Hans Nabholz vor.[7])

Johann Madutz war ein Glarner Bergführer, der für die Erschliessung der Glarner aber auch der Berner und Walliser Alpen, und als Führer von Männern wie Oswald Heer, Arnold Escher von der Linth und Melchior Ulrich seine Bedeutung hat, die Dr. W. A. B. Coolidge in einer Darstellung seines Lebens festhält.[8])

Herausgeber der lateinischen Autobiographie des Luzerners *Anastasius Hartmann*, der im Kapuzinerorden und als apostolischer Vikar zu Patna und Bombay in Britisch Indien eine bedeutende Rolle gespielt hat (1803—1867), ist sein Ordensgenosse Jann, der die Bedeutung des Werkchens für die Schweizergeschichte — von der übrigen, von

---

[1]) Fürstabt Joachim von St. Gallen. Ein Beitrag zur Gegenreformation. Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII (1918), S. 43—57 u. 126—156.

[2]) Revue Suisse de Numismatique, XXI, 2e livraison, p. 168—170.

[3]) Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde XIV (1918) S. 9—15.

[4]) Der Dichter der «Armen Greth». Einem zu Unrecht Vergessenen gewidmet. Schweizerische Rundschau 1917/18, 18. Jahrg., S. 192—207.

[5]) Missionar Benedikt La Roche von Basel 1796—1821. Ein Lebensbild aus der Anfangszeit unserer Mission. Mit Titelbild. Basel 1918. 52 S.

[6]) Aus dem Garnisonsleben des Dichters Joh. Gaudenz von Salis-Seewis. Von A' R', Münchenbuchsee. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 73—81.

[7]) Hessische Biographien, hg. im Auftrage der Historischen Kommission für das Grossherzogtum Hessen, Bd. I, S. 404—414.

[8]) Johann Madutz 1800—1861. Ein Pionier der Schweizer Alpen. Eine biographische Skizze. Gedruckt als Manuskript. Bern 1817. 50 S.

Wichtigkeit für die allgemeine Ordens- und die katholische Missionsgeschichte, ist hier abzusehen — selbst hervorhebt: sie «beruht vornehmlich in den willkommenen Nachrichten über Hartmanns Familie und das Leben am Kollegium in Solothurn, ferner in einer überraschenden Aufhellung der kritischen Bewegungen in unserer (d. h. der schweizerischen Kapuziner-) Provinz während der 1820er und 1830er Jahre...» Die Autobiographie erfährt durch den Herausgeber in Einleitung, reichem Kommentar und mehreren Beilagen eine intensive Bearbeitung und Beleuchtung.[1])

Autobiographische Aufzeichnungen von Prof. Johann Jakob Bachofen (1815—1887), Jurist und Altertumsforscher, Entdecker des Mutterrechts, dem sein epochemachendes Hauptwerk gewidmet ist, teilt Hermann Blocher mit.[2]) 1854 auf Veranlassung von Bachofens Lehrer Savigny niedergeschrieben, gewähren diese Mitteilungen eigentlich den ersten Aufschluss über Bachofens Persönlichkeit; mit bedeutenden Bemerkungen über Dinge seines Faches in erster Linie dem Juristen wichtig, bieten sie auch allgemeines Interesse mit Auslassungen über vieles andere, auch Zeitereignisse, das sie in der Beleuchtung eines entschieden konservativen Mannes zeigen.

Richard Meyer hat einen seinem Bruder, dem berühmten chemischen Entdecker *Viktor Meyer* gewidmeten Nachruf zu einer ausführlichen Biographie desselben erweitert,[3]) die besonders auch den Briefwechsel in viel weitgehenderem Masse, als es dort geschehen ist, heranzieht. Diese Darstellung Viktor Meyers durch ihn selbst kommt auch reichlich dem Kapitel über seine Zürcher Zeit zu gute, das einen interessanten Beitrag zur Geschichte der Universität Zürich darstellt.

Mit einem Aufsatz über *Gottfried Kellers ossianische Landschaften* hat Paul Schaffner einen hübschen Beitrag zum Thema: Gottfried Keller als Maler geliefert.[4]) Er behandelt darin dessen heroische Phantasie-Landschaften mit ossianischem Stimmungsgehalt, indem er den Zusammenhang dieser Gattung Keller'scher Malerei mit ihrer Zeit klarlegt und die wenigen erhaltenen Beispiele analysiert, unter Zuziehung von Parallelen aus den literarischen Werken Gottfried Kellers. Die Arbeit ist übrigens einer grösseren Abhandlung über Gottfried Keller als Maler und Kritiker entnommen, die bald erscheinen soll.

Ein Aufsatz von Karl Emil Hoffmann über *Jakob Burckhardt als Dichter*[5]) befasst sich nicht allein mit den Versen Jakob Burckhardts, sondern geht auch dem dichterischen Element in seinen gelehrten Arbeiten nach.

Aus persönlicher Erinnerung schöpft Arnold von Salis anziehende Schilderungen, die *Jakob Burckhardt* von den verschiedensten Seiten zeigen: als Lehrer am Basler Pädagogium — hier tritt v. Salis z. T. der ungünstigeren Beurteilung in Spittelers Erinnerungen entgegen —, als Universitätslehrer, als populären öffentlichen Vortragenden, und im persönlichen Umgang: hier sind äusserst interessante Urteile über Welt

---

[1]) Die Autobiographie des Dieners Gottes Anastasius Hartmann O. Min. Cap. Titularbischofs von Derbe und apostolischen Vikars v. Patna. Mit Anmerkungen und einem Anhange, hg. von P. Dr. Adelhelm Jann O. Min. Cap., Professor am Lyzeum und Gymnasium in Stans. Mit sechs Abbildungen. Ingenbohl 1917. 107 S.

[2]) Basler Jahrbuch 1917, S. 295—348.

[3]) Victor Meyer, Leben und Wirken eines deutschen Chemikers und Naturforschers 1848—1897. Mit 1 Titelbild, 79 Textabbildungen und der Wiedergabe eines Originalbriefes. (Grosse Männer. Studien zur Biologie des Genies. Hg. von Wilhelm Ostwald, 4. Bd.) Leipzig 1917. IV + 471 S.

[4]) Mit drei Kunstbeilagen. Die Schweiz, Jahrgang XXII, 1918, S. 189—196.

[5]) Ein Vortrag von K' E' H'. Basel 1918. 56 S.

und Menschen, Kunst, Musik, Literatur, die verschiedensten Wissenschaften, Politik und Zeitereignisse, Religion reproduziert.[1])

Beiträge zum Verhältnis zwischen Jakob Burckhardt und Arnold Böcklin, nämlich Briefe Jakob Burckhardts von 1851 und Auszüge aus Briefen von 1861 und 1862, teilt R. Oeri-Sarasin mit in der Absicht, damit dem Andenken des Schreibers in betreff des Bruches zwischen den beiden Männern, wo er zu schlecht wegkomme, zu dienen.[2])

Dr. A. Langmesser gibt die kurze Lebensbeschreibung eines tüchtigen schweizerischen Militärs bündnerischer Herkunft.[3])

Der letzte Band der «Verhandlungen der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft» widmet folgenden verstorbenen Mitgliedern derselben Nekrologe: Pierre E. Chappuis, 1855—1916, von Hans Zickendraht; Em. Aug. Goeldi, 1859—1917, von Th. Studer; Prof. Carl Hartwich, 1851—1917, von Robert Eder; Marie Heim-Vögtlin, 1845—1916, von Albert Heim; Louis Isely, 1854—1916, von Emile Marchand; Theodor Kocher, 1841—1917, von Dr. Albert Kocher; Edouard Sarasin, 1843—1917, von Luc de la Rive; Fortunat Zyndel, 1882—1917, von Aug. Buxtorf.[4])

Prof. Jos. Troxler schildert das Lebenswerk *Adolphe Ribaux'* (*1864—1915*), derals Lyriker, Novellist, Romancier und Reiseschriftsteller sich einen Platz in der französischen Literatur errungen und als Dramatiker sich ein Hauptverdienst um die Blüte des nationalen Volkstheaters in der Westschweiz erworben hat. Das Interesse der hübschen kleinen Würdigung geht vom Uebertritt des Künstlers zum Katholizismus auf dem Totenbette, aus, zu dem Ribaux sich als Künstler hingezogen fühlte: eine eigentliche religiöse Entwicklungs- und Bekehrungsgeschichte schliesst sein Leben nicht in sich.[5])

Einige gut gelungene biographische Nachrufe von in den letzten Jahren verstorbenen Baslern haben z. T. mehr nur für deren engere Heimat Interesse. Sie betreffen den Architekten *Emil Fäsch*, dessen Wirken als praktischer Architekt und Leiter des Gewerbemuseums und Lehrer der Gewerbeschule in Basel, daneben als Geistlicher an der apostolischen Gemeinde, sein Lehrer Friedrich von Thiersch, durch Freundschaft und übereinstimmende religiöse Gesinnung mit ihm verbunden, schildert;[6]) weiter *Carl Sebastian Haegler*, 1862—1916, der als Chirurge der Basler Universität eine segensreiche Wirksamkeit entfaltet hat, von Arnold von Salis-Haegler,[7]) ferner den Germanisten *Albert Gessler*, 1862—1917, der auch als erster journalistischer Theater-, Literatur- und Kunstausstellungen-Kritiker im Leben seiner Vaterstadt hervortrat, dessen Persönlichkeit mit Sympathie und Einsicht Wilhelm Altwegg schildert;[8]) endlich

[1]) Zum hundertsten Geburtstag Jakob Burckhardts. (Erinnerungen eines alten Schülers.) Basler Jahrbuch 1918, S. 270—306.

[2]) Basler Jahrbuch 1917, S. 252—275.

[3]) Kommandant Mathias Luzi, 1821—1901. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 15—26.

[4]) 99. Jahresversammlung etc. I. Teil, Anhang: Nekrologe und Biographien verstorbener Mitglieder etc. und Verzeichnisse ihrer Publikationen, hg. von der Denkschriften-Kommission. 96 S.

[5]) Schweizer Konvertiten. Separat-Abdruck aus den Monat-Rosen, Organ des Schweizer. Studentenvereins. 16 S.

[6]) Emil Fäsch, Architekt. Geb. 14. Juli 1865, gest. 23. Dezember 1915. Von Fr' von Th', München. Basler Jahrbuch 1917, S. 195—212.

[7]) Carl Sebastian Haegler. Dr. med. et chir. Professor e. o. Basler Jahrbuch 1917, S. 1—36.

[8]) Basler Jahrbuch 1918, S. 1—30.

den vorzüglichen Arzt *Dr. Rudolf Oeri-Sarasin* (1849 – 1917), auch literarisch tätig (vgl. hier oben 202), dessen Leben Paul Barth erzählt.[1])

Lebenserinnerungen *O. P. Baumgartners*, Pfarrers und 1875—1894 († 1916) Direktors der Lehranstalt Schliers sind von Ida Baumgartner-Krüsi herausgegeben und durch Nachtragung der letzten Jahre ergänzt worden. In frühere Zeit führt uns die beigedruckte (schon als Sonderbroschüre veröffentlichte) Biographie des Vaters Baumgartners.[2])

Biographische Aufzeichnungen verschiedener Art. Briefe.

Eine Arbeit von Fritz Baur über *Jakob Meyer*, der seit 1668 in Basel das Amt eines «Lohnherrn» bekleidete, d. h. in der Hauptsache etwa eines Kantonsbaumeisters für Hoch- und Tiefbau, und der Kartograph und Verfasser einer Reihe mathematischer Lehrbücher war, benutzt mehrere Kalender, welche die täglichen Aufzeichnungen Jakob Meyers, seine Amtstätigkeit, aber auch neben privaten Angelegenheiten Ereignisse seiner näheren und weiteren Umwelt betreffend, von 1670 bis zu seinem Tode 1674 enthalten; sie stellen wichtige kulturgeschichtliche Dokumente dar.[3])

Ein Basler, der im Ausland eine hervorragende Rolle gespielt hat, war der gleichnamige Sohn des Bürgermeisters *Andreas Merian* (1772—1828) mit dessen Schicksalen und Anschauungen Edgar Refardt uns an Hand von nachgelassenen Papieren bekannt macht.[4]) Andreas Merian, ein sehr gescheiter und gebildeter, vorzüglich auch mit philologischer Neigung ausgestatteter Jurist, und wie sein Vater hochkonservativ, war während der Vorherrschaft Napoleons als dessen heftiger Gegner in der österreichischen Diplomatie beschäftigt und stand nach Oesterreichs Bündnis mit Napoleon 1812 in russischen Diensten.

Im «Zürcher Taschenbuch» 1885 und 1886 hat F. O. Pestalozzi von den «Bulletins» Lavaters an Häfelin und Stolz in Bremen aus dem Jahre 1798 über die Ereignisse in der Schweiz herausgegeben; der letzte dort mitgeteilte Brief ist vom 21. April. In einer neuen Publikation[5]) ist nun die Reihe bis zum 21. Juni (jedoch unter Weglassung von einzelnem früheren) fortgeführt, und zwar nach einer eigenhändigen Abschrift Lavaters im Besitz des Herausgebers, die von F. O. Pestalozzis Text an manchen Stellen abweicht.

Rudolf Thommen veröffentlicht 17 Briefe des Sohnes Peters Ochs, Eduard Ochs, der seinen Namen 1818 in His umänderte, von 1816 bis 1840, und begleitet sie mit Anmerkungen.[6]) Sie begleiten die Zeitereignisse; vorzüglich kommen in ihnen auch die Erschütterungen der 30er Jahre in Basel zur Sprache.

---

[1]) Basler Jahrbuch 1918, S. 214—230.

[2]) Erfahrungen aus meinem Leben. Anhang: Ein origineller Schulmeister aus dem Toggenburg. Mit dem Bild des Verfassers und Ergänzungen. Weinfelden 1917. 111 S.

[3]) Aus den Aufzeichnungen des Lohnherrn Jakob Meyer. 1670—1674. Basler Jahrbuch 1917, S. 213—251.

[4]) Aus den Papieren des russischen Staatsrates Andreas Merian. Basler Jahrbuch 1918, S. 76—173.

[5]) Briefe Lavaters an seine Bremer Freunde 1798, hrg. von Dr. R. N. Zürich 1918. 156 S.

[6]) Aus Briefen eines Baslers vor hundert Jahren. Basler Jahrbuch 1917, S. 167 bis 194.

Sieben Briefe von einer jungen Angehörigen der Schweizerkolonie in Bergamo vom März bis zum Oktober 1848, veröffentlicht von Felix Burckhardt,[1]) gewähren ein Bild von der Stimmung, mit welcher Schweizer den Ereignissen in Italien gegenüberstanden; es war die ihrer italienischen Umgebung.

Acht Briefe des Historikers *Onno Klopp* († 1903), der 1873 zur katholischen Kirche übertrat, aus den Jahren 1858—1861, herausgegeben von Dr. P. Emmanuel Scherer in Sarnen,[2]) seien hier erwähnt, weil sie an den Schaffhauser Friedrich Hurter, bekanntlich ebenfalls Konvertit, gerichtet sind.

Man wird Ferdinand Schwarz als Herausgeber von *Isaak Iselins Reisetagebuch 1754*[3]) kaum einer zu grossen Voreingenommenheit für seinen Autor zeihen können, wenn er dessen Werkchen «eine entzückende Lektüre» nennt, «die von Seite zu Seite an Interesse und Spannung zunimmt»; Interesse und Spannung weiss übrigens der Herausgeber bereits in seiner Einleitung geschickt wachzurufen. Neben diesen Wert der Publikation, der sie zu einer Bereicherung der «schönen Literatur» stempelt, tritt ihre historische und kulturgeschichtliche Bedeutung. Es handelt sich um die Reise Iselins mit seinem Onkel Isaak Burckhardt, Abgeordneten zur Tagsatzung, nach Frauenfeld und weiter Baden; auf der Rückreise verweilte Iselin auch eine Zeitlang in Zürich. Dinge und Personen treten in scharfer Charakteristik des Reisenden hervor. Zugleich ist das Tagebuch ein «Beitrag zur Aufhellung der bis jetzt fast unbekannten Jugendzeit Isaak Iselins.» Anmerkungen betreffen meist die vorkommenden Personen.

Edgar Refardt teilt mit Anmerkungen versehen *Bürgermeisters Andreas Merians Reyssbeschreibung nach Chambéry zur Complimentierung des französischen Kaysers als König von Italien* im April 1805 mit.[4]) Es ist nicht die offizielle Relation des Gesandten sondern ein privates während der Reise geführtes Tagebuch.

«Eine kleine Spazierreise durch einige Gegenden der Kantone Thurgau, Sentis und Zürich» hat ein Schaffhauser Pfarrer seine Schilderung dieser Reise, die er im Jahre 1800 ausführte, überschrieben; Adolf Nabholz teilt seinen Bericht im Auszug mit.[5])

Mit der Beschreibung, die ein französischer Pfarrer in Basel von seiner 1783 bewerkstelligten Reise ins Berner Oberland hinterlassen hat, macht uns Eduard Bähler teils im Auszug, teils durch Wiedergabe von Stücken in extenso bekannt.[6])

Religion und Kirche.

1. Reliquien. Heilige.

Auf dem Gebiete der Lipsano- und Hagiographie ist E. A. Stückelberg weiter unermüdlich tätig. Es sei auf das hier oben S. 116—118 von ihm veröffentlichte Verzeichnis sämtlicher bekannten *schweizerischen Reliquienrotel des IX. bis XX. Jahrhunderts*

---

[1]) Briefe aus der Schweizerkolonie in Bergamo über die Revolution von 1848. Zürcher Taschenbuch 1918, S. 182—210.

[2]) Oesterreich und Preussen-Deutschland. Briefe von Onno Klopp an Friedrich von Hurter aus den Jahren 1858—1861. Mit einer Einleitung und Anmerkungen hrg. von . . . Schweizerische Rundschau 1917/1918, 18. Jahrg., S. 37—56 und 100—112.

[3]) Basler Jahrbuch 1917, S. 96—166.

[4]) Basler Jahrbuch 1917, S. 276—294.

[5]) Eine kleine Schweizer Spazierreise anno 1800. Die Schweiz, 22, 1918, S. 335—344.

[6]) Eine Reise nach dem Berner Oberland 1783 nach den Aufzeichnungen von Abraham Henri Petitpierre, französischem Pfarrer in Basel, hrg. von Prof. Dr. E' B', Pfarrer in Gampelen. Neues Berner Taschenbuch für das Jahr 1918, S. 101—188.

hingewiesen. Kleine Beiträge zur schweizerischen Hagiographie von ihm weisen die «Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte» (den hl. Ludwig von Toulouse [Ord. Min.], Nicasius von Rheims, Eustasius von Luxeuil betreffend)[1]) und die «Tessiner Blätter» auf, wo er eine Zusammenstellung bildlicher Zeugnisse des Kultus des Sennenheiligen Luguzonus — San Luzio gibt.[2]) *Das Patronat des Gnadentals zu Basel* betrifft eine Polemik zwischen Stückelberg und Felix Stähelin.[3])

Einen neuen Reliquienrotel veröffentlicht und beleuchtet eingehend Konrad Lütolf. Er gibt über den Heiltümerschatz von Beromünster Auskunft und rührt von dem dortigen Kaplan Johann Dörflinger (zweite Hälfte des 15. Jahrhunderts), der ihn aus älteren Verzeichnissen und Authentiken zusammengestellt und dem silbernen Evangeliar von Beromünster angefügt hat.[4])

In einer Arbeit, die Johann Dorn über die wichtigsten Kirchenpatrozinien Deutschlands publiziert, berücksichtigt er in einem alphabetischen Verzeichnis der Patrone weitaus der meisten vor Mitte des 13. Jahrhunderts gegründeten Klöster, Dom- und Kollegiatstifte auch die Schweiz.[5])

Konrad Kurz handelt von der *Erinnerungsfeier an die Überbringung der Überreste der hl. Hilaria in Mellingen im Jahre 1756*[6]); er fügt einige Quellenbelege über die Einführung ihres Kultes in die Schweiz bei.

In zweifacher Redaktion erhalten wir von Ferdinand Vetter eine Darstellung über den ersten St. Galler Abt *St. Otmar*,[7]) sein Leben und die Rolle, die seine Gestalt in der Erinnerung von seinem Tode bis heute gespielt hat; der weitläufigeren von ihnen sind die Zeugnisse seines Nachlebens in kultisch-liturgischer und sonstiger Beziehung, bereits gedruckte und bisher bloss handschriftliche, beigefügt. Durch zahlreiche Übersetzungen aus denselben in deutsche Verse belebt der Verfasser seinen Text, der auch stellenweise wohl etwas phantasievoll-ausmalend verfährt und überhaupt der Begeisterung des Verfassers für seinen Gegenstand einen lebhafteren Ausdruck gewährt, als das gewöhnlich in rein wissenschaftlichen Produkten der Fall ist. Es könnte vielleicht bei dieser ansprechenden Schilderung der eine oder andere in Einzelheiten einen gewissen Mangel einer letzten kritischen Beherrschung des Stoffes in historischer Hinsicht konstatieren. Von derartigen Kleinigkeiten, die uns aufgefallen sind, sei gestattet, wenigstens eine hervorzuheben: die Benutzung der sog. Dicta abbatis Pirminii zur Ausmalung des Heidentums unserer alamannischen Gegenden im VIII. Jahrhundert: es wird wohl dabei bleiben müssen, dass diese Schrift als in der Hauptsache auf Martin von Bracara um 580 zurückgehend für Zeit und Wirkungskreis Pirmins nicht herangezogen werden darf.

---

[1]) 1918, XII, S. 198—199.

[2]) Tessiner Luguzonusbilder aus acht Jahrhunderten. (Mit 6 unveröffentlichten Abbildungen). Tessiner Blätter Jahrgang 1918, Heft 9, S. 144—147.

[3]) Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. Bd. XVII, S. 225—226 u. 386—387.

[4]) Dörflingers Reliquienverzeichnis von Beromünster. Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII (1918), S. 157—197.

[5]) Beiträge zur Patrozinienforschung. Archiv für Kulturgeschichte, XIII. Bd. S. 220—255.

[6]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII (1918), S. 76—80.

[7]) Sankt Otmar, der Gründer und Vorkämpfer des Klosters St. Gallen. Jahrbuch für Schweizerische Geschichte, 43. Band, Zürich 1918, S. 91—193; und im Auszug unter dem Titel: Sankt Otmar, der Gründer von St. Gallen und Staatsgefangener von Werd-Eschenz, in: Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte, 57. und 58. Heft, Frauenfeld 1918, S. 177—210.

Das prächtige Quellenwerk von Robert Durrer über den *Bruder Klaus* ist zur ersten Hälfte des zweiten Halbbandes vorgeschritten; sie umfasst die Dokumente über sein Leben von 1482 an und aus der Zeit nach seinem Tode bis 1500. Auch dieser Band enthält eine Fülle z. T. äusserst interessanten urkundlichen Materials; aus den zahlreichen bisher ungedruckten Stücken seien beispielsweise herausgegriffen so wichtige wie der Bericht des ausserordentlichen Mailänder Gesandten in dem Streite zwischen dem Herzog und den Eidgenossen um die Worte «nominatis et non nominatis» in dem abzuschliessenden Zusatzvertrag zu dem Kapitulat 1479/80, Bernardino Imperiali, über seinen und des ordentlichen Gesandten Moresini Besuch bei dem Einsiedler im Jahr 1483; die theologische Abhandlung des Petrus Numagen mit einer Untersuchung über Bruder Klausens Wunderfasten, übersetzt und durch einen theologischen Kommentar erläutert von Dr. Theodor Mathis, Pfarrhelfer in Beckenried, die älteste Biographie mit Officium von Heinrich von Gundelfingen von 1488, die zum ersten Mal im Zusammenhang veröffentlichten, z. T. bald nach Nikolaus von Flüh's Tod aufgenommenen Zeugenaussagen im sog. Kirchenbuch von Sachseln, die teilweise eine wichtige biographische Quelle darstellen. Auf die Vorzüge des Werkes, das sich einerseits in kritischer Bearbeitung und Kommentierung als eine wissenschaftliche Leistung ersten Ranges darstellt, anderseits dem Charakter einer populären Darbietung, der zugleich in der Absicht dieses dem Unterwaldner Eremiten errichteten Monumentes liegt, in erster Linie durch die den fremdsprachigen Texten beigegebenen Übersetzungen, auf schönste gerecht wird, braucht nicht weiter zurückgekommen zu werden. Unter den bildlichen Reproduktionen im Text, die den Band schmücken, findet man die Illustrationen des ältesten Druckwerkes über Bruder Klaus in den einander gegenübergestellten Varianten zweier verschiedener Ausgaben. Mehrere Facsimiles und Reproduktionen auf Tafeln fehlen nicht.[1])

Rudolf Henggeler stellt die Beziehungen zwischen dem Bruder Klaus und dem Benediktinerorden zusammen; es sind solche bis zu und — in der Mehrzahl — seit seinem Tode zu Engelberg, Einsiedeln und Muri.[2])

Als Beitrag zur Bruder Klausen-Biographie ist auch ein Aufsatz zu nennen, in dem P. Dr. Adelhelm Jann die dürftigen Angaben über Hemma Ruobärt, Bruder Klausens Mutter, zu einem in erster Linie dem Volke ihrer engern Heimat gewidmeten Lebensbild derselben erweitert.[3])

2. Orden.

Eine umfänglichere Arbeit von Sr. Inigo Feusi über das *Institut der Gottgeweihten Jungfrauen* und sein Fortleben im Mittelalter[4]) sei hier erwähnt im Hinblick auf ein Kapitel über Churrätien, das die bezüglichen Bestimmungen der Lex Romana Raetica über solche Sanctimonialen erörtert.

---

[1]) Die ältesten Quellen über den seligen Nikolaus von Flüe, sein Leben und seinen Einfluss, gesammelt und erläutert und im Auftrag der h. Regierung der Kantons Unterwalden ob dem Kernwald auf die fünfhundertste Wiederkehr seiner Geburt hrg. von Dr. R' D', II. Halbband, 1. Hälfte. Sarnen 1918, S. 205—520.

[2]) Der selige Bruder Nikolaus von Flüe und der Benediktinerorden. Von P. R' H' O. S. B. Sonderabdruck aus der Quartalschrift «Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens und seiner Zweige». Neue Folge, Jahrgang 8, Heft 1. (Salzburg 1918), 16 S.

[3]) Sonderabdruck aus dem «Nidwaldner Volksblatt». Dez. 1917—Jan. 1918. Stans 1918. IV+16 S.

[4]) Diss. Phil. Freiburg i. d. Schweiz. Freiburg 1917. XVI+235 S.

3. Einzelne Kirchen und Gotteshäuser.

Die Fortsetzung einer früher begonnenen Arbeit von Hermann Henrici über die *Entstehung der Basler Kirchenverfassung*[1]) stellt die Entwicklung von der Einführung des Bekenntnisses von 1534 bis zur Organisation in den 70er Jahren des 19. Jahrhunderts dar.

Eine Abhandlung von J. P. Kirsch verfolgt die kirchliche Besiedelung im Gebiet des Kantons Freiburg vom ausgehenden Altertum bis ins XI. Jahrhundert,[2]) während der Zeit also, aus der direkte historische Zeugnisse mangeln. Für sie treten Indizien ein, wie sie die Ortsnamenforschung — die zur Unterscheidung verschiedener Schichten von Pfarrkirchen-Gründungen führt — sowie die Betrachtung der übrigen religiösen, politischen und wirtschaftlichen Entwicklung an die Hand geben, durch deren scharfsinnige Kombinierung Kirsch zu einer Anschauung vom Gange der Entwicklung gelangt.

Mgr. Folletête veröffentlicht sieben Briefe, welche die Gründung des Trappistenklosters Lulleworth in England durch die 1791 nach Valsainte geflüchteten Mönche von La Trappe betreffen.[3])

In Fortsetzung und Schluss der *Geschichte des Kluniazenser-Priorates Rüeggisberg*[4]) bringt Franz Wägler dessen Besitzungen und Einkünfte, sowie die Rechtsverhältnisse seiner Untertanen und Lehensleute zur Darstellung. Eine Schlussbetrachtung findet die Gründe des frühen Verfalls dieser Stiftung in seiner Abhängigigkeit von dem Mutterkloster. Exkurse über mehrere strittige Fragen, über Kaiser und Königsdiplome für Rüeggisberg (mit einer Übersicht über die Forschung betreffend ihre Echtheit), über Zähringerurkunden und über das Kartular von Rüeggisberg, eine Liste der Prioren und Regesten der noch ungedruckten Urkunden von 1378 an nebst einem Namenregister schliessen das Werk ab.

Von einer Monographie über ein anderes Gotteshaus, das *Chorherrenstift Bischofszell*, von Albert Scheiwiler, ist der erste Teil erschienen.[5]) Er untersucht die nicht klar liegende Überlieferung über die Gründung, legt die rechtlichen Verhältnisse des Stifts dar und behandelt das Stiftsgut.

Albert Büchi veröffentlicht *Urkunden und Akten zur Geschichte des Augustiner Chorherrenstifts auf dem grossen St. Bernhard*, sieben an der Zahl, aus der Zeit von 1503—1513.[6])

Odilo Ringholz behandelt die *ehemaligen protestantischen Pfarreien des Stiftes Einsiedeln*, d. h. die diesem inkorporierten oder patronatsweise angehörenden Pfarreien im Kanton Zürich, in der Zeit der Reformation selbst und später[7]).

P. X. Weber veröffentlicht die Auszüge Cysats aus dem verschollenen *ältesten Jahrzeitbuche der Luzerner Barfüsser*, denen er die von Cysat niedergeschriebene Tradition der Luzerner Minoriten über die Niederlassung ihres Ordens in Luzern und eine ein

---

[1]) Die Entstehung der Basler Kirchenverfassung. Von Dr. H' H'. Schweizerische Theologische Zeitschrift, XXXV. Jahrgang 1918, S. 40—52.

[2]) Die ältesten Pfarrkirchen des Kantons Freiburg. Freiburger Geschichtsblätter, XXIV. Jahrgang, Freiburg i. Ue. 1917, S. 75—142.

[3]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII, 1918, S. 101—118.

[4]) Freiburger Geschichtsblätter XXIII, S. 1—110.

[5]) Geschichte des Chorstifts St. Pelagius zu Bischofszell im Mittelalter. Diss. phil. 1. Zürich. Frauenfeld 1918. (2 +) 102 S.

[6]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII, S. 81—100.

[7]) Von Dr. P. O' R' O. S. B. Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte XII, 1918, S. 1—22.

Bruderhaus in Koppen zu Luzern betreffende Urkunde von 1471 beifügt. Die Einleitung fasst auch eine kritische Untersuchung über den Zeitpunkt der Niederlassung in sich.[1])

Von den Beziehungen zwischen *Zug und Einsiedeln*[2]), die sich aus Einsiedelns Besitz im Zugerland, aus Wallfahrt und der Wirksamkeit von Zugern zu Einsiedeln ergeben, handelt Rudolf Henggeler.

Ad. Fäh erzählt nach den bezüglichen reichlichen Akten die *Baugeschichte der Stiftskirche in Pfävers*[3]), die nach dem Brande von 1665 errichtet wurde.

Eine Festschrift zum 25-jährigen Bestand der katholischen Liebfrauenpfarrei in Zürich gibt die Ereignisse dieser Zeit annalistisch nach den einzelnen Jahren zusammengestellt[4]).

Eigentlich polemischer Natur sind einige im Folgenden zu erwähnenden Schriften. Die neueste vom katholischen Standpunkt aus unternommene Behandlung der Ereignisse bei der Aargauer Klosteraufhebung, die J. Oesch zum Verfasser hat[5]), will der (in dieser Zeitschrift 1917, S. 191 ff. gewürdigten) Biographie des Bundesrates Frey-Herosé von Hans Schmid, die ja neben ihrer wissenschaftlichen Absicht sich auch in gemeinverständlicher Weise an weitere Kreise wendet, in dieser speziellen Partie ein Gegengewicht bieten. Durchaus einem parteipolitischen Zweck des Moments dient eine Schrift über die *Aufhebung des Klosters Mariastein und der Stifte St. Leodegar in Schönenwerd und St. Urs und Viktor in Solothurn*, die das Zentralkomite der freisinnig-demokratischen Partei des Kantons Solothurn auf die Wahlen vom Juli 1917 herausgab[6]). Eine temperamentvolle Entgegnung, soweit es sich um Mariastein handelt, aus der Feder von Dr. J. Kälin, beleuchtet vom gegnerischen Standpunkt aus die Vorgeschichte der Aufhebung (1874)[7]).

4. Verschiedenes.

Eduard Wymann veröffentlicht aus einer von einem Diener des Ritters Melchior Lussi abgefassten Beschreibung einer von ihnen und andern Schweizern unternommenen Pilgerreise nach Jerusalem eine Partie, die von dem Besuche der Reisenden bei Karl Borromeo handelt; ferner einen italienischen Brief Lussis an Borromeo vom 10. Dezember 1583 über seine Heimreise[8]).

Aus verschiedenen Archiven hat Joseph Müller Notizen über 54 Geistliche italienischer Herkunft zusammengestellt, die im Kanton Uri gewirkt haben[1]).

---

[1]) Das älteste Jahrzeitbuch der Barfüsser zu Luzern (c. 1290—1518). Der Geschichtsfreund LXXII. Bd. Stans 1917. S. 1—68.

[2]) Eine geschichtliche Studie über die Beziehungen zwischen Zug und Einsiedeln von P. R' H', II. Archivar, Stift Einsiedeln. Zuger Neujahrsblatt 1918, S. 3—8.

[3]) Von Dr. A' F', Bibl. Anzeiger für schweizerische Altertumskunde XIX, 1917, S. 192—214.

[4]) Denkschrift zum 25-jährigen Jubiläum der Liebfrauenpfarrei in Zürich 1893 1. Januar—1918. Von Dr. Theodor Usteri, Vicepräs. des Kirchen-Vorstandes und Basilius Vogt, Pfarrer 32 S.

[5]) Streiflichter auf die Klosteraufhebung im Kanton Aargau zu Anfang der 1840er Jahre. Eine historische Studie. St. Gallen 1917. 115 S.

[6]) [Illustriert.] (Solothurn 1917.) 35 S.

[7]) Der Castexhandel das Vorspiel zur Aufhebung des Klosters Mariastein. Separatabdruck aus dem «Solothurner Anzeiger». Solothurn 1917. IV+62 S.

[8]) Ein schweizerischer Besuch bei Kardinal Karl Borromeo im Mai 1583. Zeitscchrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII (1918) S. 65—75.

[1]) Preti di nazione Italiana nel cantone d'Uri di Giuseppe Müller. Ibidem XII, p. 119—125.

Notizen über aus Graubünden stammende Angehörige des 1608 zu Attinghausen gegründeten, 1677 nach Altdorf verlegten Franziskanerinnenklosters gibt Eduard Wymann[1]).

Einen Ueberblick über den neuen *Codex iuris canonici der römischen Kirche* gibt Nicht-Fachleuten des kanonischen Rechts Hermann Henrici[2]). Er orientiert kurz über die bisherige Entwicklung des kanonischen Rechts, deren Endpunkt diese Gesetzgebung darstellt, und legt sodann das Hauptgewicht auf die für den vom nichtkatholischen Standpunkt an das Werk Herantretenden interessantesten Partien desselben, die Berührungspunkte mit der Sphäre staatlicher Gesetzgebung.

Rechts- und Verwaltungsgeschichte.

In einer sehr interessanten und aufklärenden Abhandlung, die eine Etappe in der Entwicklung schweizerischer rechtsgeschichtlicher Forschung bedeuten dürfte, untersucht Heinrich Glitsch Charakter, Bedeutung, Tragweite der strafrechtlichen Bestimmungen im *Zürcher Richtebrief*, indem er das Verhältnis derselben zu dem von ihnen vorgefundenen Zustand, zum Landrecht und zum Landfriedensrecht eindringend behandelt[3]).

Roland Fleiner bezweckt in allgemeinen historisch-rechtsphilosophischen Ausführungen vornehmlich die Wirksamkeit und die Entwicklung der staatrechtlichen Theorie von der Volkssouveränetät in der Zürcherischen Geschichte vom Beginn der Restauration bis 1842 darzutun.[4])

Auf Robert Hoppelers Publikation einer älteren Redaktion der *Offnung von Berg am Irchel* in dieser Zeitschrift 1917, S. 246—250 sei kurz verwiesen.

Von Nationalrat O. Hunziker rührt eine gemeinverständliche Darstellung der schweizerischen Bundesverfassung und ihrer Entstehung[5]).

Das Salzrecht im Kanton Zürich seit 1869 behandelt auf Grund von ungedruckten und gedruckten Quellen J. Brandenberger[6]).

J. Simonet geht den Fällen der Anwendung des «Ius primarum precum» durch die Kaiser dem Domstift Chur gegenüber nach[7]).

Eine aus dem archivalischen Material gewonnene Arbeit von Fritz Rippmann gibt nach einer Uebersicht über die rechtliche Entwicklung von *Stein a. Rh.* bis zum Schirmvertrag mit Zürich von 1484 eine Darstellung der durch diesen begründeten

---

[1]) Klosterfrauen aus Graubünden in Attinghausen und Altdorf. Von Staatsarchivar Dr. E' W', Altdorf. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 109—111.

[2]) Das Gesetzbuch der katholischen Kirche (Der neue Codex iuris canonici). Von Dr. H' H', Privatdozent für deutsches Recht und schweizerisches Privatrecht an der Universität Basel. Basel 1918. 82 S.

[3]) Zum Strafrecht des Zürcher Richtebriefs. Von Herrn Privatdozenten Dr. H' G' in Leipzig. Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte S. 203—268.

[4]) Einflüsse von Staatstheorien der Aufklärungs- und Revolutionszeit in der Schweiz. In ihrer Entwicklung und Umbildung durchgeführt an der Repräsentativ-Verfassung des Kantons Zürich 1814—1842. Diss. der staatswissenschaftl. Fak. Zürich, genehmigt . . . 28. Juli 1917. Zürich. 155 S.

[5]) Unsere Bundesverfassung. Richtlinien über ihre Entstehung und Gestalt. Staatsbürgerliche Vorträge. Bern 1918. 72 Seiten.

[6]) Diss. der rechts- und staatswissenschaftlichen Fak. Zürich. Zürich—Wipkingen 1918. 72 S.

[7]) Das Ius primarum precum im Domkapitel Chur, oder: Das kaiserliche Recht der ersten Bitten. Von Domsextar Dr. J. Simonet, Chur. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 384—387.

Landeshoheit Zürichs und ihrer Ausgestaltung. Der Verfasser sucht diese besondere Entwicklung als typischen Einzelfall allgemeiner Tendenzen der Zeit zu begreifen[1]).

A. Rosa Benz will in einer Darlegung über die Landammänner in den drei Urkantonen einen Beitrag zur Rechtsgeschichte derselben bieten[2]). Das Amt wird ausführlich nach seinen einzelnen Befugnissen abgehandelt. Besonders mögen zwei Einlagen erwähnt werden, die zwei schwyzerische Beamtenfamilien vollständig behandeln. Die Arbeit verwertet ein beträchtliches handschriftliches Material.

Heer- und Kriegswesen.

E. Lüthi handelt auf archivalischer Grundlage von der Erbauung der sog. kleinen und grossen Schanze, der vierten Befestigungslinie Berns, von 1622—1646. und ihrer Wiederabtragung in den 30er Jahren des 19. Jahrhunderts.[3])

Zwei Arbeiten sind von August Bernoulli dem Basler Militärwesen im Mittelalter gewidmet. Die eine stellt die Organisation desselben in der zweiten Hälfte des XIV. — das Erdbeben von 1356 hat die Quellen für die frühere Zeit vernichtet — und XV. Jahrhunderts dar;[4]) die andere die Einrichtungen zur Stadtbewachung in Friedenszeit im allgemeinen und für besondere Fälle, wie Feuersbrünste, und in Zeiten drohender Kriegsgefahr, sowie die Stadtverteidigung.[5]) Eine ganz kleine Notiz von demselben betrifft die *Stadtmauer Bischof Burkhards.*[6])

O. Erismann hat mit einer Behandlung der *Schweizer in neapolitanischen Diensten* begonnen,[7]) in der er Organisation und Schicksale sowohl der bei Gründung des bourbonischen Neapels als auch der späteren durch Franz I. und Ferdinand II. errichteten Regimenter schildert.

Es sei unter dieser Rubrik auch auf das gelehrte Prachtwerk hingewiesen, in welchem Colonel Répond die anlässlich einer kürzlichen Reform der Kleidung der päpstlichen Schweizergarde angestellten Forschungen niedergelegt hat.[8]) Es verfolgt dieser bedeutende Beitrag zur Kostümgeschichte die Entwicklung der Tracht der Schweizergarde im Hinblick auf die gleichzeitige des italienischen Kostüms im allgemeinen, von der Gründung der Garde 1506 bis auf die Gegenwart. Als quellmässige Unterlage beansprucht den ersten Platz das die verschiedenen Entwicklungsstufen festhaltende bildliche Material, dessen Treue in der Wiedergabe gerade der Schweizertracht Répond dartut; sehr schöne Reproduktionen eines bedeutenden Teiles desselben erleichtern es dem Benutzer, den Ausführungen des Verfassers zu folgen.

---

[1]) Die Landeshoheit der Stadt Zürich über Stadt und Kloster Stein am Rhein. Zeitschrift für Schweizerisches Recht. Neue Folge Bd. XXXVII S. 65—133 (und im Separatabdruck).

[2]) Der Landammann in den schweizerischen Demokratien Uri, Schwyz, Unterwalden. Diss. Phil. I Zürich 1917. IX+211 S.

[3]) Zur Geschichte der kleinen und grossen Schanze in Bern. Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde XIV, 1918, S. 1—9.

[4]) Die Organisation von Basels Kriegswesen im Mittelalter. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde, XVII. Bd., S. 120—161.

[5]) Basels Stadtbewachung und Verteidigung im Mittelalter. Ibidem XVII, S. 316—343.

[6]) Ibidem XVII, S. 387.

[7]) Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde XIV, 1918, S. 51—68.

[8]) Colonel Répond, Commandant de la Garde Suisse de Sa Sainteté Benoît XV. Le costume de la Garde Suisse pontificale et la Renaissance italienne. Rome, Imprimerie polyglotte Vaticane 1917, in-fol. 2 + 92 p. + Corrections et additions. 63 planches. Impression des illustrations par Sansaini.

Kunst und Kunsthandwerk.

Der *Landesmuseumsbericht* für das letzte Jahr[1]) muss infolge der bekannten Verhältnisse ausführlichere Behandlungen bedeutender Neuerwerbungen, wie sie früheren Berichten den Wert zugleich wissenschaftlicher Publikationen zu verleihen pflegten vermissen lassen. Er enthält also ausser den geschäftlichen Mitteilungen — und Nekrologen über den Zürcher Stadtpräsidenten R. Billeter und den Urner Landammann G. Muheim — die blosse Aufzählung der Geschenke, Ankäufe und sonstigen weiteren Vermehrungen der Sammlungen (darunter die Münz- und Medaillensammlung von E. Hahn).

Der erste Teil des 5. Bandes des Sammelwerkes «*Das Bürgerhaus in der Schweiz*»,[2]) das photographische Ansichten, Pläne und Detailwiedergaben der einzelnen Denkmäler mit historischem und technischem Text begleitet, behandelt die Landstädte des *Kantons Bern*, die Hauptstadt einer besondern Publikation vorbehaltend.[3]) In derselben Sammlung ist eine Monographie über das *Schaffhauser Bürgerhaus* erschienen.[4])

Mit *Berner Landsitzen des XVII. und XVIII. Jahrhunderts* macht Dr. R. Kieser bekannt, ebensowohl vermittelst gegen 50 Abbildungen im Text und auf Tafeln wie historischer und kunsthistorischer Erläuterungen, die auch auf ungedrucktem Material fussen.[5])

G. Büeler und Dr. E. Leisi behandeln die Kunstgeschichte der in ihrer ersten Anlage aus dem XII. Jahrhundert stammenden *Kirche St. Johann in Frauenfeld-Kurzdorf*,[6]) jener die Baugeschichte, wie sie sich hauptsächlich aus den beim Abbruch der Kirche 1915 klar gelegten architektonischen Verhältnissen ergab, dieser die beim Abbruch zum Vorschein gekommenen und z. T. in dem Neubau wieder angebrachten Wandgemälde, von denen die erhaltenen um 1400 entstanden sein dürften.

W. Köhler gibt Nachricht von einer Untersuchung, die das *sogenannte Bildnis Zwinglis in den Uffizien* neuerdings als vielmehr Viglius von Zwichem darstellend erwiesen hat.[7])

Olga Amberger lässt ihrer früheren Betrachtung des Martin Usterischen Bilderzyklus, «Muttertreu» jetzt eine Interpretation des einige Jahre später von Usteri ausgestellten Aquarellkranzes «*Kinderliebe*» folgen,[8]) dessen Radierungen von S. Meili die Buchdruckerei Berichthaus in Zürich gegenwärtig in einem Neudruck herausgibt.

Mit *einer angeblichen Zeichnung B. Luini's* beschäftigt sich eine Notiz von Prof. Luigi Brentani in Lugano.[9])

Im Schluss seiner Arbeit über *Bildnisse auf Glasgemälden*[10]) behandelt H. Lehmann eine ehemals im Rathause von Hundwil (Kt. Appenzell) befindliche, von einem Lorenz Langer gemalte Bildnisscheibe Melanchthons; ferner ein Porträt Gustav Adolfs

[1]) Schweizerisches Landesmuseum in Zürich, 26. Jahresbericht 1917. Dem Departement des Innern der Schweiz. Eidgenossenschaft erstattet im Namen der Kommission für das Schweiz. Landesmuseum von der Direktion (Prof. Dr. Hans Lehmann).

[2]) Hg. vom schweizer. Ingenieur- und Architektenverein.

[3]) Mit Abbildungen von Architekt Propper, Text von L. S. von Tscharner besorgt.

[4]) Text von Kunstmaler August Schmid.

[5]) Mitteilungen der schweizerischen Gesellschaft für Erhaltung historischer Kunstdenkmäler III. Serie I. Kunstdenkmäler der Schweiz. Genf 1918. 83 S.

[6]) Anzeiger für schweizerische Altertumskunde XIX, 1917, S. 177—191, und Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte. 57. und 58. Heft, S. 36—83.

[7]) Zwingliana 1918 (Bd. III), S. 347—348.

[8]) Die Schweiz, XXII, 1918, S. 39—42.

[9]) Anzeiger für Schweizerische Altertumskunde XIX, 1917, S. 218.

[10]) Zwingliana 1918 (Bd. III), S. 293—296 und 325—328.

von dem Zürcher Glasmaler Hans Jakob Nüscheler I. nach dem Stich von Lukas Kilian, eines des Zürcher Antistes Johann Heinrich Erni von 1680 und eines von Huss aus der selben Zeit nach dem Kupferstich des Zürcher Malers und Kupferstechers Conrad Meyer, beide von dem Zürcher Meister Kaspar Hirt.

Eine Zusammenstellung dessen, was in Basel von mittelalterlichen Wandmalereien erhalten ist, gibt mit Reproduktionen E. A. Stückelberg an die Hand.[1]) In einer energischen Auslassung in der «National-Zeitung»[2]) ruft derselbe nach besserer Denkmalpflege durch den Staat für Basel und gibt Gesichtspunkte an, nach denen eine solche zu organisieren wäre.

Die Wandmalereien im Rathaus zu Appenzell, die bei einer Renovation der grösseren Ratsstube 1916 entdeckt wurden — Szenen aus der Bibel, der Legende, der römischen und appenzellischen Sagengeschichte, und Allegorien — behandelt Dr. J. Egli unter Zuziehung der Akten über ihre Ausführung[3]). Sie erweisen sich als Werk von Caspar Hagenbach dem Jüngern von St. Gallen (ca. 1525—1579) und wurden zur Zeit des Wiederaufbaus des Rathauses nach dem Brande von 1560 mit Kalkfarbe auf den trockenen Mauergrund aufgetragen.

H. Röthlisberger plaudert über *altes Schweizerporzellan* (Schoren, Wyon) und über das neue, das nach einem Unterbruch der Schweizer Porzellanfabrikation von einem Jahrhundert die 1906 gegründete Fabrik in Langenthal herstellt[4]).

Eine Arbeit von Gottlieb Wyss befasst sich mit der *grossen Glocke von Olten*[5]). Sie fusst auf gedrucktem und ungedrucktem Material; unter letzterem ist auf einiges ganz neu beigebrachte aufmerksam zu machen, das der Autor wohl mit Recht auf den Giesser der Glocke, Niklaus Krütli, bezieht.

Eine genaue Beschreibung von einem Bildhaus auf einer kleinen Insel im Vierwaldstättersee vor Meggen und einer Nikolausstatue des XIV. Jahrhunderts in demselben gibt E. A. Stückelberg[6]).

Von Eugen Liesegang ist eine kurze Beschreibung der 1915 entdeckten, bis ca. 1100 zuruckreichenden Reste, welche die früheren Bauperioden der Kirche von Meiringen zurückgelassen haben[7]). Eine Notiz über die *spätromanischen Wandgemälde* daselbst liegt von E. A. Stückelberg im «Anzeiger für schweizerische Altertumskunde» 1917 vor[8]).

Von demselben verzeichnen wir einiges wenige über den Chor von Amsoldingen[9]), den er dem 10. Jahrhundert zuweist, über einige monumentale romanische und gotische

[1]) Die erhaltenen Wand- und Deckengemälde des Mittelalters in Basel. Sonderabdruck aus dem Schweizerischen Familienblatt «Die Garbe» Nr. 12 vom 15. März 1918. 5 S.

[2]) Basler Denkmalpflege, 29. Mai 1918, Nr. 240.

[3]) (Publiziert im Auftrag der Schweizerischen Gesellschaft für Erhaltung historischer Kunstdenkmäler) Anzeiger für schweizerische Altertumskunde 1917, XIX, S. 264—274.

[4]) Vom alten und neuen Schweizer Porzellan. Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde 1917, XIII, S. 305—331.

[5]) Separatabdruck aus dem Oltener Tagblatt 1917, 23 S.

[6]) Die mittelalterliche Nikolausstatue von Alt-Staad. Mit drei Originalabbildungen. Die Schweiz, Jahrgang XXII, 1918, S. 167—169.

[7]) Die Ausgrabungen in der Kirche von Meiringen. Führer. Hrg. vom Verkehrsverein Meiringen und Umgebung. 8 S. Meiringen [1917].

[8]) Bd. XIX (1917) S. 284—285.

[9]) Ein frühmittelalterlicher Bautypus. Anzeiger für schweizerische Altertumskunde 1917, XIX, S. 283.

Inschriften[1]) und über ein kürzlich aufgefundenes spätgotisches Lampengerüst in der ehemaligen Stiftskirche von Zurzach[2]).

Ein kurzes Résumé unterrichtet über einen von Staatsarchivar Maxime Reymond in Lausanne in der «Société vaudoise d'histoire et d'archéologie» gehaltenen Vortrag, der die Gesellschaft mit den interessanten Ergebnissen der Ausgrabungen in der Cour de l'Evêché bekannt machte[3])

Burgen.

Einige Seiten von Dr. H. Segesser v. Brunegg beschäftigen sich mit der Topographie der ehemaligen *Burgen von Pfaffnach (Pfaffnau) und Roggliswyl* und ihren Besitzern[4]).

Eine hübsche Zusammenstellung der Daten der *Geschichte der Festung Aarburg* rührt von Gottieb Wyss[5]).

Baugeschichtliche Behandlungen der *Kiburg* und der *Wildegg*[6]), natürlich mit kurzen historischen Abrissen verbunden, erhalten wir von der kompetenten Seite des schweizerischen Landesmuseums-Direktors.

Ueber bündnerische Burgen sind zu verzeichnen zwei Arbeiten von Anton Mooser in Maienfeld: er behandelt die (in Ruinen liegende) *Burg Ober-Ruchenberg zwischen Trimmis und Chur* in Hinsicht auf bauliche Anlage und Geschichte, und eine verschwundene *Letze bei Masans*[7]), sowie die *Burg Trimons* (Trimmis)[8]), die er als eine römische Gründung bezeichnen möchte; ferner eine von Maria von Gugelberg in Maienfeld über Bau- und sonstige Geschichte des *Schlosses Maienfeld*[9]).

Wissenschaft und Unterricht.

Eine medizinische Dissertation der Universität Basel von Julius Gerster handelt von dem *Chirurgen und Geburtshelfer Johannes Fatio*, der wegen hervorragender Beteiligung an den Unruhen in Basel von 1690/91 enthauptet wurde[10]). Eigentlicher Gegenstand der Arbeit ist Fatios «Helvetisch-Vernünftige Wehe-Mutter», ein Werk, das erst 61 Jahre nach dem Tode des Verfassers erschien, als die darin niedergelegten bedeutenden Grundsätze und Erfahrungen nicht mehr die Wichtigkeit haben konnten, die ihnen in ihrer Zeit zugekommen wäre.

C. Schröter führt uns durch die Geschichte der Bestrebungen auf dem Gebiete der Botanik in Zürich von Conrad Gessner an[11]).

---

[1]) Anzeiger für schweizerische Altertumskunde 1917, XIX, S. 284—286.

[2]) Ibid. 1917, XIX, S. 286.

[3]) Anzeiger für schweizerische Geschichte 1917, IXX, S. 219—221.

[4]) Anzeiger für schweizerische Altertumskunde 1917, XIX, S. 275—280.

[5]) Aus der Geschichte der Festung Aarburg. Nach einem Referat von G' W'. Olten 1918. 19 S.

[6]) Die Burg Wildegg und ihre Umgebung. Im Auftrage der Stiftung von Effinger-Wildegg verfasst von H. Lehmann. Zürich 1918. 32 S.

[7]) Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 337—349.

[8]) Die verschwundene Burg Trimons. Bünderisches Monatsblatt 1818, S. 10—15.

[9]) Zur Geschichte des Schlosses Maienfeld. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 41—53, 82—91, 117—120.

[10]) Johannes Fatio, ein Basler Chirurg und Geburtshelfer des XVII. Jahrhunderts. Basel 1917, 44 u. 4 S.

[11]) Vierhundert Jahre Botanik in Zürich. Prof. Dr. C. Schröter. Verhandlungen der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft, 99. Jahresversammlung vom 9. bis 12. September 1917 in Zürich. II. Teil.

Ein Hinweis Walter Köhlers auf eine Schrift Johann Fickers über «Erste Lehr- und Lernbücher des höheren Unterrichts in Strassburg» macht mehreres die Schweiz interessierende schulgeschichtliche aus derselben namhaft[1]).

Luise Appenzeller bringt eine Untersuchung über den «*Bildungsfreund*» *Thomas Scherrs und seine Bearbeitung durch Gottfried Keller*[2]). Eine Analyse der Schulbücher, die demjenigen Thomas Scherrs vorausgingen, und des letztern selbst macht es als Glied in der Entwicklung der Schulbuchliteratur deutlich. Die Verfasserin verfolgt dann die Geschichte des «Bildungsfreundes» in seinen verschiedenen Auflagen, die zum zweiten Teil führt, der die Anteilnahme Gottfried Kellers, der 1876 mit der Neubearbeitung des poetischen Teils von Scherrs Schulbuch betraut wurde, an demselben untersucht. Ein dritter Teil ist den Lesebüchern der Kantone Aargau, Bern und Zürich sowie demjenigen Jakob Baechtolds gewidmet.

Ein alphabetisches Verzeichnis sämtlicher in dem Matrikelbuch der Schola Tigurina figurierender Studenten aus Graubünden, dem einige Bemerkungen statistischer Art vorausgeschickt sind, veröffentlicht Dr. F. Jecklin.[3])

Unter fleissiger Benutzung des gedruckten und, soweit bei den gegenwärtigen Verhältnissen erreichbar, ungedruckten Materials hat Clara Müller eine *Geschichte des aargauischen Schulwesens vor der Glaubenstrennung* verfasst,[4]) die insofern einen Beitrag zur mittelalterlichen Schulgeschichte bedeutet, als mit ihr wieder für ein bestimmtes Gebiet die betreffenden Verhältnisse im einzelnen nachgewiesen sind. Die Arbeit legt das Hauptgewicht nicht auf die klösterlichen, sondern auf die Stifts- und Stadtschulen. Mehr Geschichte der aargauischen Bildung enthält das letzte Kapitel über Aargauer an fremden Hochschulen.

Ein *Tagebuch des Pfarrers Jakob Fr. Gieriet auf seiner Schulinspektions-Reise im* (Bündner) *Oberlande 1843* wird von Martin Schmid mitgeteilt.[5])

Sprachgeschichte.

Die 10. Nummer der «Beiträge zur Schweizerdeutschen Grammatik» enthält die Darstellung der *Mundart von Jaun im Kanton Freiburg*, nach Lautlehre und Flexion von Dr. Carl Stucki[6]); die 11. diejenige der *Mundart von Obersaxen im Kanton Graubünden* von Dr. Leo Brun[7]). Beide Arbeiten berühren auch das Geschichtliche der von ihnen behandelten Sprachgebiete, und dabei die Probleme, welche mit der sprachlichen Isoliertheit derselben zusammenhängen: beide suchen den Gang der germanischen Besiedelung aufzuhellen: wobei die zweite sich mit der Walserfrage auseinanderzusetzen hat.

Eugène Ritter beanstandet die Wiedergabe des lateinischen «ministerialis» durch «ministérial» im Genealogischen Handbuch zur Schweizergeschichte als unfranzösisch.[8])

Von P. Gabriel Meiers Arbeit über *Phrasen, Schlag- und Scheltwörter der schweizerischen Reformationszeit*, von der bereits die Rede war, ist seitdem der Schluss erschienen.[9])

---

[1]) Zwingliana 1918, Nr. 1 (Bd. III Nr. 11), S. 348—349.

[2]) nebst einem Exkurs über die Lesebücher der Kantone etc. Diss. Phil. I. Zürich. Zürich 1918. 132 S.

[3]) Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 297—305 und 357—365.

[4]) XVI + 147 S. Diss. Phil. Freiburg i. Ue. Aarau 1917.

[5]) Von Dr. M' Sch', Chur. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 26—29 u. 53—60.

[6]) (VIII +) 346 S. Frauenfeld 1917.

[7]) Lautlehre und Flexion. (IV +) 242 S.

[8]) Ministérial. Diese Zeitschrift 1917, S. 183—184.

[9]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XI, 1917, S. 221—236.

In einer Mitteilung über den *Namen Gotteron (deutsch Galtern)* (bei Freiburg) wird die von A. Dessounaz gegebene Ableitung desselben von einem urkundlich belegten Chudrun = chaudron, wilde Schlucht, Kessel, von J. Bertoni für durchaus annehmbar befunden [1])

Entgegen einer von Prof. Jud als Möglichkeit aufgestellten Ableitung des bündnerischen Ortsnamens Brienzols (Brienz) von Brigantioli begründet J. M. Balzer[2]) die Herkunft desselben von «primum solum».

Literatur- und Musikgeschichte.

G. Tobler gibt einen buchstabengetreuen Neudruck von des Strassburgers *Conradus Pfettisheims Gedicht über die Burgunderkriege,*[3]) das 1477 von dem Strassburger Drucker Knoblochtzer veröffentlicht wurde.

Mehrere Publikationen Ferdinand Vetters, die *Niklaus Manuel* betreffen, seien hier ebenfalls angeführt; denn obwohl sie eigentlich nicht wissenschaftlichen Charakter tragen, dürfte doch gegebenenfalls auch von Gelehrten gern einmal auf sie zurückgegriffen werden. Unter Benützung der von Fritz Burg ans Licht gezogenen Hamburger Handschrift hat Vetter vorletztes Jahr das Fastnachtspiel Niklaus Manuels von Papsts und Christi Gegensatz ins Berndeutsche, 1917 den wichtigsten Teil der «Totenfresser» des Reformationsdramatikers ins Hochdeutsche übertragen.[4]) Ein im «Neuen Berner Taschenbuch» 1897 aus der Hamburger Handschrift veröffentlichtes Gedicht Niklaus Manuels aus dem Frühjahr 1522 ist von Karl Frey und Ferdinand Vetter eingeleitet und ins Hochdeutsche übersetzt.[5])

Das Protokoll einer unbekannten literarischen Gesellschaft in Zürich in der Mitte des 18. Jahrhunderts, das Dr. Robert Faesi ausschöpft, bereichert unsere Kenntnis von dem kulturellen Leben Zürichs in dieser Zeit. Die Einleitung zeichnet jenes in geistreicher Weise.[6])

Eine Dissertation über den Dichter *Johann Gaudenz von Salis-Seewis* aesthetischen Inhalts, von Rose Friedmann, ist doch insofern auch eine historische Arbeit, als in der Einleitung zum ersten Mal, wie es scheint, die auf der Zentralbibliothek Zürich liegenden Briefe Matthissons an seinen Verleger J. H. Füssli verwertet sind, welche über die erste Ausgabe von Salis Gedichten Aufschluss gewähren.[7])

Henry Ernest Tièche behandelt die *politische Lyrik der deutschen Schweiz von 1830—1850.*[8]) Ein Drittel der Arbeit umfasst als Einleitung eine Charakterisierung der Restaurationszeit, eine Ausführung über die politische Lyrik im allgemeinen und einen Blick auf die politische Lyrik der deutschen Schweiz vor 1830. Der Hauptteil charakterisiert die Lyrik der einzelnen Sänger des Zeitraums mit ausführlicherem Eingehen

---

[1]) Freiburger Geschichtsblätter, XXIII. Jahrgang, Freiburg 1917, S. 174—175.

[2]) Bischöfl. Sekretär, Chur. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 377—379.

[3]) Hrg. von Prof. Dr. G. Tobler. Neujahrsblatt der Literarischen Gesellschaft Bern auf das Jahr 1918. 30 S.

[4]) Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde XII, 1916, S. 233 bis 243, und XIII, 1917, S. 233—262.

[5]) Ein Traum. Gedicht vom Weltkrieg und von Papst und Kardinal. Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde XII, 1916, S. 295—331.

[6]) Die Dienstags-Kompanie, eine unbekannte literarische Gesellschaft aus Bodmers Kreis. Zürcher Taschenbuch 1918, S. 135—161.

[7]) Die Wandlungen in den Gedichten von Johann Gaudenz von Salis-Seewis. Diss. phil. I. Zürich von R' Fr' aus Bloemfontein (Südafrika). Zürich 1917. VIII + 101 S. + Curriculum vitae.

[8]) Diss. phil. Bern. Bern 1917. 93 S.

nur auf die drei bedeutendsten: Fröhlich, Reithard und Gottfried Keller. Vollständigkeit ist also nicht beabsichtigt; es handelt sich mehr um einen Überblick über den allgemeinen Gang der politischen Lyrik während dieser Periode.

Kaspar Hauser publiziert die Rechnung über die Auslagen, welche die Stadt Winterthur für die Aufführung eines Passionsspiels 1518 hatte.[1])

Ein unbekanntes politisches Flugblatt von 1620, reformierten Ursprungs, das an Bruder Klaus und den Schweizerstier anknüpft, veröffentlicht Dr. P. Emmanuel Scherer.[2])

Unter der Überschrift: *Die Eiche und die Vögel* finden wir von Alfred Rufer ein politisches Gedicht aus der Zeit der ausserordentlichen bündnerischen Standesversammlung von 1794 mitgeteilt und mit Anmerkungen versehen.[3])

Die *Glockeninschriften im Saviental* stellt W. Derichsweiler[4]) zusammen.

Pfarrer Heinr. Roffler in Vicosoprano hat die dem Untergang entgegengehenden Hausinschriften des Bergell kopiert und veröffentlicht, und die Glockeninschriften hinzugefügt.[5])

Mathilde Eberle geht der Geschichte der *Bacqueville-Legende* nach, einer aus Frankreich stammenden Legende vom Typus der sog. «Heimkehrsagen», die in verschiedenen Fassungen auftritt, unter denen sich zwei ungedruckte dramatische Bearbeitungen eines Schwyzers von 1643 und eines Wallisers von ca. 1800 befinden.[6])

Theodor Goldschmid liefert einen Beitrag zur schweizerischen Musikgeschichte mit einer Behandlung von fünf alten Gesangbüchern: einer St. Galler Sammlung von 1682, dreier Gesangbücher der Zürcher Joh. Ludwig Steiner, Joh. Kaspar Bachofen und Johannes Schmidlin von 1723, 1728 und 1772, und eines solchen des Baslers Joh. Thommen von 1745. Angeschlossen sind mehrere Musik-Beilagen.[7])

Der allgemeinen Musikgesellschaft in Zürich stellte sich als passendes Thema für ihr diesjähriges Neujahrsblatt eine Erinnerung an ihr altes Lokal dar, das vor 200 Jahren, 1717, eingeweiht wurde. So schildert denn in demselben Max Fehr die Zustände der Musikgesellschaft in ihrem früheren Lokal, dem Kornhaus, in der letzten Zeit vor dem Neubau, dann diesen selbst und endlich die Einweihungsfeier desselben.[8])

Druck. Bibliotheken.

Ein von Fritz Amberger in Zürich aus dem Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde veranstalteter Neu- und Separatdruck von P. Schweizer Untersuchung über den Murer'schen Stadtplan von Zürich und die Echtheit der im Zürcher Staatsarchiv vorhandenen Holzstöcke zu demselben gibt Gelegenheit, auf diese eindringende Abhandlung wieder hinzuweisen.[9]) Der Neudruck soll den Begleittext zu einer Neuaus-

[1]) Das dritte Osterspiel in Winterthur 1518. Anzeiger für Schweizerische Altertumskunde 1917, XIX, S. 281–282.

[2]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte XII, 1918, S. 199–204.

[3]) Von A' R', Münchenbuchsee. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 397–399.

[4]) In Zürich. Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 387–388.

[5]) Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 233–244.

[6]) «Sprache und Dichtung», Heft 20, Bern 1917, und Diss. Bern. 104 S.

[7]) Schweizerische Gesangbücher früherer Zeiten und ihre Verwertung für den heutigen Chor- und Sologesang. Ein Beitrag zur Geschichte der geistlichen Musik in der Schweiz. 1917, 79 S.

[8]) 106. Neujahrblatt der etc. Der alte Musiksaal beim Fraumünster. (1717–1897). 23 S.

[9]) Murers Plan der Stadt Zürich von 1576 und Jos. Murers Bittschrift an den Zürcher Rat von 1574. Zürich 1918. 12 S. in 4°.

gabe des Stadtplans nach den Originalstöcken, die von F. Amberger in Vorbereitung ist, darstellen.

Ein grosses Quellenwerk zur mittelalterlichen Bibliotheksgeschichte ist dieses Jahr mit einem ersten Bande eröffnet worden, der Bibliothekskataloge der Bistümer Konstanz und Chur aufweist. Den einzelnen Stücken, die nach alphabetischer Reihenfolge der Orte zusammengestellt sind, gehen jeweilen kurze bibliothekgeschichtliche Einleitungen voraus. Das Werk erstreckt seine Aufgabe über Kataloge im engern Sinne hinaus: auch Vermächtnisse, Ausleiheregister, Übersichten über die Tätigkeit von Schreibern werden aufgenommen, nicht systematisch dagegen Notizen über einzelne Stücke. Register und vollständiger Apparat verstehen sich bei einer derartigen Publikation von selbst.[1])

Kultur- und Wirtschaftsgeschichte.

Von den die lebendigste Anschauung vom alten Bern vermittelnden «*Novae Deliciae Urbis Bernae*» von Sigmund von Wagner liegen weitere Partien gedruckt vor.[2])

Als Ergänzung zu seinen bisherigen Arbeiten *zur Geschichte des alten Gartens* bringt Hermann Christ verschiedene Nachträge[3]) über die Einführungsgeschichte unserer Gartenpflanzen, die Einführung amerikanischer Zierpflanzen nach der von Antoine de Jussien 1714 herausgegebenenen Sammlung von Kupferstichen des Dominikaners Barrelier († 1673), über erneute Ausbreitung mehrerer Nutzpflanzen seit dem Kriege u. a. m.

Über den *ersten Versuch eines Lawinen-Verbaues*, der 1867 in Schleins im Unterengadin unternommen wurde, und die *erste Lawinen-Statistik samt Karte* handelt Johann Coaz.[4]) Ph. Rüttimann führt seine Chronik der unglücklichen Natureignisse in Vals mit der Schilderung der Wassersnöte von 1834 bis 1868 zu Ende.[5])

Eine kultur- und sprachgeschichtlich wie volkskundlich bedeutsame Abhandlung liegt über die *Hirse im Kanton Luzern* von Renward Brandstetter vor.[6]) Sie zieht nicht nur ungedrucktes Material heran, sondern verwertet insbesondere die mündliche Tradition in breitester Weise.

Zwei sich ergänzende Aufsätze von Hans Siegrist und S. Heuberger in Brugg geben einen Überblick über die neuere Entwicklung einer Kleinstadt des schweizerischen Mittellandes.[7]) Jener stellt dar, inwiefern die Umwälzungen im Verkehrsleben im vergangenen Jahrhundert den wirtschaftlichen Aufschwung von Brugg mit bestimmt haben, bis zur Erzählung der Gründung des Brugger Elektrizitätswerkes 1892, dieser fügt die Entwicklung seitdem bis heute bei mit interessanten vergleichenden Streiflichtern auf frühere Zustände in Betreff der Baupolizei, des Gesundheitswesens u. a. m.

---

[1]) Mittelalterliche Bibliothekskataloge. Hg. von der kgl. Bayr. Akad.... I. Bd., bearb. v. Paul Lehmann. Mit 1 Karte. München 1918, VIII + 599 S.

[2]) Oder das goldene Zeitalter Bern von S' von W'. Gewidmet meinen jungen Mitbürgern. (Fortsetzung.) Mitgeteilt von Prof. Dr. Heinrich Türler. Neues Berner Taschenbuch für das Jahr 1918, S. 189—246.

[3]) Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde XVII, S. 370—385.

[4]) Dr. h. c. J' C'. Bündnerisches Monatsblatt 1918, S. 105—109.

[5]) Valser Unglückschronik. Von Kanonikus Ph. R' in Vals. Ibidem 1918, S. 91 bis 95 und 121—124.

[6]) Auf vergleichender Grundlage dargestellt. Geschichtsfreund LXXII, S. 69—109.

[7]) Wirtschaftliche Bestrebungen und Gründung des Elektrizitätswerkes in Brugg. Von Nationalrat Dr. H' S'. Brugg in den Jahren 1892 bis 1917. Von Rektor Dr. S' H'. Brugg 1918. 71 S.

Fritz Jecklin schildert den *Kampf der Churer um die Gewerbefreiheit* in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts.[1]).

Unsere Kenntnis der schweizerischen Postgeschichte wird durch zwei Spezialdarstellungen erweitert, deren eine, über das *Post- und Ordinariwesen in Schaffhausen bis 1848* von Friedolf Hanselmann bereits hier oben S. 138 angezeigt ist. In der andern behandelt Hans Müller die *Fischersche Post in Bern in den Jahren 1675—1698*[2]); sie ist als erster Teil einer Darstellung der Fischer'schen Post bis 1832 gedacht. Schon über jene kurze Periode sind die öffentlichen wie im Besitze der Familie von Fischer befindlichen Akten zu einem ziemlich umfangreichen Werke verarbeitet, in dem die Gestalt Beat Fischers, des Gründers, in interessanter Weise hervortritt.

Ein interessantes Stück Verkehrshistorie entrollt Paul Kölner, der aus den archivalischen Quellen die Geschichte der ehemaligen *Basler Rheinschiffahrt* vom Mittelalter bis zu ihrem Eingehen gegen die Mitte des letzten Jahrhunderts erzählt.[3])

Eine Publikation von L. Lièvre bietet eine Skizze der Entwicklung des bernischen Eisenbahnwesens im besondern Hinblick auf die Rolle, die darin der Berner Jura gespielt hat.[4])

Henry F. Montagnier ist ein Beitrag zur Geschichte der Erschliessung der Hochalpen zu verdanken: er publiziert Einträge des Fremdenbuchs des Hotels Monte Rosa zu Zermatt über Besteigungen (darunter mehrere erstmalige) von Bergen der Umgegend in den 40er bis 60er Jahren des letzten Jahrhunderts.[5])

In einem schönen Werke über die *Geschichte der Uhrmacherkunst in Basel 1370—1874* greift der Verfasser Marius Fallet-Scheurer[6]) in einem ersten Abschnitt mit einer Skizzierung der Geschichte der Räderuhrmacherei bis zum Aufkommen der modernen Räderuhr in Basel im XIV. Jahrhundert bis auf die alexandrinische Zeit zurück. Die folgenden Abschnitte führen die Geschichte des Handwerks in Basel in vier Entwicklungsperioden eingeteilt herab bis zum völligen Ende der zunftmässigen Ausübung 1874. Die Arbeit beschäftigt sich mit der Entwicklung der Technik wie mit der wirtschaftlichen Bedeutung des Gewerbes und der wirtschaftlichen und politischen Stellung der dasselbe Ausübenden.

Aus einem dem 50jährigen Bestehen eines Gymnasiastenvereins gewidmeten Schriftchen[7]) mag eine vom Autor mit Recht als charakteristisch bezeichnete Rede Augustin Kellers herausgehoben werden.

---

[1]) IV + 19 S. Chur 1917.

[2]) Diss. Phil. Bern. Bern 1917. (4 +) 188 S.

[3]) 96. Neujahrsblatt, hrg. von der Gesellschaft zur Beförderung des Guten und Gemeinnützigen [in Basel] 1918. 75 S.

[4]) L. Lièvre, Professeur à l 'Ecole cantonale, Président central de l'Emulation jurassienne. Le Jura et la politique ferroviaire bernoise 1867—1917. Publié à l'occasion du cinquantenaire du décret du 2 février 1867 assurant au Jura ses futurs chemins de fer. Porrentruy 1917. 72 S. u. Karte.

[5]) Early records of the col de St. Théodule, the Weissthor, the Adler, and other Passes of the Zermatt District. Compiled from the Travellers' Book of the Monte Rosa Hotel at Zermatt by H'.F.M', Member of the Alpine Club. Reprinted from «The Alpine Journal», February 1918. 26 S.

[6]) Ein Beitrag zur Entwicklungsgeschichte der Uhrmacherkunst im allgemeinen, sowie zur Wirtschafts- und Kulturgeschichte Basels. Diss. der staatswissenschaftl. Fak. Zürich. Bern 1917. XX + 284 S.

[7]) Argovia 1867—1917. Fünfzigstes Stiftungsfest 7. Oktober 1917 in Aarau. 72 S.

Da Ludwig Lautenburgs Werk über die «Gesellschaft von Kaufleuten» in Bern von 1862 das in den Anfang des 16. Jahrhunderts hinaufreichende Gesellschaftsarchiv bei weitem nicht ausschöpft, hat Rudolf Ischer eine neue Darstellung der Geschichte dieser Zunft unternommen.[1]) Sie unterrichtet über ihr Lokal wie über ihre Organisation und Geschichte.

Ein wichtiger Faktor in der Geschichte geistiger Bestrebungen in der Schweiz im 18. Jahrhundert, die *ökonomische Gesellschaft in Bern*, hat in Conrad Bäschlin einen ausführlichen Darsteller gefunden.[2]) Uns vor Augen liegt der erste als Dissertation gedruckte Teil, der bis 1766 reicht. Aus der Natur des Stoffes ergab sich die Behandlung in eigenen Abschnitten der Gesellschaft selbst, ihrer Zweiggesellschaften und ihres Verkehrs mit In- und Ausland. Ein vorangestelltes allgemeines Kapitel erörtert die Zeitverhältnisse, als deren Produkt die Gesellschaft ins Leben trat.

Eine der vielen in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts entstandenen ähnlichen Gesellschaften war die durch das Muster der bernischen angeregten *ökonomischen Gesellschaft in Biel*, deren kurze Tätigkeit Hans Bloesch schildert.[3]) Der Ton des Spottes, mit dem er im Eingang der Mode dieser ökonomischen Gesellschaften gedenkt, möchte vielleicht doch um ein kleines über das berechtigte Mass hinausgehen.

Mit Pfarrer Benedikt Hartmann tun wir einen Gang durch die Geschichte der *bündnerischen Armenpolitik* vom Ende des 18. bis zum Ende des 19. Jahrhunderts.[4])

Die Vollendung des Jahrhunderts seit der Schweizer Hungersnot von 1817 hat einer Anzahl von Arbeiten über dieselbe gerufen, von denen wohl in erster Linie diejenige von Dr. Th. Greyerz, *Das Hungerjahr 1817 in Thurgau*, zu nennen ist;[5]) sie dürfte noch eine eingehendere Anzeige in dieser Zeitschrift finden. Ein Aufsatz Julius Studers[6]) enthält ausser Angaben über die Hungersnot im Kanton Zürich, Beobachtungen, die über dieselbe ein Winterthurer in andern Teilen der Schweiz und im Ausland gemacht hat. Zum Jahrhundert-Jubiläum der *St. Galler Hilfsgesellschaft* (1916) hat J. Kuoni an Hand der gedruckten Jahresberichte deren Wirksamkeit dargestellt[7]), unter Zurückgreifen auf ihre Vorgängerin von 1800—1812. Von J. Sch. sind angeschlossen zwölf kurze Lebensabrisse führender Männer der Gesellschaft.

Dr. Ernst Buss erzählt die Geschichte einer durch ein Ehepaar Elmer in Glarus 1751 errichteten und noch bestehenden Stiftung zur Unterstützung Hausarmer der evangelischen Kirchgemeinde Glarus.[8])

---

[1]) Das Gesellschaftshaus zu den Kaufleuten in Bern. Von Dr. R' J'. Neues Berner Taschenbuch für das Jahr 1918. S. 1—100.

[2]) Die Blütezeit der ökonomischen Gesellschaft in Bern 1759—1766. Diss. phil. Bern. Laupen 1917.

[3]) Von Dr. H' B'. Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde XIV (1918), S. 27—50.

[4]) Bündnerisches Monatsblatt 1917, S. 265—284.

[5]) Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte, 57. u. 58. Heft, Frauenfeld 1918, S. 65—171.

[6]) Das Hungerjahr 1917. Neujahrsblatt der Hülfsgesellschaft Winterthur 1918 (LIV). 16 S.

[7]) Hundert Jahre Hilfsgesellschaft der Stadt St. Gallen 1816—1916. Ein Rückblick im Auftrage der Direktionskommission verfasst. St. Gallen 1918. 61 S.

[8]) Die Elmerstiftung in Glarus. Separatabdruck aus den Glarner Nachrichten. Glarus 1918, 20 S.

Der Schluss der Mitteilungen von F. Manatschal aus der Geschichte der bündnerischen Gesetzgebung und Verwaltung seit Mitte des 19. Jahrhunderts handelt von Schul- und Armenwesen.[1])

Die Meyersche Erziehungsanstalt Effingen, eine 1865 gegründete landwirtschaftliche Rettungsanstalt für Knaben, beschlagen einige Notizen von Jb. Bläuer.[2])

Fritz Weiss-Frei weist die Vermehrung der Basler Bürgerschaft durch die einzelnen Personen auf, die im Zusammenhang mit der Universität nach Basel kamen.[3])

Ein grosses Material von Darstellungen der bildenden Kunst, unter welchem auch manche bisher unberücksichtigte Belege, beutet Eduard Bernoulli im Hinblick auf die Geschichte der Musikinstrumente aus.[4])

In einer neuen Beleuchtung der Schicksale des *Onyx von Schaffhausen*[5]) gelangt Stückelberg zu interessanten vermutungsweisen Aufstellungen, die, ohne eigentlich beweisbar zu sein, die grösste Wahrscheinlichkeit des Verlaufs der Geschichte dieses merkwürdigen Kameo darstellen mögen.

Von E. Wymann ist eine ganz kurze, die *Uhrfehde eines Käsediebes* betreffende Notiz zu erwähnen.[6]) Vielerlei kulturhistorische Kleinigkeiten teilen die «Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde» mit.[7])

In Vervollständigung des Werkes von C. Keller: Zürcher Apotheken und Apotheker, das die Geschichte der Pharmazie der Stadt Zürich vom Mittelalter bis 1880 erzählt, hat eine neue pharmazie-geschichtliche Arbeit von Emil Eidenbenz[8]) den Kanton im Auge «und zwar von der Zeit an, da die Pharmazie aus der Aufsicht der städtischen Behörden in die des Kantons überging», wobei dann aber für die Stadt Winterthur auf die Anfänge des dortigen Apothekerwesens zurückgegriffen wird. Dem mit Ansichten und Porträts geschmückten Bändchen sind auf Tafeln beigegeben der Stammbaum der Winterthurer Apothekerfamilie Kronauer und eine chronologische synoptische Tabelle der Apotheken, die von 1250—1830 existiert haben.

Alfred Martin gibt einige unbekannte zürcherische Regierungs-Erlasse wieder, welche die *Ausübung der Heilkunst durch Nichtzünftige im Zürcher Lande zu Ausgang des 16. und während des 17. Jahrhunderts* betreffen.[9])

---

[1]) Einiges aus Bündens öffentlichem Leben der letzten 50—60 Jahre. Von a. Reg. Rat F. M', Chur. Bündnerisches Monatsblatt 1917. S. 211—217, 244—252, 289—293, 313—322.

[2]) Brugger Neujahrsblatt 1918, S. 32—43.

[3]) Vom Zuwachs der Basler Bürgerschaft aus der Universität bis zur Revolutionszeit. Basler Jahrbuch 1918, S. 231—269.

[4]) Alte volkstümliche Musikinstrumente in deutsch-schweizerischen, besonders in baslerischen Darstellungen. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. XVII. Bd., S. 195—224.

[5]) Der Friedenskameo zu Schaffhausen und das älteste Klarissenkloster der Schweiz. Mit drei Abbildungen. Beiträge zur Geschichte der Renaissance und Reformation. Joseph Schlecht .... dargebracht von etc. München und Freising 1917, S. 324—334.

[6]) Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte S. 238.

[7]) XIII, 1917, S. 298—304.

[8]) Geschichte der zürcherischen Pharmazie seit 1798. Festschrift zur Feier des fünfzig]ährigen Bestehens des Apothekervereins des Kantons Zürich. Zürich 1918. 82 S.

[9]) Von Dr. A' M' in Bad Nauheim. Archiv für Geschichte der Medizin Bd. XI, Heft 1 und 2. Leipzig 1918, S. 109—111.

Mitteilungen *zur Geschichte des Sanitätswesens im Kanton Zug bis zur Zeit der Mediation*, d. h. bis zum Beginn der Sanitäts-Gesetzgebung, deren älteste von 1635 datiert, macht Dr. A. Hermann.[1])

Einige Daten aus der Geschichte des *Spitals in Königsfelden* seit 1530 teilt Dir. L. Frölich mit.[2])

Ein im Referat vorliegender Vortrag von Dr. Rorschach, gehalten an der 52. Versammlung des Vereins schweizerischer Irrenärzte, beleuchtet eine vor nicht langem geschehene Sektengründung im bernischen Schwarzenburger Ländchen und ihren Zusammenhang mit der Gegend ihrer Entstehung als einem alten Herd des religiösen Separatismus, sowie mit früheren Sektenstiftungen, in erster Linie dem Antonianismus Unternährers.[3]) Der Vortrag enthielt nur Ausschnitte aus einer in Aussicht gestellten grösseren Publikation.

Einige Seiten von A. Nordmann: *Ueber Wanderungs- und Siedelungsbeziehungen zwischen elsässischem und schweizerischem Judentum*[4]) sind die Zusammenfassung einer beabsichtigten ausführlicheren Arbeit über diesen Gegenstand, die dann auch die dort weggelassenen Quellenzitate enthalten soll.

Zürich. **Carl Brun.**

---

[1]) Zuger Neujahrs-Blatt 1918, S. 19—34.

[2]) Brugger Neujahrs-Blätter für Jung und Alt, 29. Jahrgang, 1918, S. 4—15.

[3]) Einiges über schweizerische Sekten und Sektengründer. Schweizer Archiv für Neurologie und Psychiatrie, Bd. 1, Heft 1, 1917, S. 254—258.

[4]) Skizze von Dr. med. A. Nordmann in Basel. Separatabdruck aus dem «Jahrbuch der Gesellschaft für die Geschichte der Israeliten in Elsass-Lothringen» 1917, Gebweiler 1917. 8 S.

Druck und Expedition *K. J. Wyss Erben* in Bern.

Jahresversammlung
der
Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Abgehalten am 16. Juni 1918 in Freiburg.

Eröffnungswort des Präsidenten Professor G. Meyer von Knonau in der gemeinsamen Hauptsitzung vom 16. Juni.

Die Versammlung, deren gemeinsame Hauptsitzung hiemit eröffnet wird, ist, als ein erstmaliger Versuch, veranstaltet worden, um einer grösseren Zahl schweizerischer Freunde geschichtlicher Studien Gelegenheit zu bieten, sich näher, als das bisher der Fall sein konnte, kennen zu lernen, im Austausch gegenseitiger Mitteilungen sich zu fördern und zu unterrichten. Die Anregung dazu ist daraus entstanden, dass der Wunsch geäussert wurde, einer gewissen Zersplitterung der Bestrebungen, von denen eine jegliche in ihrem engeren Bereiche äusserst fruchtbar wirkt, vorzubeugen, das gemeinschaftliche Ziel in ein helleres Licht zu stellen. So ist denn der Gedanke, nachdem er von der Stelle, wo er zuerst geäussert wurde, an fünf weitere Gesellschaften übermittelt wurde, von diesen zustimmend aufgenommen worden, und trotz der unleugbaren Schwierigkeiten, die sich in der Gegenwart der Durchführung in den Weg stellen, ist nunmehr eine erste Einberufung geschehen, und es steht zu hoffen, dass der Verlauf der jetzt stattfindenden Tagung die Absicht bestätige, in gewissen Zwischenräumen solche Gesamtvereinigungen zu wiederholen. In den Zwischenjahren wird wieder jede der Gesellschaften ihre regelmässige Jahresversammlung für sich allein abhalten.

Zahlreiche Mitglieder unserer sechs Vereinigungen gehören mehreren derselben an, und so war es ihnen bisher in den meisten Fällen nicht möglich, sich an den Verhandlungen einer anderen Versammlung, so gern sie sich zu ihnen verfügt hätten, zu beteiligen. Das soll nun, soweit es die kurz zugemessene Zeit gestattet, erleichtert sein, und ebenso ist die Gelegenheit geboten, in grösserer Ausdehnung mit Angehörigen dieser Gesellschaften persönlich bekannt zu werden. Es ist also mit dem Ausdruck aufrichtigen Dankes zu begrüssen, dass gerade aus der Stadt, in der die

beiden Hauptsprachen unseres Landes aneinander grenzen, die Einladung zu diesem ersten derartigen Kongress an uns ergangen ist. Schon vor fünfzehn Jahren, als die Allgemeine Geschichtforschende Gesellschaft der Schweiz hier in Freiburg tagte, griffen die beiden hier der Pflege der historischen Wissenschaft sich widmenden Gesellschaften in schönster Weise einträchtig zusammen, um den Gruss an die Gäste auszurichten. Die Société d'histoire du canton de Fribourg und der Deutsche Geschichtforschende Verein des Kantons Freiburg schufen gemeinsam die schöne, reichausgestattete Festschrift, die den Besuchern der Versammlung überreicht wurde. Genau zur Hälfte verteilten sich die Abhandlungen des stattlichen Bandes auf die beiden Sprachen. Der Präsident der Société d'histoire, dessen Hinschied auch die Allgemeine Schweizerische Gesellschaft so schmerzlich traf, Max de Diesbach, steht an der Spitze, und Josef Zemp, dessen Tätigkeit jetzt Zürich zugute kommt, macht den Schluss. Und jetzt wird uns in den Pages d'Histoire publiées par les Sociétés d'histoire abermals der reiche Inhalt einer Festschrift als Geschenk dargeboten, in der wieder historische Belehrung uns in den beiden Sprachen gegeben wird. Gerade ein derartiges Zusammenwirken, in welchem West und Ost unserer Schweiz sich darstellt, möge eine gute Vorbedeutung für unser ganzes Wollen und Tun überhaupt sein und bleiben!

Die Anregung zu dieser nach Freiburg einberufenen Versammlung ist von der *Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft* ausgegangen, und ein solcher Schritt entsprach der Zweckbestimmung dieser Vereinigung, wie sie von Anfang an, seit ihrer Gründung vor nunmehr achtundsiebzig Jahren, ausgesprochen worden ist. Sie soll die allgemeine Geschichte der Schweiz als freundschaftlicher Kreis der Forscher und Freunde geschichtlicher Arbeit und zugleich als Band der solcher Tätigkeit gewidmeten kantonalen Gesellschaften pflegen und weiterhin durch Veröffentlichungen, die das Zusammenwirken schweizerischer Kräfte erfordern, fördern. Den erstgenannten Zweck will sie in ihren jährlichen Versammlungen erfüllen. Einundsiebzig Jahressitzungen haben bisher stattgefunden, und dabei war stets das Bestreben massgebend, durch den Wechsel der Versammlungsorte möglichst zahlreiche Anregungen in lokale Kreise hinauszutragen, mit den kantonalen Gesellschaften Anknüpfungen zu gewinnen, neue Beitritte von Mitgliedern zur allgemeinen Gesellschaft zu erzielen. In einundzwanzig Kantonen sind im ganzen zweiunddreissig Oertlichkeiten besucht worden, und gerade dieser Wechsel hat sich als vorteilhaft erwiesen. Aber das Hauptgewicht der Tätigkeit der Gesellschaft liegt begreiflicherweise auf dem Gebiet der durchgeführten Veröffentlichungen. Diese machen, schon erheblich über hundert Bände,

eine kleine Bibliothek aus und bringen in ihrem Inhalte mannigfaltige Beleuchtung unserer gesamten eidgenössischen Geschichte, aber ebenso zahlreiche Beiträge zur Geschichte ihrer einzelnen Teile. Durch mehrere Jahrzehnte war das «Archiv für schweizerisehe Geschichte», bis 1875, die Haupterscheinung, und vierunddreissig Autoren haben sich daran beteiligt. Seit der mehrfachen Neugestaltung der Gesellschaft im Jahre 1874 ist als ihr Organ das «Jahrbuch für schweizerische Geschichte» an die Stelle getreten, für das bis anhin siebenundneunzig Namen von Mitwirkenden, auch aus der Reihe unserer auswärtigen Ehrenmitglieder, von beiden Zungen, zu verzeichnen sind. Daneben vereinigt der «Anzeiger für schweizerische Geschichte» als Notizblatt kürzere Beiträge und bringt seit den letzten Jahren auch Uebersichten der neuesten auf unser Land bezüglichen historischen Literatur. Ganz vorzüglich aber ist weiterhin das seit 1874 geschaffene Unternehmen der durch die Subvention der Bundesbehörden ganz wesentlich unterstützten Veröffentlichung der «Quellen zur Schweizergeschichte» zu nennen, die auch schon die Zahl von dreissig Bänden überschritten hat und in der eine ganze Reihe wichtigster Chroniken, urkundlicher und anderer Dokumente, in letzter Zeit namentlich die Bibliographie unserer Geschichte dargeboten sind.

Die Allgemeine Geschichtforschende Gesellschaft glaubt mit nicht unberechtigter Genugtuung auf diese Leistungen, die sich auf drei Vierteile eines Jahrhunderts verteilen, blicken zu dürfen. Aber sie verschliesst sich durchaus nicht der Ueberzeugung, dass wichtige Bereiche der Arbeit der historischen Wissenschaft nur ganz beiläufig oder gar nicht in ihr Arbeitsfeld gezogen werden konnten, dass also notwendigerweise andere Kräfte hier einzutreten berufen sind. Immerhin kann darauf hingewiesen werden, dass mehrfach für die Gesellschaft engere Berührungen mit diesen anderen Kreisen vorliegen.

Wohl am nächsten steht der geschichtforschenden Gesellschaft von den Vereinen, die mit uns tagen, die «*Schweizerische Gesellschaft für Erhaltung historischer Kunstdenkmäler*», und das liegt schon darin ausgesprochen vor, dass in einer Anzahl von Jahren von beiden Seiten gemeinsame Versammlnngen abgehalten worden sind: eben im Jahre 1903 war das auch hier in Freiburg der Fall. Der Gedanke, der zur Gründung der Gesellschaft geführt hat, war gleich in der «Einladung zum Beitritt» von Anfang an dargelegt worden: «Die Zahl der Denkmäler und Kunstwerke, die innerhalb der letzten fünfzig Jahre allein der Zerstörung und Verschleuderung anheimgestellt sind, ist eine ungemein grosse. Nichtsdestoweniger treten wir mit Mut an unsere Aufgabe heran: sie besteht darin, wenigstens das zu erhalten, was bis zur Stunde noch unserer Heimat verblieben ist». Ein Genfer und ein Zürcher, der feine viel-

seitige Theodor von Saussure und Johann Rudolf Rahn, der das Studium der schweizerischen Kunstgeschichte eigentlich eröffnet hat, waren vom Beginn an die leitenden Kräfte gewesen, und dann konnten dadurch, dass der Bundesrat dem Vorstand der Gesellschaft offizielle Geltung verlieh, bedeutende Werke glücklich durchgeführt werden. Es bleibe hier unerörtert, auf welche Weise hierin vor kurzen Jahren eine eingreifende Aenderung sich vollzog; allein in einem eingeschränkteren Umfang will die Gesellschaft ihre Aufgabe auch fortan weiter erfüllen, und aus dem Schoss ihres Vorstandes wird uns von kundigster Seite in diesen Tagen die hohe Bedeutung der an Monumenten so reichen Stadt, in der wir versammelt sind, vorgeführt werden, woran sich in gleicher Weise die Erklärung eines benachbarten Denkmals, der Kloseranlage von Hauterive, anschliessen wird.

In vielen Dingen steht unserer Gesellschaft auch die «*Schweizerische Gesellschaft für Volkskunde*» zur Seite. Unserer 1896 in Sitten tagenden Versammlung war das Programm der nur wenige Wochen zuvor in das Leben gerufenen Gesellschaft vorgelegt worden, damals in besonderer Beziehung auf das Land Wallis. Doch in vielfacher Berührung mit unserem Arbeitsfelde geht überhaupt das seither gegründete «Schweizerische Archiv für Volkskunde», mit den daneben erscheinenden selbständigen «Schriften», rüstig vorwärts, und der 1916 als «Festschrift» dem Gründer der Gesellschaft gewidmete zwanzigste Jahrgang, zu dem auch von nichtschweizerischen Pflegern der Folk-Lore Beiträge gespendet wurden und in dem neben dem Deutschen und Französischen die italienische und die räto-romanische Sprache vertreten sind, zeigt so recht die Vielseitigkeit im Ausgreifen dieser Studien: um nur einige Titel zu nennen, Volkslied und Gebetsparodie, Aberglaube und Schatzgräberei, Kiltgang und Hochzeitsgebräuche, Volkstheater und Kinderspiele, Landbau und Viehzucht, die mannigfaltigsten Betätigungen des Volkes sind an das Licht gezogen, und auf wie weit ausgedehnte Zeitspannen diese Forschungen sich ausdehnen können, beweist wohl zumeist die umfangreichste der Abhandlungen, in der zwar zur Zeit noch gültige, aber im Verschwinden begriffene archaistische Gerätschaften und Gebräuche im Kanton Wallis über Jahrtausende durch Parallelen zurückgeführt werden.

Zu der von der «*Gesellschaft für Numismatik*» übernommenen Aufgabe ist schon durch einen Beitrag im achten Bande der vorhin genannten Publikation «Archiv für schweizerische Geschichte» eine Brücke geschlagen worden. Damals, im Jahre 1851, verschwanden, mit der Einführung des einheitlichen schweizerischen Münzfusses, die alten schweizerischen Münzen, und so wurde hier eine Zusammenstellung derselben, bis auf den Augenblick der Einschmelzung, durchgeführt.

Die einleitenden Worte zu diesen Verzeichnissen bezeugten mit Recht, dass die oft schönen Zeichnungen, die nicht selten sinnvollen Legenden einen Ersatz für die allerdings im Verkehr häufig unbequeme Mannigfaltigkeit der Münzsorten in sich darstellten, und es ist wirklich ein seltsamer Irrtum des Verfassers einer recht wertvollen neueren «Geschichte der Schweiz» gewesen, wenn er sich ausdrückte, dass die abgeschafften Münzen «meist unansehnlich» waren. Allein neben diesen das Aeussere betreffenden Merkmalen steht selbstverständlich der innere Wert der Münzen, in der Geschichte des Verkehrs, für die Wirtschaftsgeschichte, als Machtmittel der politischen Gewalten, ganz im Vordergrunde der hier einschlägigen Studien. Um nur aus einer interessanten Abhandlung, die im «Jahrbuch» unserer Gesellschaft gedruckt wurde, hiefür einen Beweis zu bringen: die Geschichte der Tätigkeit der Cawertschen und Lombarden ist ein wichtiges Kapitel zum Verständnis der Entwicklung der Oekonomie unserer schweizerischen Städte im Mittelalter.

Aber auch für die Ziele der «*Schweizerischen Heraldischen Gesellschaft*» stellte, lange vor ihrer Gründung, einer der Gründer der schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft, der ausgezeichnete Rechtshistoriker Friedrich von Wyss, schon 1848, als er einen erstmaligen Hinweis auf die Zürcher Wappenrolle gab, ein bestimmtes Programm, über die enge Verbindung der Wappenkunde mit der Pflege der Geschichtsstudien, im Umriss auf, und es war wohl verdient, dass die heraldische Gesellschaft ihn später durch die Ehrenmitgliedschaft erfreute und 1907, nach seinem Tode, im «Schweizerischen Archiv für Heraldik» einen Nachruf erscheinen liess. Diese reichhaltige und verständnisvoll illustrierte Zeitschrift hat nun schon ein grosses instruktives Material zusammengebracht. Doch noch mehr ist in einem Unternehmen der Gesellschaft die engste Anknüpfung an die Aufgabe der Geschichtforschung ausgesprochen: das ist das «Genealogische Handbuch zur Schweizergeschichte», das jetzt zum unentbehrlichsten Hülfswerk für den schweizerischen Historiker zählt. Es ist nur zu wünschen, dass recht bald zwischen die beiden bisher erschienenen Bände — Hoher Adel und Niederer Adel und Patriziat — das Mittelglied ergänzend eintrete.

So ist es denn für die in diesen Tagen zur Leitung des Kongresses berufene allgemeine schweizerische Gesellschaft hoch erfreulich, zu vier der eingeladenen Vereinigungen so nahe Beziehungen aufweisen zu können.

Bei der fünften, der «*Gesellschaft für Urgeschichte*», ist dies auf den ersten Blick nicht in solcher Weise der Fall. Doch der heute in

unseren Verhandlungen unmittelbar folgende Vortrag wird uns über die enge Verwandtschaft der Tätigkeit dieser Vereinigung mit den geschichtlichen Studien belehren, und schon vor zwei Jahren zählte die so instruktive Ausführung, die wir in Solothurn über die archäologische Karte eines engeren Gebietes anhören durften, zu den Traktanden unserer Jahresversammlung. Uebrigens darf wohl auch darauf aufmerksam gemacht werden, dass diese Studien in unserem Lande in erster Linie von einem Manne ausgegangen sind, der gleichfalls, im Jahre 1840, zu den Gründern der schweizerischen Gesellschaft zählte: als Stifter und Präsident der zürcherischen antiquarischen Gesellschaft hat Ferdinand Keller Jahrzehnte hindurch seine umfassende Wirksamkeit geleistet, deren Früchte jetzt einen wesentlichen Bestandteil der Sammlungen des schweizerischen Landesmuseums bilden, so dass nun auch die Aufgabe der Weiterführung an dieses eidgenössische Institut übergegangen ist.

Uns alle aber verbindet der gemeinsame Gedanke, der unser Tun leitet und veredelt. Indem wir, von verschiedenen Bereichen der Forschung aus, uns in die Vergangenheit unseres in seiner Geschichte so mannigfaltig und gerade dadurch so reizvoll gestalteten Vaterlandes einarbeiten, wollen wir uns in dem Vorsatz bestärken, indem wir die Lehren aus der Erkenntnis der früheren Zeiten gewinnen, die Gegenwart verstehen zu lernen und dem Besten in um so bereitwilligerer Gesinnung nachzustreben. Denn wenn das jemals als heilige Pflicht gegolten hat, so ist das vollends in diesen Tagen der Fall, in denen wir es wagten, zum ersten Mal eine Versammlung, wie die heutige ist, zu halten.